

UNIVERSITÉ DE CAEN
FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

LA NOUVELLE LOI
SUR LES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

« Aimez-vous les uns les autres. »

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE
DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Le Vendredi 27 Juillet 1900, à 2 heures de l'après-midi.

PAR
Pierre BARANGER

AVOCAT

NANTES

IMPRIMERIE BOURGEOIS, RUE SAINT-CLÉMENT, 57

—
1900

LA NOUVELLE LOI
SUR LES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

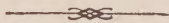


Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE CAEN
FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

LA NOUVELLE LOI
SUR LES
SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

« Aimez vous les uns les autres. »



THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE CAEN

Le Vendredi 27 Juillet 1900, à 2 heures de l'après-midi.

PAR

Pierre BARANGER

AVOCAT



NANTES

IMPRIMERIE BOURGEOIS, RUE SAINT-CLÉMENT, 57

—
1900



JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur, président de la Thèse.*

VILLEY, *professeur-doyen.*

RENÉ WORMS, *agrégé.*

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1899-1900

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. TOUTAIN (*, I. ☉), professeur de *Droit administratif*.

DANJON (I. ☉), assesseur du Doyen, professeur de *Droit commercial* et de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.

LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit romain*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✚, G. O, ✚, C. I. C. ✚, O. ✚, L. ✚), professeur de *Droit civil*.

LERRET (I. ☉), professeur de *Droit civil* (député du Calvados).

CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public* et *privé*, et de *Législation industrielle*.

BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile*, et chargé du cours d'*Histoire générale du Droit français*.

AGRÉGÉS :

MM. DEBRAY, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours de *Pandectes*.

René WORMS (I. ☉, ☿, C. ☿), chargé des cours d'*Economie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

LE FUR, chargé des cours d'*Histoire du Droit public français*, d'*Eléments du Droit constitutionnel* et de *Législation financière*.

ASTOUL, chargé d'un cours de *Droit romain* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS, chargé du cours de *Droit criminel*.

CHARGÉS DE COURS :

MM. ARON, chargé du cours d'*Histoire du Droit français*.

PILON, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

A LA MÉMOIRE

DE MON GRAND-PÈRE

PIERRE BARANGER

PRÉSIDENT ET FONDATEUR DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

“ LA BIENFAISANCE ” FONDÉE A NANTES LE 15 AOUT 1841

DE MON PÈRE

PITRE BARANGER

COMMANDEUR DE L'ORDRE DE SAINT GRÉGOIRE LE GRAND

SECRÉTAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS “ LA BIENFAISANCE ”

INTRODUCTION

L'idée de société de secours mutuels se trouve à l'origine même de la société. Elle est la base du mariage : les époux se doivent secours et assistance (1). C'est dire que la mutualité n'est point d'invention récente, mais qu'elle a existé de tout temps.

L'idée a grandi chez les peuples, elle s'est étendue au-delà des limites de la famille et s'est manifestée parmi les groupes d'individus ayant des intérêts communs.

En Grèce, la mutualité apparaît dans l'*Erane*, sorte d'association religieuse et mutualiste. — A Rome, les *Collèges funéraires*, « *cultores deorum* », se chargent du soin d'enterrer les confrères. — En Germanie et chez les Saxons, la *Ghilde* a les caractères d'une véritable société de secours mutuels : solidarité, protection, assistance, c'est sa devise. — En France, l'idée de mutualité se rencontre au moyen-âge, dans le contrat féodal : le vassal doit conseil et assistance au seigneur, le seigneur doit secours et protection à son vassal.

(1) Cod. civ. art. 212.

Plus tard la corporation réalise, au moyen de la *Confrérie*, la véritable société de secours mutuels. La Confrérie est une institution poursuivant un but religieux et humanitaire. « La prière et l'aumône aux pauvres de la commune, qu'on appelait l'aumône générale ou la *charité du métier*, y occupaient certainement une très large place ; le secours accordé seulement aux membres nécessiteux de la confrérie, à ses vieillards, à ses infirmes, aux *appéticiers* de leur état, ce secours, qu'on appelait *aumône du métier*, et qui avait été prélevé sur les fonds de la caisse alimentée par les retenues permanentes exercées sur le salaire de ses membres eux-mêmes, en occupait une bien plus large encore. Soulager efficacement la misère d'un confrère, quand cette misère n'était pas le résultat des désordres de sa conduite, telle était, avant tout, la règle de l'association ». (1)

A côté de la Confrérie, il faut signaler le *Compagnonnage*, autre genre d'association formée par la plèbe du travail dans les buts de secours mutuels, d'instruction professionnelle et de moralisation.

Le célèbre édit de Turgot de 1776 abolissant les jurandes et les maîtrises, porta le premier coup aux confréries. Les décrets du 9 février 1790 et du 18 août 1792 prononcèrent leur dissolution. Les

(1) Voir E. Laurent : le paupérisme et les associations de prévoyance.

associations particulières poursuivant un but politique ou social étaient alors regardées comme inconciliables avec la théorie de la souveraineté nationale, en ce qu'elles faussaient l'expression de la volonté générale et lui enlevaient son infaillibilité naturelle.

L'idée mutualiste ne devait pas disparaître, elle se révéla sous une autre forme : la *société de secours mutuels*. « Tirer de l'association d'individus, unis par des besoins communs, le maximum de ressources, pour faire face aux nécessités imprévues de l'existence, au moyen d'impôts volontaires réduits au minimum » (1). Tel était, au commencement du XIX^e siècle l'objectif de la société de secours mutuels, tel il est encore aujourd'hui.

Mais l'existence de ces sociétés était alors bien précaire, aucune loi ne les organisait et elles se trouvaient placées sous la sanction de l'article 291 du code pénal, interdisant les associations de plus de vingt personnes. Le gouvernement qui s'en était d'abord désintéressé, les réglementa par la loi du 15 juillet 1850 et par le décret-loi du 26 mars 1852, peut-être moins pour favoriser leur développement que pour les conserver sous sa tutelle.

Le décret de 1852 n'attribuait aux sociétés de secours mutuels que le service de la maladie, un

(1) Louis Banneux, *Manuel de Prévoyance*.

autre décret, en date du 26 avril 1856, étendit leurs opérations au service des retraites.

Depuis cette époque, les sociétés de secours mutuels ont fait un grand pas, aujourd'hui, on ne compte pas moins de deux millions de mutualistes en France. Aussi, le besoin d'une nouvelle législation s'était fait sentir, et après dix-sept ans de patiente élaboration, le 1^{er} avril 1898 nous avons été dotés d'une nouvelle loi sur les sociétés de secours mutuels.

C'est cette loi du 1^{er} avril 1898 qui fait l'objet de notre étude.

La mutualité n'a pas cependant dit son dernier mot, bien qu'ayant réalisé un progrès considérable, il lui reste encore beaucoup à faire, les mutualistes le savent, ils sont pleins de courage, ils continueront leur œuvre comme l'a prouvé le congrès international de la mutualité qui hier tenait ses assises à Paris.

TITRE PREMIER

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES SOCIÉTÉS

CHAPITRE PREMIER

Buts des Sociétés de Secours Mutuels

La Loi définit les sociétés de secours mutuels des associations de prévoyance ayant un ou plusieurs des buts suivants : Assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités ; leur constituer des pensions de retraite ; contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents ; pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves, ou orphelins des membres participants décédés.

Ce sont là les buts principaux.

Mais la loi ajoute : Elles peuvent en outre accessoirement créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

Parmi les buts principaux des sociétés de secours mutuels, indiqués par le législateur, il y a plusieurs innovations à signaler.

Le bénéfice de la société de secours mutuels n'est pas seulement pour le membre participant, il peut s'appliquer à toute sa famille.

La constitution des pensions de retraite n'est plus considérée comme par le passé, comme un but accessoire.

Les assurances en cas de vie, de décès ou d'accidents contractées par les sociétés de secours mutuels peuvent être individuelles ou collectives.

Aux assurances en cas de décès ou d'accidents, la loi joint les assurances en cas de vie.

Les sociétés de secours mutuels peuvent allouer des secours aux ascendants, aux veufs, aux veuves et aux orphelins des membres participants décédés.

Les autres dispositions, nous les connaissons déjà. La loi du 15 juillet 1850, le décret-loi du 26 mars 1852 mentionnent, en effet, comme but des

sociétés de secours mutuels : les secours aux malades, aux infirmes, aux blessés.

Le décret du 26 Mars 1852 et celui du 26 avril 1856, permettent aux sociétés de secours mutuels approuvées de constituer des pensions de retraite.

Et enfin la loi du 11 juillet 1868 autorise les sociétés de secours mutuels à contracter des assurances collectives en cas de décès ou d'accidents.

Mais où le législateur innove d'une façon complète, c'est quand il parle des buts accessoires des sociétés de secours mutuels. Le champ d'action de la mutualité se trouve dès lors bien agrandi. Il est vrai que ces buts accessoires sont tout à fait facultatifs, *les sociétés peuvent* se les proposer, dit la loi, et encore faudra-t-il des recettes ou des cotisations spéciales pour y pourvoir.

Cette innovation des buts accessoires est-elle heureuse et faut-il en féliciter le législateur ?

Les partisans de la liberté d'association devant les facultés accordées aux sociétés de secours mutuels applaudissent à ces marques d'émancipation. Ils font valoir les avantages que les sociétés retireront de la création de ces divers buts.

Les cours professionnels, disent-ils, sont appelés à devenir la pépinière de la société de secours mutuels. Ils sont un excellent moyen de recrutement : la société a, désormais, un attrait immédiat pour le jeune membre, et elle possède le moyen de lui enseigner les avantages de la mutualité.

Pour les même raisons, ils se réjouissent de voir les sociétés de secours mutuels autorisées à avoir des offices gratuits de placement, et à allouer des allocations en cas de chômage (1) : « La société de secours mutuels ne doit pas être simplement une compagnie d'assurances en cas de maladie, elle doit resserrer les liens qui unissent tous les hommes d'une même corporation. Or le chômage est, après la maladie, la plus grande plaie du travailleur. Etre en bonne santé, se sentir valide et fort, avoir autour de soi une famille, dont tout l'avenir réside dans le labeur de son chef, et ne pouvoir remplir sa tâche quotidienne, faute d'emploi, est une situation qui brise les caractères les mieux trempés. D'ailleurs la société de secours mutuels en ressent le contre-coup, puisqu'elle voit ordinairement s'accroître les difficultés pour la rentrée des cotisations du sociétaire sans emploi ».

D'autres esprits regrettent que le législateur ait ainsi multiplié les buts des sociétés de secours mutuels — garantir le mutualiste contre l'incapacité de travail résultant de la maladie, de l'infirmité prématurée, pourvoir aux frais funéraires, c'est là, disent-ils, le but principal ; — accessoirement, on peut admettre que la société de secours mutuels serve d'intermédiaire entre ses membres et les caisses

(1) Rapport au Congrès de Lyon, 1883.

de l'Etat pour la constitution des retraites et des assurances.

Cette dernière façon d'envisager la société de secours mutuels n'est-elle pas la vraie? Et tout en reconnaissant combien heureuse est l'initiative du législateur quand il accorde plus de libertés à tout ce qui touche les sociétés en général, n'est-il pas regrettable qu'il ait ainsi élargi le cadre des sociétés de secours mutuels ?

Pourquoi ces cours professionnels, ces bureaux de placement, ces caisses de chômage? Cela ne faisait pas partie de la société de secours mutuels, telle que nous la connaissions. Elle semble ici sortir de son vrai rôle et empiéter sur le domaine des syndicats professionnels.

Cette complication de but pourra, nous le craignons, dans bien des cas, nuire à son développement. La loi elle-même le redoute. Aussi exige-t-elle la spécialisation des recettes pour tous ces buts accessoires.

La spécialisation, nous venons de prononcer ce mot et nous devons nous expliquer à son sujet. Une des libertés concédées par l'article 1^{er} est la liberté de la spécialisation (1).

Cette liberté existe pour les buts principaux des

(1) Nous verrons plus tard les restrictions apportées par l'article 5, paragraphes 10 et 11, qui exige la spécialisation pour la constitution des retraites garanties.

sociétés de secours mutuels et elle résulte de la déduction *a contrario* de la seconde partie de l'article prescrivait, comme nous venons de le dire, la spécialisation pour les buts accessoires.

La spécialisation consiste à avoir, pour chaque but poursuivi par la société, un ordre distinct de recettes et de dépenses.

La spécialisation est un problème résolu de façons différentes par les mutualistes. La spécialisation est défendue par l'école des actuaire. Leurs arguments sont nombreux.

Ils disent : La société de secours mutuels qui est obligée de diviser ses recettes en plusieurs parties n'arrive pas à ses fins d'une façon satisfaisante, ou alors le taux forcément élevé de ses cotisations écarte les travailleurs.

Un autre argument, c'est qu'il est presque toujours matériellement impossible à une société de secours mutuels, digne de ce nom, de créer un fonds de retraite suffisant pour servir des pensions convenables. La spécialisation, disent-ils encore, facilite aux sociétaires quittant la commune les moyens de changer de société, la question des retraites étant indépendante de celle des secours.

La spécialisation favorise le goût de l'épargne puisque le fonds de retraite sera prélevé sur les dépenses inutiles.

Un sociétaire paie difficilement un supplément de

cotisation, il paiera plus facilement une nouvelle cotisation destinée à un but différent.

Un autre encouragement à la spécialisation c'est le succès des caisses de retraites.

Enfin on ne verrait pas, comme cela s'est vu, une société en déficit où les malades d'une part et les retraités de l'autre s'accusent d'avoir causé la ruine commune.

Les adversaires de la spécialisation signalent la difficulté très grande que l'on rencontre à spécialiser chez les populations peu nombreuses.

Une société mutualiste qui voudra réussir devra, pour cela, avoir des buts multiples et non un seul objectif. La non spécialisation est plus profitable encore aux intérêts généraux des sociétaires.

Cette question de la spécialisation et de la non spécialisation a été agitée et discutée fréquemment. On en est généralement arrivé à conclure, et c'est là la ligne de conduite adoptée par le législateur, qu'il faut, sauf les cas exceptionnels signalés, laisser à chaque association la liberté de spécialiser ou de ne pas spécialiser, suivant les besoins du temps et de la région.

CHAPITRE SECOND

Limites légales des Sociétés de secours mutuels

Le législateur a eu le désir d'être libéral en instituant les Sociétés de secours mutuels et nous verrons que cet esprit de liberté plane sur toute la loi.

Dans l'article second, c'est l'égalité qui apparaît. « A l'avenir, disait le rapporteur de la loi (1), toute société qui se constituera devra s'établir sur la base suivante : « A égalité de charges, égalité d'avantages. » Donc, désormais, plus de ces faveurs spéciales réservées à certains membres. Si chacun apporte son concours, il faut que chacun soit rémunéré, et cela également.

Agir différemment serait contraire au vrai caractère de la société, elle ressemblerait alors, soit à une institution de charité, où l'on a la liberté de donner ce que l'on veut, soit à un instrument d'exploitation, où les uns pressureraient les autres.

Et, cependant, la loi admet une distinction entre

(1) *J. off.*, 21 mai 1897.

les membres de la société, c'est celle qui résulte des cotisations fournies et des risques courus.

Il n'y a là rien de contraire à l'égalité, la loi se conforme à la règle émise tout à l'heure ; les charges variant, les avantages varient. C'est une proportionnalité à établir.

Un tempérament a été apporté à l'article 2 par le dernier paragraphe de l'article 37. Certaines sociétés de secours mutuels qui avaient constitué de légers avantages au profit de tels ou tels membres et qui avaient une situation acquise, furent effrayées par l'article 2, et c'est pour les tranquilliser que, dans les dispositions transitoires, on intercala le paragraphe de l'article 37.

La Chambre des députés avait même été plus loin et avait proposé un texte additionnel (1) de nature à donner satisfaction à d'importantes sociétés, telles que : les Prévoyants de l'avenir, le Grain de blé, l'Avenir des travailleurs, etc.

Ces sociétés stipulaient des avantages spéciaux pour certains membres et cela, non dans une intention de favoritisme ou de spéculation, mais elles avaient été fondées à une époque d'optimisme où l'on croyait pouvoir accorder la pension de retraite, au bout d'un certain nombre d'années de sociétariat.

Ce texte n'a pas été maintenu par le Sénat, car il

(1) *J. off.*, 5 juin 1897.

était contraire à celui de l'article 2 et c'eut été introduire une inélégance juridique dans le texte de la loi. Le gouvernement a déclaré que ces sociétés continueraient à bénéficier des avantages qui leur avaient été reconnus antérieurement par les arrêtés ministériels.

Mais, si exception a été faite en faveur de ces sociétés, elles n'en sont pas moins considérées comme des sociétés d'une nature spéciale et ne pouvant prétendre au titre de sociétés de secours mutuels.

CHAPITRE TROISIÈME

§ 1. — Composition. — Administration. — Elections

Membres participants. — Membres honoraires

De qui se composent les sociétés de secours mutuels ? Elles peuvent, dit la loi, se composer de membres participants et de membres honoraires.

Ces membres versent une cotisation déterminée, mais seuls les membres participants ont droit aux bénéfices.

La présence des membres honoraires dans les sociétés de secours mutuels a été critiquée. On a craint de les voir prendre une trop grande influence dans la direction de la société et de lui faire perdre son caractère égalitaire. On a aussi objecté que l'intervention des membres honoraires dans la société de secours mutuels avait les apparences d'une charité déguisée.

Ces critiques ont peu de poids auprès des avantages sérieux résultant de la présence des membres honoraires dans les sociétés de secours mutuels.

Si l'on consulte les sociétés sur l'opportunité des

membres honoraires, presque à l'unanimité, elles déclarent que leur admission est une bonne chose, et nous parlons non seulement des sociétés dont les règlements admettent des membres honoraires, mais même de celles qui ne les reçoivent pas ; ces dernières reconnaissent que les avantages pécuniaires provenant de l'admission des membres honoraires sont incontestables.

Voici le langage que tenait une société, celle de Letra (Rhône) (1), pour vanter le bienfait d'avoir des membres honoraires : « La présence des membres honoraires dans une société constitue certains avantages qu'il est nécessaire de conserver. Composées seulement de membres participants, les sociétés sont trop restreintes dans leurs ressources et elles prennent souvent un caractère d'exclusion tout à fait contraire à l'objet de leur fondation. »

L'objection faite contre la trop grande influence que peuvent parfois prendre les membres honoraires dans les sociétés de secours mutuels n'est pas de nature à détruire le principe de leur admission dans ces sociétés, car ce sont là des faits rares qui ne peuvent prévaloir contre des avantages incontestables.

Le reproche de charité déguisée adressé au rôle des membres honoraires n'est pas plus fondé. Ces

(1) Congrès mutualiste tenu à Lyon en 1883.

membres honoraires n'apportent pas ici leur cotisation sans l'espoir de ne jamais en jouir ; les statuts, dit en effet la loi, peuvent contenir des dispositions spéciales pour faciliter leur admission, au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune, et, on l'a fort bien dit, le membre honoraire ne fait en quelque sorte que contracter une assurance contre la mauvaise fortune.

Quelques-uns, rêvant encore plus un esprit d'égalité, ont émis l'idée qu'il serait peut-être plus louable pour les membres honoraires de se faire admettre comme participants, quittes, à la suite d'une infortune, à réclamer ce qui serait dû régulièrement par les statuts.

Et pourquoi certains veulent-ils ainsi blâmer cette intervention des membres honoraires ? N'est-ce pas là une heureuse solution de la question sociale que ce rapprochement entre les classes ; la cotisation est peu, ce qu'il y a de plus précieux, et qu'apportent les membres honoraires, c'est une plus grande expérience et une plus grande connaissance des choses. Ils font là acte de solidarité sociale.

Faut-il exprimer franchement notre secret désir : nous voudrions que les sociétés de secours mutuels arrivassent à se passer du concours financier des membres honoraires, du moins pour leurs ressources ordinaires ; leurs cotisations, elles les emploieraient à d'autres buts, tels que : la création d'un fonds de

réserve, la prolongation des secours et de l'indemnité journalière, l'établissement d'un fonds de retraite et, d'une façon générale, à améliorer les divers services de la société, mais ce sont là des perfectionnements que les sociétés ne pourront atteindre que plus tard, lorsqu'elles seront puissamment organisées et que les premiers pas de leur existence auront été franchis.

C'est en 1898 que notre législateur a reconnu pour la première fois aux membres honoraires des sociétés de secours mutuels la faculté de prendre part, eux aussi, aux bénéfices, en les admettant au titre de membres participants.

§. 2 — Femmes

Désormais la porte est grande ouverte aux femmes et aux mineurs. Les femmes peuvent faire partie des sociétés et en créer, les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari. Les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal.

Développer la mutualité parmi les femmes, ce sera le meilleur moyen de la développer parmi les hommes. Trop souvent, en effet, la femme ignorante est hostile aux sociétés de secours mutuels. Elle n'en comprend pas l'utilité et les grands avantages. Elle

n'y voit qu'un prélèvement mensuel, fait par une société, sur le salaire de son mari.

Parfois c'est un sot orgueil qui l'indispose contre la mutualité : « Pourquoi ne voulez-vous pas faire partie de notre société ? demandais-je un jour à un ouvrier. — Ma femme, me répondit-il, ne veut pas que je sois à la charité ».

Voilà ce que pense une foule de ménages ouvriers. Le meilleur moyen de combattre ces préjugés était de faire ce qu'a sagement fait le législateur : de prendre, suivant une expression vulgaire, le taureau par les cornes, d'ouvrir toute grande à la femme les portes de la mutualité.

Et si l'on se place à un autre point de vue, n'y a-t-il pas nécessité pour la femme, à l'époque actuelle, d'appartenir aux sociétés de secours mutuels. L'ouvrière (puisque aujourd'hui il y a des ouvrières), a besoin de secours autant et davantage qu'un homme. C'est ainsi une question de justice, que la femme puisse participer aux bénéfices de la mutualité.

« Le mari recevra pendant sa maladie les visites du médecin, des remèdes en abondance, et une indemnité de chômage. Et si sa femme qui l'a soigné, qui l'a veillé, qui s'est exténuée pour suffire à tous les besoins de la famille, gagne la fièvre à son tour, elle sera abandonnée sur son lit de souffrance, seule sans remède ? Que devient le mariage dans cette condition ? Que devient cette solidarité de plaisirs et de

peines qui en fait la sainteté ? Dès que la société de secours mutuels se transforme en institution égoïste, elle va directement contre son but, car elle sépare ceux qu'elle devrait unir (1) ».

La loi nouvelle est très libérale, elle va même jusqu'à établir une de ces rares exceptions en faveur de la femme mariée (2). Les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari.

Quelle sera la forme de la société de secours mutuels ou devra entrer la femme ? sera-ce une société de femmes seules ou une société mixte, c'est-à-dire composée d'hommes et de femmes ?

La loi ne fixe pas ce point et, par conséquent, laisse entière liberté. Ce sera aux mutualistes à voir quel sera le plus avantageux et le plus propice des deux modes.

Souvent les sociétés de secours mutuels d'hommes se sont opposées à l'admission des femmes par crainte de charges trop lourdes. La femme, prétendaient-elles, est de santé plus délicate que l'homme et ses maladies sont plus fréquentes et plus longues. Ce sont là des affirmations qui sont loin d'être démontrées et la statistique prouverait peut-être le contraire. Une étude documentée du docteur Gyoux (3), montre que

(1) Jules Simon.

(2) Cod. civ. art. 213, 214 et suivants.

(3) Congrès mutualiste de Bordeaux de 1894.

si les femmes exigent des soins un peu plus coûteux, elles ont, en revanche, moins de jours de maladie.

Et alors même que les femmes dépenseraient un peu plus, qu'importe, si elles arrivent à créer des ressources à la société, soit en y attirant les maris et les enfants, soit en y faisant régner d'utiles principes d'économie.

Un des principaux avantages de la société mixte, c'est que toute la famille, le mari, la femme et les enfants pourront faire partie de la même société. L'intérêt sera beaucoup plus grand et la société rapprochera les membres de la famille ; ils se retrouveront au lieu d'être dispersés, et les voisins qui verront les bienfaits de la mutualité dans cette famille désireront, eux aussi, devenir membres d'une société de secours mutuels.

Au point de vue moral ce sera une bonne œuvre de faite, car il n'est pas admissible que le paiement de la cotisation, prélevé sur le salaire familial, profite seul au mari ; la famille entière sera assurée contre la misère.

Et n'est-ce pas aussi un des nouveaux bienfaits de la mutualité de venir resserrer les liens de la famille à l'heure actuelle où elle tend à disparaître.

C'est donc à la société mixte que nous donnerons notre approbation. Aujourd'hui le vent souffle à l'esprit d'émancipation féminine et il y a lieu de se méfier de toute association de femmes seules.

Et cependant, il est des cas où les sociétés de femmes seules ont bien leur raison d'être : la Ligue Nationale de la Prévoyance et de la Mutualité, dans une de ses séances où l'on discutait s'il fallait préférer les sociétés mixte aux sociétés de femmes seules à émis cette pensée : « Les sociétés mixtes existantes paraissent suffisantes pour y recevoir les femmes mutualistes, mais en dehors d'elles il y a lieu surtout, d'encourager celles ayant un but spécial à la femme, tels que les soins à donner aux femmes en couche ».

§ 3. — Mineurs

Pendant que le législateur est en veine de concessions, il fait aussi une exception en faveur des mineurs. « Les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal. »

L'enfant c'est le mutualiste de l'avenir, c'est pour lui que le législateur travaille, il faut lui rendre vite accessible l'entrée des sociétés de secours mutuels.

Déjà on avait cherché à la lui faciliter en exigeant une cotisation minime, et en lui concédant de nombreux avantages, tels que pensions de retraite. constitution de dot.

Signalons une œuvre récente qui a pour but de

développer l'idée de la mutualité chez les enfants, c'est la mutualité scolaire dont le fondateur est M. J. Cavé (1). Le jeune sociétaire, dans l'œuvre de M. Cavé, doit verser une cotisation de dix centimes, moyennant quoi la société prend l'obligation :

1° De venir en aide aux familles pendant le premier mois de la maladie de l'enfant, en versant un secours journalier de cinquante centimes et de vingt-cinq centimes pendant les autres mois.

2° De constituer, en faveur des élèves sociétaires, un capital de retraites inaliénable, conformément au décret du 26 avril 1856. C'est après quarante années de sociétariat que les membres y auront droit.

3° De délivrer à chaque enfant un livret avec une petite somme inscrite.

§ 4. — Etrangers

Après s'être occupé successivement des membres participants, des membres honoraires, des femmes, des mineurs, la loi traite de la situation des étrangers.

Il y avait un danger à redouter, c'est que sous le manteau de la mutualité, il ne se formât des associations ayant un but hostile.

Deux conditions ont été alors imposées par la loi.

(1) Revue de la Prévoyance et de la Mutualité. Septembre 1896.

Première garantie : Les sociétés d'étrangers seront autorisées par un arrêté ministériel.

Deuxième garantie : Leurs administrateurs seront français, ce n'est qu'exceptionnellement, au cas où la société serait composée exclusivement d'étrangers, où la faculté de déroger à cette règle leur sera accordée.

§ 5. — Direction et Administration

Seuls, les Français, nous venons de le dire, peuvent avoir la direction et l'administration des sociétés de secours mutuels. Les femmes qui peuvent faire partie des sociétés de secours mutuels, et même en créer sans l'autorisation de leur mari, sont ici obligées de l'avoir, la situation est en effet très différente, la responsabilité de la femme est engagée. Lorsque la femme est sociétaire, elle est seulement tenue de payer régulièrement sa cotisation. Quand elle est administratrice, elle prend des engagements et est responsable des actes qu'elle accomplit. Il est donc rationnel que le mari donne son autorisation, se trouvant obligé par les actes de sa femme.

Les administrateurs et directeurs ne pourront être choisis que parmi les membres participants et honoraires. Toute personne étrangère à la société sera donc écartée. Dans la société de secours mutuels,

plus que dans toute autre société, il importait que les mutualistes restassent entre eux. Si le législateur ne s'était pas prononcé, il aurait pu y avoir hésitation (1).

§ 6. — Elections

L'élection des membres du bureau et du conseil d'administration, a lieu au bulletin secret. Le vote au bulletin secret, assure l'indépendance des votants, qui, soustraits à la pression des coteries, ne seront guidés dans leur choix, que par le désir de confier la direction et la gestion des intérêts de la société aux plus capables et non aux plus influents (2).

Quelle sera la durée des fonctions des membres du bureau et des administrateurs? — Devait-on accepter la réélection partielle tous les deux ans ou tous les ans? Ou chaque année devait-on faire un renouvellement intégral?

L'avantage de voir successivement les membres s'initier à l'administration de la société, est de leur permettre de s'instruire et, par suite, d'être à même

(1) Argument tiré de l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867 qui exige que les gérants soient pris parmi les associés. Cela suppose que cette exigence n'existe pas en droit commun, et les travaux préparatoires de l'article 22, donnent lieu à l'entendre.

(2) Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 29 juillet 1899.

de se prononcer et de discuter sur des propositions faites en assemblée. Quant au président, jadis sous la législature de 1850 il était inamovible, et en 1852 il était nommé par le Président de la République; le gouvernement se méfiait alors de toutes les associations.

Plus tard, le décret du 18 juin 1864, fixa à cinq ans la durée de l'élection présidentielle. Mais plusieurs ont considéré ce laps de temps comme exagéré et ont pensé qu'il valait mieux un renouvellement annuel. On n'évincera pas un bon administrateur quand on l'aura trouvé, mais comment ferait-on pour écarter un président incapable.

Le législateur nouveau n'a pas tranché la question, et cela tant pour le bureau et le conseil d'administration que pour le président; encore une fois il s'est montré libéral, et dans le paragraphe 3 de l'article 5 que nous rencontrerons plus loin, il laisse les statuts libres de déterminer cette durée.

Une question a été posée par le Ministère de l'Intérieur (1) à M. Laroze, rapporteur de la loi du 4 mars 1889, portant modification à la législation des faillites, pour savoir si le liquidé, au cas de l'article 21 (2),

(1) J. Barberet. Commentaires de la loi du 1^{er} avril 1898.

(2) Article 21. A partir du jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire, le débiteur ne peut être nommé à aucune fonction électorale s'il exerce une fonction de cette nature, il est réputé démissionnaire.

peut être élu administrateur ou directeur des sociétés de secours mutuels.

Le rapporteur de la loi a répondu *non* catégoriquement : « Celui, dit-il, qui s'est montré incapable de gérer ses propres affaires, ne doit pas demeurer chargé des affaires d'autrui. » Le liquidé reste donc électeur, mais n'est pas éligible pendant toute la durée des opérations de sa liquidation.

CHAPITRE QUATRIÈME

FORMALITÉS CONSTITUTIVES

Les formalités à remplir pour l'établissement des sociétés de secours mutuels sont simples. L'article 4 de la loi les énonce :

Dépôt à la sous-préfecture ou à la préfecture, en double, exemplaire des statuts et de la liste des personnes chargées de l'administration et de la direction (1).

Insertion d'un extrait des statuts dans le recueil des actes de la préfecture.

Déjà sous la législation précédente, les statuts devaient être soumis à l'approbation préfectorale. Ces formalités sont surtout une mesure d'ordre public, l'autorité pourra se rendre compte du véritable but de la société et voir si les garanties voulues sont accordées aux membres mutualistes.

Communication des statuts est alors donnée par

(1) Confert art. 4 de la Loi du 21 Mars 1884 sur les syndicats professionnels.

les soins de la préfecture au maire de la commune où réside le siège social de la société.

Au cas où des modifications seraient apportées par la suite aux statuts ou à la direction, la société devra les faire connaître en observant les mêmes formalités.

Bien entendu ces règles s'appliquent à toutes les sociétés : sociétés libres, sociétés approuvées ou sociétés reconnues comme établissement d'utilité publique. Pour ces deux dernières, il y aura encore d'autres formalités à remplir que nous verrons ultérieurement. Ici nous étudierons seulement les dispositions communes à toutes les sociétés, comme l'indique le titre du chapitre de la loi.

CHAPITRE CINQUIÈME

DISPOSITION DES STATUTS

§ 1. — Siège Social

Avant tout le législateur a voulu faire une œuvre française. Déjà, à l'article 3, il a déclaré que l'administration et la direction ne pouvaient être confiées qu'à des Français. En fixant ce que doivent contenir les statuts, il montre la même volonté : le siège social ne pourra être constitué ailleurs qu'en territoire français.

§ 2. — Conditions et Modes d'admission et d'exclusion

Les statuts déterminent les conditions et les modes d'admission et d'exclusion des membres participants et des membres honoraires.

Suivant ses besoins, suivant son milieu, chaque société fixera dans les statuts les règles à observer ;

il y a entière liberté laissée par la loi aux sociétés de secours mutuels. C'est un contraste avec la législation précédente où il était dit : Le président et le bureau prononceront l'admission des membres honoraires ; — les associés participants ne pourront être reçus qu'au scrutin et à la majorité des voix de l'assemblée générale (1).

Quant à l'exclusion, la loi n'en parlait pas, les sociétés étaient libres.

Une grave difficulté se présente lorsqu'il faut préciser les cas d'exclusion. A part celui d'une condamnation judiciaire infamante, la détermination des autres cas est fort délicate. Dans les statuts-modèles publiés par le Ministre de l'Intérieur (2) une distinction est faite entre la radiation et l'exclusion.

La radiation du membre a lieu lorsque pendant tant de mois il n'a pas payé sa cotisation.

L'exclusion est prononcée dans trois cas :

1° Contre les sociétaires qui seraient frappés d'une condamnation infamante ;

2° Contre ceux qui se seraient rendus coupables d'un acte contraire à l'honneur ou auraient une conduite déréglée notoirement scandaleuse ;

3° Contre ceux qui auraient causé aux intérêts de

(1) Décret-Loi du 21 Mars 1852, articles 4 et 5.

(2) Revue de Prévoyance et de Mutualité, janvier 1900, p. 22 et suiv.

la société un préjudice volontaire et dûment constaté.

Ces deux derniers cas ne laisseront pas de soulever bien des difficultés d'interprétation.

Observons que ce ne sont là que des modèles proposés et que les sociétés restent libres, comme par le passé, de fixer les cas d'exclusion.

§ 3. — Bureau. — Conseil d'administration. — Vote

Nous avons déjà vu précédemment les prescriptions légales concernant la composition du bureau, du conseil d'administration et le mode d'élection. A côté de ces prescriptions légales, les sociétés sont libres d'établir des prescriptions conventionnelles (1). Elles fixent dans leurs statuts la nature et la durée des pouvoirs des membres du bureau et du conseil d'administration.

Auprès du bureau, auprès du conseil d'administration, il y a l'assemblée générale qui comprend tous les membres de la société. Ce sera tantôt tous les trimestres, tantôt tous les semestres qu'aura lieu cette assemblée. Là le bureau et le conseil d'administration rendront compte de leur gestion, et l'assemblée

(1) Arrêt de la Cour de Cassation en matière d'élection, du 6 novembre 1899. Dalloz 1900, 1, 49.

générale, par un vote, approuvera ou blâmera la situation présentée.

Plusieurs Congrès (1) avaient émis le vœu qu'à côté du bureau, du conseil d'administration et de l'assemblée générale, il fut établi une commission spéciale chargée de vérifier la comptabilité, de rendre compte à l'assemblée générale et d'informer immédiatement le bureau des irrégularités commises.

Ce nouveau rouage de la société serait composé de membres choisis en dehors du conseil d'administration et il importerait que ses fonctions fussent bien déterminées pour éviter un conflit avec le conseil d'administration, seul responsable devant la société. Ces conflits sont à prévenir car ils peuvent se présenter ; une commission de contrôle devant un conseil d'administration est de nature à le mettre en suspicion, mais ce léger inconvénient n'est pas suffisant à contrebalancer les grands avantages de cette commission de contrôle et à la faire rejeter.

Le législateur de 1898 est muet sur cette question, mais nous ne croyons pas que pareille institution soit contraire à sa pensée.

Les statuts régleront encore les conditions du vote à l'assemblée générale et le droit pour les sociétaires de s'y faire représenter. Le vote par procuration pourra donc être admis.

(1) Congrès de Lyon 1883, de Paris 1889.

§ 4. — **Obligations et avantages des membres participants**

Les statuts déterminent les obligations et les avantages des membres participants.

Quelles seront ces obligations ? Quels seront ces avantages ? Déjà l'article 2 nous a enseigné qu'« à égalités de charges il fallait égalités d'avantages », mais le législateur n'a pas indiqué la nature de ces obligations et de ces avantages. C'est donc la liberté absolue sauf, toutefois, les restrictions que nous verrons plus tard, apportées par l'article 10.

Ces obligations seront généralement : payer la cotisation, assister aux assemblées générales, aux enterrements des confrères, visiter les malades, etc...; les avantages : les secours en argent, les visites du médecin, les remèdes, les frais funéraires, les secours à la famille, etc...

Il y a des sanctions à l'inexécution des obligations, c'est l'amende, c'est la radiation.

L'amende est-elle bien légitime ? et est-elle bien morale ? Il serait à désirer que le principe de l'amende n'existât pas dans les sociétés de secours mutuels. On l'a combattu. L'amende est difficile à percevoir, et elle mécontente le sociétaire. Ne pourrait-on pas, comme le proposait une société de Toulon, la rem-

placer par des corvées consistant à aller visiter les malades et les veiller, faire le service de commissaire les jours d'assemblée, en un mot s'acquitter de tout ce qui est une charge et que les sociétaires sont obligés de remplir à tour de rôle.

Mais si l'amende offre des inconvénients, elle paraît cependant bien utile et indispensable, elle est un mode de répression contre les sociétaires qui contreviennent aux règlements et contre ceux qui négligent leurs devoirs de sociétaires, elle est pour eux un avertissement et un moyen moins radical que la radiation. Elle est, en outre, une mesure de justice, car elle établit une différence entre le sociétaire négligent et celui qui a rempli exactement ses obligations.

Pour que les amendes conservent bien leur caractère de moralité, il importe qu'elles ne soient pas considérées comme une source de revenus, mais bien qu'elles soient affectées par la société à des dépenses extraordinaires.

La radiation, nous l'avons vu précédemment, est la perte par le sociétaire de tous ses droits sur la société. Cette sanction peut paraître pénible, mais il en est de même ici que pour les sociétés d'assurances, où le sinistre arrivé le lendemain de la résiliation d'un contrat déjà ancien ne donne droit à aucune indemnité.

§ 5. — Cotisations. — Placements des fonds

Les statuts déterminent le *montant* et l'*emploi* des cotisations des membres, soit honoraires, soit participants, les modes de placement et de retrait des fonds.

Quel doit être le taux de la cotisation des membres participants ?

En principe, le taux de la cotisation doit être proportionné aux salaires des membres participants. Il doit être peu élevé, pour permettre au plus grand nombre possible de personnes de se faire agréger. Et il doit être suffisant pour qu'on puisse promettre des avantages sérieux.

Le Ministère de l'Intérieur, dans ses statuts modèles, dit : « Les membres participants s'engagent... au paiement d'une cotisation mensuelle, fixée par les tableaux annexés aux présents statuts. Ces tableaux indiquent la portion de cotisation afférente à chacun des comptes définis par l'article 25 (1) ».

Quel doit être le taux de la cotisation des membres honoraires ? La cotisation du membre honoraire est laissée à sa générosité, puisqu'il ne réclame pas les

(1) Statuts modèles. — Article 25... des comptes distincts pour :
1^o les secours en cas de maladie et les frais de gestion ; 2^o les retraites ;
3^o les assurances en cas de vie et de décès.

secours en échange de ce prix. Cependant, les sociétés ont l'habitude de fixer un chiffre (1), et nous croyons, qu'étant donnée la faculté reconnue par le législateur de 1898 au membre honoraire, d'être admis, à la suite de revers de fortune, au titre de membre participant, le chiffre minimum fixé ne devra pas être inférieur à celui de la cotisation versée par les membres participants.

Dans la discussion de la loi, on a soulevé la question de savoir s'il y avait lieu de maintenir dans le texte les mots, *et l'emploi*, après l'addition des paragraphes 10 et 11, inexistant dans le texte primitif. On lisait dans le paragraphe 11 : « Les statuts déterminent les prélèvements à opérer sur les cotisations pour le service spécial des retraites ». Les deux textes atteignaient un même résultat.

Supprimer les mots « et l'emploi » était une atteinte portée au principe de la spécialisation, défendu par les actuaire, aussi furent-ils maintenus. Le rapporteur, M. Audiffred, en donnait l'explication suivante : « Si les sociétés ne prennent pas d'engagements absolument fermes, si elles distribuent simplement en fin d'exercice leurs excédents, elles ne seront tenues à rien. Mais, si elles font des promesses, elles seront obligées d'établir que ces promesses ne sont

(1) Loi du 1^{er} avril 1898 : article 3... les membres honoraires paient la cotisation fixée.

pas illusoires. Il faut qu'elles s'accoutument à cette idée que lorsqu'elles prendront un engagement, elles seront tenues de le remplir. »

Les statuts déterminent les modes de placement et de retrait des fonds. C'est-à-dire qu'ils fixent le choix à faire parmi les modes offerts par la loi. Ces modes varient suivant que la société est libre, approuvée ou reconnue d'utilité publique.

§ 6. — Dissolution

La dissolution d'une société peut être volontaire ou forcée. Toute société qui se fonde doit prévoir dans ses statuts le cas d'une dissolution. Les statuts déterminent les conditions de la dissolution volontaire de la société.

Nous verrons plus tard, en étudiant l'article 11, comment s'opère cette dissolution. Dans le même article, nous nous occuperons également de la dissolution forcée.

§ 7. — Bases de la liquidation

Les statuts déterminent les bases de la liquidation à intervenir si la dissolution a lieu. Ici encore nous renvoyons à l'étude de l'article 11 et aussi à celle de l'article 31 pour les sociétés approuvées.

§ 8. — Documents

Les statuts déterminent le mode de conservation des documents intéressant la société. Ce sont les archives de la société. Les sociétés de secours mutuels sont encore dans la période du tâtonnement, de l'enfance, et la loi veut que tout ce qui est de nature à leur donner de l'expérience, à permettre d'établir les statistiques soit précieusement conservé. De là cette exigence du législateur, dans l'article 4 : dépôt d'un double exemplaire des statuts ; dans l'article 7 : statistique adressée, chaque année, au ministre de l'intérieur ; dans le titre V qui établit le conseil supérieur : rapports annuels, tables statistiques, etc.

§ 9. — Retraites non garanties

Nous traiterons d'une façon plus complète la question des retraites lorsque nous étudierons les sociétés approuvées. Disons cependant qu'il y a deux sortes de retraites : les retraites non garanties et les retraites garanties ; les premières sont celles prévues par le présent paragraphe quand il dit que les statuts fixeront le mode de constitution des retraites pour lesquelles il n'a pas été pris d'engagement ferme.

Dans les retraites non garanties, la société de secours mutuels se réserve donc le droit de distribuer ou de ne pas distribuer de pension à ses membres. Cela dépendra de ses ressources.

Avant la loi de 1850 les sociétés avaient fait un tel abus en promettant à leurs membres de magnifiques retraites, qu'elles ne purent réaliser ces belles promesses. Aussi le législateur de 1850 prohiba d'une façon formelle les pensions de retraites assurées par les sociétés de secours mutuels.

Aujourd'hui, instruit par l'expérience, le législateur est plus conciliant, il autorise les pensions non garanties et garanties. Dans le premier cas, nous venons de le voir, il dit : les sociétés de secours mutuels pourront promettre des pensions, mais elles ne les garantiront pas. Dans le deuxième cas il dit : les sociétés de secours mutuels pourront promettre des pensions de retraites garanties à certaines conditions. Ces conditions, nous allons les étudier dans le paragraphe suivant :

§ 10. — Retraites garanties

Les statuts déterminent, en cas de retraites garanties, l'organisation de ces retraites et spécialement la fixation de leur quotité et l'âge de l'entrée en jouissance pour le pensionnaire.

L'organisation, c'est-à-dire la péréquation des recettes et des dépenses. Il faut que la société puisse justifier qu'elle est capable de mener à bonne fin l'engagement qu'elle prend.

Nous verrons plus tard que la péréquation des recettes et des dépenses est une des conditions essentielles pour que les sociétés puissent obtenir l'approbation quand elles constituent des retraites garanties. Mais en ce moment il s'agit des dispositions communes à toutes les sociétés, l'obligation existe donc aussi pour les sociétés libres.

Les sociétés ne sauraient voir là aucune atteinte à leur liberté, car, comme l'a dit M. Lourties dans son rapport au Sénat (1) : « C'est bien le moins que les sociétés prévoient dans leurs statuts sur quelles ressources elles comptent pour donner des pensions à leurs vieillards, ou aux infirmes des allocations annuelles, et il s'agit de véritables pensions, autrement dit, de retraites garanties ; qu'elles indiquent leur mode de constitution, la quotité et l'âge de l'entrée en jouissance.

» Nous ne voyons aucun inconvénient, nous ne trouvons au contraire que des avantages à ce qu'elles précisent la nature et la portée de leurs engagements, surtout en matière de retraites garanties, et il n'y a dans ces prescriptions rien de vexatoire, ni de tyran-

(1) J. off. 24 décembre 1897. Sénat.

nique. C'est le moyen seul pratique d'assurer le fonctionnement normal et régulier, et, par suite, la prospérité même des sociétés mutualistes. »

§ 11. — Spécialisation

La conséquence de la péréquation des recettes et des dépenses c'est la spécialisation. Les statuts en cas de retraites garanties fixent la part à prélever sur les cotisations fournies par les membres honoraires ou par les membres participants.

Que ces retraites garanties le soient au moyen du fonds commun ou au moyen du livret individuel... Qu'est-ce que le fonds commun ? Qu'est-ce que le livret individuel ? nous le dirons en étudiant les sociétés approuvées.

CHAPITRE SIXIÈME

VOTE PAR PROCURATION. — JURIDICTIONS ÉLECTORALES.

§ 1 — Vote par procuration

Nous avons dit que la loi reconnaissait le vote par procuration aux assemblées générales, lorsque les statuts de la société l'admettaient. Les pouvoirs seront déposés au siège social. C'est la seule obligation imposée. Le ministère du notaire n'est pas nécessaire, les pouvoirs peuvent être donnés sous seing-privé. Ils peuvent être sur papier libre, la loi les exemptant de tous droits de timbre et d'enregistrement : « Cette double exemption n'est nullement subordonnée par le texte, à la condition que le pouvoir soit sous signature privée : elle serait par conséquent acquise, le cas échéant, aux procurations passées devant notaire. Enfin l'objet de la réunion n'importe pas plus que la forme du pouvoir donné pour y répondre, il suffit qu'il s'agisse d'une assemblée générale (1) ».

(1) Instruction du domaine et du timbre du 25 juin 1898, sur l'application fiscale de la loi du 1^{er} avril 1898.

Ces pouvoirs devront être renouvelés pour chaque assemblée générale.

§ 2. — Juridictions électorales

Lorsque l'assemblée générale réunie procède aux élections, s'il survient des contestations, elles sont réglées de la manière suivante :

Une déclaration du litige a lieu au greffe de la justice de paix du siège de la société, dans les quinze jours qui suivent l'élection.

Le juge de paix statue dans les quinze jours de cette déclaration et après avoir averti les parties trois jours avant. Il n'y a ni frais, ni procédures.

Le jugement est sans appel, mais susceptible d'un recours en cassation dans les dix jours de la notification aux parties.

Le pourvoi est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix et dénoncé aux défendeurs dans les dix jours qui suivent. Le greffe de la justice de paix transmet les pièces au greffe de la Cour de Cassation. La Chambre civile de la Cour de Cassation statue d'urgence et directement. Le ministère d'un avocat est facultatif, et il n'y a ni frais, ni amendes. Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis. « Le nom générique d'actes comprend les déclarations, avertissements, notifications,

requêtes, dénonciations et autres actes de la procédure relative à la solution de l'instance engagée, les pièces et mémoires produits par les parties, les décisions rendues tant par le juge de paix que par la Cour de Cassation, ainsi que les significations de ces jugements et arrêts ; il comprend enfin les expéditions au même titre que les minutes (1) ».

Le caractère qui domine dans cette procédure, c'est le caractère de la gratuité et de la rapidité.

(1) Instruction du 25 juin 1898.

CHAPITRE SEPTIÈME

STATISTIQUES

Chaque année, dans les trois premiers mois, les sociétés de secours mutuels sont tenues de fournir au Préfet, pour être transmise au Ministre de l'Intérieur, la statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892.

Déjà nous avons signalé le désir de la loi d'arriver à documenter l'étude de la mutualité. Dans ce but, elle recherche tous les moyens, tantôt elle oblige les sociétés à spécialiser, tantôt elle le leur conseille, et une conséquence de cette spécialisation est d'aider aux statistiques. Elle fait encore fixer par la société le mode de conservation des documents intéressant la société.

Avec l'article 7 de la loi se trouve prescrite la communication des statistiques au Ministère de l'Intérieur. Nous verrons plus tard à l'article 36 le but proposé.

L'Etat prend une heureuse initiative en concentrant entre ses mains tous ces documents épars, pour en tirer des enseignements utiles à tous.

Les mutualistes s'étaient préoccupés des moyens à employer pour arriver à centraliser les documents et à les propager. Devait-on, dans cette intention, s'adresser à l'Etat, ou bien fallait-il créer un syndicat unique en relation avec les sociétés et publiant un bulletin spécial aux statistiques.

La loi a tranché la question en mettant cette obligation à la charge de l'Etat. L'Etat seul nous paraît, en effet, à même de remplir ce rôle, et cette fois il exercera à propos son pouvoir centralisateur.

Que contiendront ces statistiques ? L'effectif des sociétés, le nombre et la nature des cas de maladie, répond la loi. Une seule restriction est apportée à cette publicité, celle mentionnée par l'article 15 de la loi du 30 novembre 1892 (1).

Il y a là en présence deux intérêts contraires. Le secret professionnel du médecin et l'établissement de la statistique. Le premier est un devoir moral qui ne saurait fléchir devant le but utilitaire du second,

(1) La liste des maladies épidémiques, dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel, sera dressée par arrêté du Ministère de l'Intérieur après avis de l'Académie de Médecine et du Comité consultatif d'hygiène publique de France. Le même arrêté fixera le mode de déclaration des dites maladies.

et quelque soit cependant l'importance de ces renseignements, la mutualité n'insistera pas.

L'énumération donnée par la loi, lorsqu'elle indique ce que doivent contenir les statistiques, nous semble fort incomplète. Il est dit : Les sociétés de secours mutuels doivent dresser la statistique de leur effectif. Par effectif que faut-il entendre ? Est-ce seulement le nombre des membres composant la société ? La statistique doit être plus précise. Il y a quatre agents qui influent beaucoup sur la durée et la nature des maladies et sur les chances de vie ou de mort, ce sont : l'âge, la profession, le climat, le sexe. Une statistique bien complète et, par suite, juste, doit mentionner tous ces points. Si les statistiques arrivent parfois à des résultats différents, c'est que les bases de calcul varient. Il convient de les unifier en les complétant le plus possible.

Les sociétés doivent faire connaître le nombre des maladies et la nature quand la loi le permet, nous venons de le dire.

La loi ne parle pas des décès survenus dans l'année, mais évidemment, il faudra les mentionner. Peut-être cela entre-t-il dans la pensée du législateur quand il parle de l'effectif de la société. Les retraites sont comprises aussi probablement sous cette rubrique.

Quant aux buts accessoires des sociétés de secours mutuels, nous ne voyons pas dans la loi l'obligation de communiquer leur statistique. Ici le but proposé

n'est plus le même, il ne s'agit plus de documents pour l'étude de la mutualité.

Sous l'ancienne législation les sociétés devaient, d'après l'article 20 du décret du 26 mars 1852, adresser chaque année au préfet un compte-rendu de leur situation morale et financière, le rapport était communiqué par ses soins au Ministre de l'Intérieur. Le législateur du 1^{er} avril 1898, tout en acceptant en principe ce mode, l'a donc modifié et précisé.

CHAPITRE HUITIÈME

LES UNIONS

L'article 8 de la loi permet la création des unions de sociétés de secours mutuels et il en explique les différents buts.

En voici le texte : « Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie des unions, ayant pour objet notamment : 1° L'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article 1^{er}, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière ; 2° L'admission des membres participants qui ont changé de résidence ; 3° Le règlement de leurs pensions viagères de retraite ; 4° L'organisation des assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme, et les maladies

de longue durée ; 5° Le service des placements gratuits ».

Les unions n'avaient point attendu ce texte législatif pour prendre naissance. Déjà, depuis de nombreuses années, le besoin pratique s'en était fait sentir et la loi n'a fait ici que consacrer un état de fait déjà existant (1).

L'union est une association d'associations ayant ses statuts et ses administrateurs (chaque société gardant, comme le dit la loi, son autonomie). Par suite l'union réalise des rapports d'intimité entre les associations, rapports qui leur permettent de faire des opérations à long terme avec beaucoup plus de sécurité et d'à-propos, car le groupe des participants est nombreux, les hasards de la mortalité mieux répartis, les frais de gestion diminués et la surveillance plus facile.

Les libertés concédées aux unions l'ont été diffici-

1. Aux termes de l'article 27, un décret portant règlement d'administration publique détermine les conditions et les garanties nécessaires pour organiser les caisses autonomes constituées par les sociétés et les unions. Dans le projet qui a été élaboré dans ce but par une sous-commission du ministère de l'Intérieur le décret est ainsi divisé : 1° De la constitution des unions des sociétés de secours mutuels et de leur objet ; 2° Administration des unions ; 3° De la formation de l'engagement social ; 4° Des recettes et dépenses sociales ; 5° De la constitution des unions en caisses autonomes ; 6° De la constitution d'une caisse autonome dans les sociétés isolées ; 7° Vérification et contrôle des caisses autonomes. Il y a donc là tout un plan de réglementation pour les unions. Nous nous bornons à y renvoyer.

lement. M. Maze, rapporteur de la loi, avait fait adopter un projet où il était dit : « des unions peuvent se former entre les associations de prévoyance mutuelle en vue du développement de la mutualité. Elles doivent déposer leurs statuts et les noms des diverses associations qui les composent ». La commission sénatoriale fit supprimer ce texte, déclarant que la liberté des unions c'était la liberté des associations, et que cela devait dès lors faire l'objet d'une loi générale.

Mais, poussé à bout, après avoir refusé la liberté complète le législateur a été obligé d'accorder les droits que nous énoncions tout à l'heure. Et aujourd'hui plus que jamais où la liberté d'association est à l'ordre du jour, cette question offre de l'intérêt.

Récemment M. Deschanel s'exprimait ainsi : « La société de secours mutuels isolée a fait son temps, le mouvement de concentration qui se produit dans toutes les régions du monde industriel et ouvrier, et qui est la loi économique de notre siècle, commence à gagner la mutualité.

» Déjà nous apercevons les premiers linéaments de l'organisation future : en bas, dans la commune, dispersées sur toute la surface du territoire, de petites sociétés qui sont comme les cellules premières et les embryons de la prévoyance; — au-dessus, dans la ville, dans l'arrondissement ou le département, les unions de sociétés — et au-dessus encore, dans la région et

dans le pays tout entier, le groupement de ces unions, les fédérations. Ce groupe de plus en plus étendu, accomplira des fonctions de plus en plus savantes et élevées, offices de placements gratuits, mutualité scolaire, maternelle, féminine, caisse de prêts gratuits, pharmacies mutualistes, assurances, etc.....(1) ».

Non seulement la reconnaissance légale des unions n'a pas été sans soulever de vives controverses, mais encore les mutualistes n'étaient pas d'accord sur les véritables buts des unions, et de là naissaient de nouvelles difficultés.

Les unions devaient-elles avoir un caractère purement consultatif, c'est-à-dire, mission d'éclairer et de renseigner les sociétés ?

Devaient-elles avoir un caractère arbitral et être chargée de trancher définitivement les différends qui pourraient surgir entre les sociétaires et les sociétés elles-mêmes ?

Cette dernière opinion avait été émise comme vœu par plusieurs congrès (2). Ils demandaient pour les unions le pouvoir de se constituer en prud'homie mutuelle. On procédait ainsi à la composition de ce tribunal d'un nouveau genre : Tous les ans, à l'assemblée générale, chaque société nommait deux membres

(1) Discours du 24 décembre 1899.

(2) Congrès de Lyon de 1883, de Marseille de 1886, etc.

qui figuraient sur une liste où l'on devait choisir à tour de rôle, et par voie de tirage au sort, les conseillers chargés de juger l'affaire en première instance. Si les parties allaient en appel, on choisissait à nouveau, sur la même liste, d'autres conseillers. Toutefois, ni en première instance, ni en appel, les délégués des *sociétés parties* ne pouvaient être choisis comme juges.

Le législateur, avec raison, n'a pas cru devoir consacrer ni le caractère purement consultatif des unions, ni leur caractère arbitral. Il était à craindre que pareille dérogation au droit commun, loin d'être une simplification, n'eût été une source de conflits, et que cette juridiction eût manqué de l'autorité nécessaire.

D'autre part, on ne voyait pas bien les raisons majeures qui eussent milité en faveur de l'incompétence des tribunaux ordinaires.

Le législateur a désiré atteindre un but bien différent en autorisant la création des unions.

Etablir des secours à bon compte. — Conserver leurs droits aux mutualistes changeant de résidence. — Régler leurs pensions viagères de retraite. — Organiser les caisses de réassurances et faire des placements gratuits. Tels sont les points que nous allons successivement étudier.

§ 1^{er}. — Secours à bon compte

Parmi l'organisation des secours dont il traite, l'article 8 note spécialement la création des pharmacies.

Le service pharmaceutique a, en mutualité, une importance capitale, il grève lourdement le budget des sociétés (1), aussi est-ce de ce côté que les sociétés de prévoyance et d'économie ont tourné attentivement leurs regards.

Trois grands systèmes ont été préconisés : l'abonnement, le tarif, la coopération. C'est ce dernier qu'indique le législateur.

L'abonnement. — La société verse pour chaque membre un prix convenu, moyennant quoi le pharmacien s'engage à fournir les médicaments nécessaires. La société de secours mutuels trouve dans ce système le très grand avantage d'assurer la fixité de son budget. Par avance elle sait quelle sera la dépense

(1) Congrès de Bordeaux 1894. En 1889 les sociétés ont dépensé 3.820.234 francs pour les frais pharmaceutiques. Dans un rapport du Ministre de l'Intérieur, il est constaté que la dépense pharmaceutique moyenne pour chaque malade est de 14 francs 36 et pour chaque journée de maladie de 0 fr. 70. Ainsi plus de la moitié de la cotisation du membre participant malade irait chez le pharmacien.

de l'année et l'effort budgétaire qu'il lui faudra faire. C'est un calcul précieux pour une société où le côté financier joue un si grand rôle, mais au point de vue de l'économie et de la justice il est funeste.

Le sociétaire qui sait qu'une consommation plus ou moins grande de médicaments importe peu à la société, aura des tendances à abuser des secours. Il en prendra plus que de raison, et le jour où le contrat intervenu entre la société et le pharmacien expirera, le pharmacien, probablement en perte, refusera de continuer à des conditions analogues. Et si le pharmacien est en perte, s'il est ainsi lésé dans ses intérêts, croit-on que ce soit là une opération bien juste et une œuvre, qui se pare du nom d'œuvre de prévoyance, a-t-elle le droit de calculer ainsi.

Le tarif. — La société offre sa clientèle au pharmacien qui lui fait les concessions les plus avantageuses, c'est-à-dire tant pour cent sur le prix des médicaments.

Si les associations sont multiples, et si les associés sont nombreux, c'est à plusieurs pharmacies et quelquefois à toutes, à leur syndicat que s'adresseront les associations, et si elles veulent arriver à un résultat satisfaisant pour traiter avec le syndicat pharmaceutique, elles doivent, elles aussi, former un syndicat c'est-à-dire une union.

Le danger de ce système est de voir le pharmacien

négliger la qualité du produit fourni, aussi est-ce de ce côté que devra surtout se porter l'attention du mutualiste.

Pour la parfaite application du système du tarif, il faut que le tarif soit minutieusement arrêté, révisé chaque année si c'est nécessaire, et que la société mutuelle aussi bien que le pharmacien soit à même d'en faire la vérification.

La Coopération — C'est en Belgique, en 1863, où, pour la première fois, on a établi une pharmacie coopérative pour les sociétés de secours mutuels. En France, dans plusieurs grandes villes, on a suivi cet exemple. C'était réaliser, en faveur des sociétés de secours mutuels, tous les avantages de la coopération : économie notable sur le prix des médicaments, réduction considérable des frais généraux, pas de capital à amortir, pas de bénéfices à prélever, pas de patentes à payer et, en plus, des médicaments de premier choix.

Toutefois, on s'est heurté à de graves inconvénients. Tout d'abord à des difficultés d'organisation.

Où trouver un personnel sûr, dévoué et capable, ce n'est pas chose facile ? Autre difficulté encore bien plus importante. Comment, dans un grand centre où les officines de la coopération sont restreintes, assurer rapidement et sans frais tous les secours nécessaires aux mutualistes. L'ouvrier a peu de

temps à disposer, s'il demeure loin de l'officine, il est probable qu'il ne se déplacera pas.

D'autres objections capitales et de nature à faire rejeter le système de la coopération apparaissent en approfondissant cette étude.

Quelle sera l'attitude des pharmaciens vis-à-vis cette concurrence ?

La précision et la vigilance nécessaires en pharmacie sont-elles bien du ressort de la coopération ?

Pourquoi, étant donné ces raisons multiples, le législateur se montre-t-il partisan de la pharmacie coopérative, et conseille-t-il aux sociétés de secours mutuels d'établir des unions ayant notamment pour but la création de pharmacies ?

A la suite de l'établissement d'une pharmacie coopérative à Grenoble, les pharmaciens de cette ville s'étaient ligués pour attaquer la pharmacie coopérative, la cour de cassation, par un arrêt du 17 juin 1880, débouta les pharmaciens de leur prétention en déclarant la pharmacie en cause n'être pas une officine ouverte au public et par conséquent la déclaration royale du 25 avril 1777 et la loi du 21 germinal an XI, qui exigent pour l'ouverture d'une pharmacie : 1° que le pharmacien titulaire soit muni d'un diplôme régulier, 2° qu'il soit propriétaire de l'officine, n'être pas applicables. Il résultait de cet arrêt que seul le mutualiste pouvait profiter des médicaments de la coopération et non sa famille. Une prescription

légale était nécessaire pour cela. Le législateur de 1898 l'a édictée dans l'article 1^{er} de la loi auquel renvoie le présent article, il est dit que le but des sociétés de secours mutuels est d'assurer des secours aux membres participants et à *leurs familles*.

Désormais donc les familles seront admises à bénéficier des avantages de la pharmacie coopérative. « La mutualité, a dit Jules Simon, ne peut être réellement bienfaisante qu'à la condition d'unir tous les membres de la famille dans un même intérêt et dans une même espérance ».

§ 2. — Admission des membres participants qui ont changé de résidence

Cette admission peut avoir lieu de deux façons : ou bien le sociétaire quitte sans espoir de retour et sans conserver d'attache la société dont il fait partie et devient membre de celle du lieu de sa nouvelle résidence ; ou bien il ne la quitte que passagèrement, conservant son titre de sociétaire.

Dans ce dernier cas, la société nouvelle sert seulement d'intermédiaire entre le membre absent et sa société, il y est, suivant le terme adopté, *mis en subsistance* (1).

(1) Mise en subsistance est une expression empruntée à l'administration militaire. Les dictionnaires nous disent que mettre un homme en subsistance dans un régiment, c'est recueillir un soldat isolé dont le corps

Cette faculté pour le mutualiste de trouver loin de lui l'appui et le secours dont il a besoin, constitue un des desiderata les plus enviables que puisse se proposer les sociétés de secours mutuels. C'est comme le rajeunissement d'un usage des vieilles corporations, la *Mère*, où l'ouvrier trouvait aide et assistance.

Jusqu'à présent on s'est malheureusement heurté à des difficultés d'organisation qui n'ont pas permis d'atteindre ce résultat. A peine peut-on citer quelques sociétés qui soient arrivées à réaliser cette union, mais ce sont là des exemples rares et on ne peut rien baser sur une si petite échelle.

Et cependant on a donné un moyen de contrôle qui paraît assez simple. Le mutualiste sortant de sa résidence emporterait son diplôme de sociétaire faisant foi de sa qualité, le président lui donne un certificat et sur le vu de ce diplôme et de ce certificat la société de la nouvelle résidence l'admettrait dans son sein, il n'y aurait plus lieu alors qu'à un règlement d'intérêts entre les deux sociétés.

est éloigné, le nourrir et le solder jusqu'à ce qu'il puisse rejoindre son corps.

Pour les mutualistes, la mise en substance est la situation d'un sociétaire qui, momentanément éloigné de sa résidence habituelle, entend néanmoins continuer à faire partie de la même société et qui, dans ce but, s'affilie à une des sociétés de sa résidence passagère, lui verse ses cotisations et en reçoit des secours si besoin est; le tout devant faire l'objet d'un règlement avec la première. (Rapport de M. Girard au congrès de Bordeaux 1892).

Certains mutualistes, désireux d'assurer aux membres de la société de secours mutuels hors de chez eux, les secours nécessaires et, pénétrés de cette idée que les sociétés de secours mutuels ne sont point des entreprises particulières, mais que leurs membres forment comme une grande famille aux intérêts connexes et solidaires et se devant un appui réciproque, ont voulu insister auprès du législateur pour que celui-ci établisse de droit les mutations entre les sociétés jusqu'à un certain âge, et la mise en subsistance après.

Le législateur de 1898 qui désirait faire une loi libérale, n'a pas cru devoir imposer sa volonté aux sociétés, il s'est contenté, tout en reconnaissant le bien fondé de la demande des mutualistes, de donner un conseil sans créer une obligation (1).

§ 3. - Règlement des pensions. — Organisation des Assurances Mutuelles.

Il ne suffisait pas de s'occuper de la situation présente du mutualiste changeant de résidence, il fallait encore prévoir l'avenir, et comment serait réglée la question de la retraite de ce membre.

(1) Il est regrettable de voir les sociétés de secours mutuels dans l'obligation de faire perdre aux mutualistes, lorsque le hasard les éloigne de la zone d'action de la société, même le bénéfice des droits acquis par une participation plus ou moins longue aux divers risques

Le mutualiste, quittant la société, perdait ses droits à la retraite et n'en acquérait de nouveaux qu'à partir du jour de son entrée dans la nouvelle société.

Les unions, telles que les établit la loi, ont l'avantage de remédier à cet inconvénient. Elles ont pour mission de s'occuper du règlement de ces pensions de retraites. Elles créent des rapports entre les deux sociétés, et demandent à chacune d'elles sa part contributive.

Pour fixer cette part, elles devront tenir compte du temps passé par le membre dans chaque société, des cotisations apportées et du fonds de réserve affecté aux retraites par les sociétés.

Les grandes compagnies d'assurances se sont constituées en syndicat dans le but de répartir sur chacune d'entre elles, une part de tous les sinistres et de rendre ainsi moins lourde la perte à la compagnie éprouvée.

Les sociétés de secours mutuels peuvent imiter cet exemple en formant une union établissant une réciprocité entre elles pour les risques qu'elles doivent courir.

garantis par la société dont ils faisaient partie. C'est par la mise en subsistance, c'est-à-dire par l'union des sociétés que ne permettaient pas les décrets de 1852 et de 1856, que toutes ces améliorations pourront être réalisées. (Rapport de M. Lourties au Sénat. *J. off.* 11 février 1898).

C'est la facilité accordée aux sociétés de peu d'importance d'arriver à offrir à leurs membres les mêmes avantages que ceux d'une grande société.

La loi laisse toute latitude quant à la nature des risques garantis, elle parle des risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, les statuts de la société les indiqueront.

Mais c'est surtout dans trois cas que les unions auront le plus d'utilité : pour la création des caisses de retraites, pour les opérations à long terme, pour les maladies de longue durée.

Si l'union se charge de la liquidation des pensions de retraites (1) c'est une grande simplification pour l'administration de la société de secours mutuels, et c'est une préoccupation de moins pour sa gestion financière. D'un autre côté, le sociétaire trouve dans l'union qui doit un jour établir sa retraite une garantie bien supérieure à celle que lui offre la société.

Quant aux opérations à long terme faites par l'Union, nous avons déjà dit précédemment que nous les considérons comme de grands avantages réalisés par les unions.

Il en est encore de même pour les maladies de longue durée, l'Union les aura à sa charge et, ainsi, se trouvera accompli un des vœux formulés le plus

(1) Voir les caisses autonomes établies par l'art. 27.

fréquemment par les mutualistes : — Les sociétés de secours mutuels, ayant des ressources limitées, ne pouvaient continuer à distribuer des secours au-delà d'un certain laps de temps au sociétaire malade. Celui-ci se trouvait donc, à l'époque où ses propres économies commençaient à s'épuiser et où le besoin devenait plus urgent, abandonné par la société de secours mutuels. C'était là quelque chose d'inhumain et de vraiment contraire à l'esprit de la mutualité. Mais il y avait force majeure pour la société à limiter ses secours. Avec les unions ce mal est réparé (1).

§ 4. — Placements gratuits

Un des buts accessoires de la société de secours mutuels est, nous l'avons vu, la création des offices

(1) M. Lourties, dans son rapport au Sénat, montre que le projet de loi va corriger la situation défectueuse des sociétés de secours mutuels, qui les oblige à retirer les secours : « C'est là, assurément, dit-il, une application imparfaite des principes de fraternité et de solidarité qui sont le trait essentiel de ces associations. Combien il est regrettable, en effet, de voir des participants de ces sociétés abandonnés à leur malheureux sort, lorsque le prolongement de la maladie les rend plus dignes d'intérêt que jamais.

On remédie à cette défectuosité au moyen des caisses de réassurances. Mais jusqu'ici ces caisses de réassurances n'ont pu se développer que dans les grandes villes, dans les grandes agglomérations où se trouvaient de très nombreuses associations mutuelles, et rien de pareil n'a pu être tenté dans la mutualité rurale. Les caisses de réassurance y sont proscrites en quelque sorte par la législation actuelle. » (*J. Off.* du 11 février 1898).

gratuits de placement. Les unions seront encore mieux à même que les sociétés de remplir ces fonctions, car le champ de leurs réparations est plus vaste ; aussi, dans un dernier paragraphe, la loi indique-t-elle le service des placements gratuits comme devant faire un des objets de ces unions.

« Les administrateurs des associations composées de membres appartenant à une même profession, ou à des professions similaires pourront ainsi offrir des renseignements et des moyens précieux pour le placement de leurs membres, aux sociétés de secours mutuels composées d'éléments hétérogènes au point de vue professionnel (1) ».

(1) Circulaire du Ministre de l'Intérieur, du 29 juillet 1899.

CHAPITRE NEUVIÈME

ASSURANCES EN CAS DE DÉCÈS OU D'ACCIDENTS

La loi du 11 juillet 1868 était venu compléter la législation de 1852 et l'article 9 de la nouvelle loi consacre un état de choses déjà ancien, il le fait toutefois avec une plus grande extension.

La loi de 1868 créait deux caisses d'assurances garanties par l'Etat : l'une en cas de décès, l'autre en cas d'accidents résultant de travaux agricoles ou industriels. Il était dit :

Article 7. — Les sociétés de secours mutuels, approuvées conformément au décret du 26 mars 1852, sont admises à contracter des assurances collectives sur une liste indiquant le nom et l'âge de tous les membres qui les composent, pour assurer, au décès de chacun d'eux, une somme fixe qui ne pourra excéder 1000 francs. Les assurances seront faites pour une année seulement et d'après des taux spéciaux déduits des règles générales arrêtées à l'article

2. Elles pourront se cumuler avec les assurances individuelles.

Article 15. — Les administrations publiques, les établissements industriels, les compagnies de chemins de fer, les sociétés de secours mutuels autorisées peuvent assurer collectivement leurs ouvriers ou leurs membres, par listes nominatives, comme il a été dit à l'article 7.....

..... Chaque assuré ne peut obtenir qu'une seule pension viagère. Si, dans le cas d'assurances collectives, plusieurs cotisations ont été versées sur la même tête, elles seront réunies, sans que la cotisation, ainsi formée pour la liquidation de la première, puisse dépasser le chiffre de 8 francs ou de 5 francs, fixé par la présente loi.

Dans le premier cas, article 7, les sociétés approuvées seules étaient admises à contracter l'assurance.

Dans le deuxième cas, article 15, les assurances collectives ne pouvaient se cumuler avec les assurances individuelles.

Aujourd'hui la loi du 1^{er} avril 1898 ne distingue pas entre les Sociétés, l'article 9 se trouvant dans un titre intitulé : Dispositions communes à toutes les sociétés. Et, dans tous les cas, la loi autorise le cumul des assurances collectives et des assurances individuelles (1).

(1) Un sociétaire peut arriver à avoir une assurance en cas de décès de 4.000 francs.

Le décret du 13 août 1877 et le décret du 28 novembre 1890 indiquent les formalités relatives à l'exécution de ces assurances.

Le Président de la société de secours mutuels fait les propositions d'assurances collectives à la caisse des dépôts et consignations, et il effectue un versement au trésor. Cette proposition est accompagnée d'une liste indiquant le nom et l'âge des membres assurés.

Les assurances collectives en cas de décès prennent effet à partir du premier jour du mois qui suit la date du versement de la prime, tandis que les assurances collectives en cas d'accidents ont leur effet « à partir du jour où elles sont contractées, à moins que le souscripteur n'ait désigné, dans la proposition d'assurances, une époque ultérieure. »

Le règlement de l'indemnité due par la caisse aux sociétés de secours mutuels lors d'un décès a lieu entre les mains du trésorier de la société, après une demande adressée au directeur général de la caisse des dépôts et consignations. Cette demande doit être accompagnée de l'acte de décès du sociétaire.

Quant aux demandes adressées à la caisse d'assurances en cas d'accidents, un comité institué dans cette intention donne son avis.

Le décret du 28 novembre 1890 établit un nouveau mode de calcul pour le paiement de la prime annuelle. Il y aura lieu d'augmenter ou de diminuer le tarif

prévu par l'article 2 de la loi du 11 juillet 1868 « conformément à un coefficient de mortalité spécial, déduit pour chaque société de sa mortalité moyenne, constatée au cours des cinq dernières années d'assurances, qu'elles soient consécutives ou non. »

Le tarif prévu à l'article 2 de la loi du 11 juillet 1868 sera seulement applicable pour la première année d'une société qui contracte sa première assurance, ensuite la prime sera calculée et modifiée suivant une moyenne des années écoulées et cela jusqu'à cinq ans, où alors les sociétés se retrouveront sous le coup de la règle générale.

Avant d'étudier l'article 9, nous connaissions déjà les droits qu'il accorde aux sociétés de secours mutuels, l'article 1^{er} de la loi nous avait renseignés. Le législateur a alors indiqué de quelle façon ces droits devaient être exercés et, en revenant sur la question des assurances, il en a encore mieux consacré le principe (1).

L'article 9 ne parle pas des assurances sur la vie, mais nous verrons à l'article 27, que leur organisation doit être établie par un règlement d'administration

(1) Les assurances en cas de décès et d'incapacité du travail sont le *summum* des bienfaits que peuvent et doivent répandre les sociétés de secours et de prévoyance. C'est l'idée nouvelle perfectionnée. Le produit de la science et de l'expérience. C'est le vaccin de cette maladie terrible des peuples civilisés : le Paupérisme.

La caisse des retraites, c'est le Passé. C'est la diligence de nos pères.

publique, règlement qui concernera également l'assurance en cas de décès ou d'accident.

Une loi postérieure de quelques jours à celle que nous étudions, la loi du 9 avril 1898, prévoit le cas où la société de secours mutuels assure contre les accidents du travail.

Nous y lisons « *Article 5.* — Les chefs d'entreprises peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers jours, à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et d'indemnité temporaire, ou une partie seulement de l'indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient : 1° Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-type approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation ; 2° Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médi-

C'est le rouet de nos mères ! Oh ! certes, la caisse des retraites a produit un résultat sérieux. Elle a constitué, grâce à l'épargne modeste du travailleur, le capital qui permettra à nos sociétés de faire, en matières d'assurances, plus et mieux que ce à quoi peuvent prétendre les sociétés qui, dès leurs débuts, ont pratiqué le système que nous préconisons. (Rapport de la société mutuelle de Prévoyance des employés de commerce du Havre, au Congrès mutualiste de Marseille).

caux et pharmaceutiques et une indemnité journalière. Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence. »

Le législateur s'est empressé, on le voit, de faire immédiatement application de la loi qu'il venait d'édicter.

CHAPITRE DIXIÈME

SANCTIONS PÉNALES

Toute loi doit avoir une sanction (1). C'est de cette sanction dont s'occupe l'article 10.

Trois cas peuvent se présenter :

1^o Il y a eu infraction aux dispositions de la loi.

2^o La société a été détournée de son but.

3^o Il y a eu fausse déclaration, faite de mauvaise foi, ou d'autres manœuvres tendant à dissimuler le véritable objet de la société.

1^s Il y a eu infraction (2) aux dispositions de la loi : La pénalité encourue dans ce cas est une amende de 1 à 15 francs inclusivement. Cette amende sera infligée aux administrateurs ou aux directeurs. Leur

(1) Une loi qui n'aurait pas de sanction matérielle serait une loi inefficace. Un commandement qui n'est pas accompagné du pouvoir de se faire obéir, n'est plus un ordre : ce n'est plus qu'un conseil (Traité de philosophie, Paul Jamet).

(2) L'infraction est toute action ou inaction contraire à un commandement posé par la loi sous une sanction pénale et qui ne se justifie pas par l'exercice d'un droit ou d'un devoir (Droit criminel, M. Ed. Villey).

responsabilité est engagée, la loi le dit d'une façon précise et nous avons vu, par les précautions et les mesures prises antérieurement, qu'elle ne veut pas que cette responsabilité soit vaine.

2° La société a été détournée de son but : Primitivement la société était bien une véritable société de secours mutuels en remplissant toutes les conditions, mais par la suite, elle s'est écartée de cette voie. Un avertissement est alors donné à cette société par un arrêté du préfet du département (nous dirons tout à l'heure l'origine de cette mesure).

Si la société ne tient pas compte de l'avertissement donné, trois mois après le tribunal civil peut prononcer sa dissolution. La loi indique à cet effet la procédure à suivre : un mémoire énonçant les faits, est présenté par le ministère public, au Président du tribunal, notification de ce mémoire est faite au Président de la société et assignation à jour fixe lui est donnée.

Le tribunal juge en audience publique, sur le réquisitoire du Procureur de la République, le président de la société entendu ou régulièrement appelé.

Le jugement est susceptible d'appel. Le ministère d'un avoué n'est obligatoire ni en appel, ni en première instance.

3° Il y a eu fausse déclaration faite de mauvaise foi ou d'autres manœuvres tendant à dissimuler le véritable but de la société : Dans ce cas encore, les

administrateurs et directeurs encourent une responsabilité et ils sont frappés d'une amende de 16 à 500 francs. Le tribunal peut, de plus, prononcer la dissolution de la société, sur la requête du ministère public.

Lors de la discussion de la loi, un député, M. Julien Goujon, fit remarquer que la rédaction du dernier paragraphe de l'article 10 laissait à désirer, il était dit : « En cas de fausse déclaration faite de mauvaise foi ou de toutes autres manœuvres tendant à dissimuler sous le nom de sociétés de secours mutuels des associations ayant un autre objet, les juges de répression auront la faculté de prononcer la dissolution à la requête du ministère public. Les administrateurs et directeurs seront *en outre* passibles d'une amende de 16 à 500 francs ».

Il y a là, disait M. Goujon, une erreur de rédaction. « En effet, la dissolution que les juges ont la faculté de prononcer ne doit constituer qu'une peine accessoire.

» En cas d'infraction à une loi, c'est toujours l'emprisonnement ou l'amende qui constitue la pénalité ; les déchéances ne sont considérées que comme accessoires. Je demande donc à la commission de vouloir bien rectifier son texte de la manière suivante : « En cas de fausse déclaration, faite de mauvaise foi, ou de toutes autres manœuvres tendant à dissimuler, sous le nom de sociétés de secours mutuels,

des associations ayant un autre objet, les administrateurs et directeurs seront passibles d'une amende de 16 à 500 francs ». Et puis, comme pénalité accessoire, « faculté pour les tribunaux de prononcer la dissolution à la requête du ministère public. Ce serait une grave erreur de considérer la dissolution comme une peine principale » (1).

On objecta à M. Goujon qu'il y avait obligation pour le juge d'appliquer l'amende et faculté pour le juge de prononcer la dissolution, et que la suppression des mots « en outre » lèverait toute difficulté.

M. Goujon retira son amendement et ce fut regrettable pour la bonne rédaction du texte.

Nous avons signalé en passant l'intervention du préfet dans un des cas examinés. Sous la législation du décret de 1852, le préfet pouvait suspendre ou dissoudre les sociétés de secours mutuels pour mauvaise gestion, inexécution des statuts, ou violation des dispositions de ce décret.

La juridiction administrative est remplacée, avec la loi du 1^{er} avril 1898, par la juridiction judiciaire.

A première vue on pourrait être surpris des dispositions pénales édictées par l'article 10 dans une loi dite loi des sociétés de secours mutuels, et inspirant, par conséquent, la pensée de confraternité et de générosité. Mais, outre ce que nous disions que toute loi

(1) *J. off.*, 22 mai 1899, Chambre des Députés.

doit avoir une sanction, il fallait que le législateur protégeât son œuvre pour qu'elle fût féconde. Il avait à redouter les faux mutualistes qui auraient pu drainer l'épargne populaire ou bien faire des sociétés un foyer de troubles ou de passions politiques.

Une dernière raison c'est celle qu'invoquait M. Julien Goujon lorsqu'il disait : « Si nous n'édictionnons pas des peines spéciales pour les infractions commises aux neuf premiers articles que nous avons votés, le ministère public pourrait invoquer contre les sociétés irrégulièrement constituées les dispositions beaucoup plus sévères des articles 291 et suivants du code pénal ».

CHAPITRE ONZIÈME

DISSOLUTION

La société de secours mutuels peut se dissoudre de deux façons : volontairement ou judiciairement.

§ 1. — Dissolution volontaire

Les statuts avons-nous dit (article 5 § 6) déterminent les conditions de la dissolution volontaire de la société. Dans l'article 11, la loi fixe comment sera déclarée cette dissolution : une convocation portant le jour et le but de la réunion sera envoyée à tous les sociétaires.

La dissolution ne pourra être prononcée qu'à la majorité des membres inscrits, et à la majorité des deux tiers des membres présents.

Cette disposition est commune à toutes les sociétés, tandis que sous la législation précédente, la loi ne prévoyait que la dissolution des sociétés approuvées.

Et pour que cette dissolution fût valable, il fallait l'approbation du préfet.

Quant aux sociétés autorisées, elles n'avaient qu'à se conformer aux règles du code civil (1).

Une fois la dissolution volontaire d'une société prononcée, comment s'opérera la liquidation? Les statuts déterminent les bases de la liquidation (art. 5, § 1) entière liberté leur est laissée sauf toutefois l'application de l'article 1872 du code civil qui veut que les règles concernant le partage des successions, la forme de ce partage et les obligations qui en résultent, entre les cohéritiers, s'appliquent aux partages entre associés.

Cependant il ne s'agit là que de la liquidation volontaire des sociétés libres; pour les sociétés approuvées, des règles spéciales seront édictées par l'article 31 de la loi.

§ 2. — Dissolution judiciaire

Lorsqu'une société de secours mutuels est dissoute par le tribunal, le jugement nomme un administrateur chargé de procéder à la liquidation définitive de cette société.

Ce liquidateur a droit à la communication des

(1) Cod. civ. articles 1865, 1869, 1870.

livres, registres, procès-verbaux et pièces de toute nature appartenant à la société. La communication a lieu au siège social de la société, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement.

Les cotisations échues sont perçues seulement jusqu'au jour de l'ouverture de la liquidation. Puis le liquidateur doit se conformer aux statuts pour opérer la liquidation. L'homologation est donnée *sans frais* par le tribunal à la diligence du procureur de la République.

« L'expression sans frais implique la dispense de tout droit de timbre et d'enregistrement en faveur de la procédure d'homologation, y compris les jugements et arrêts et leur signification, tant en première instance qu'en appel, s'il y a lieu. (Instruction du 25 juin 1898). »

Le partage du fonds social a lieu comme en cas de dissolution volontaire.

CHAPITRE DOUZIÈME

INCESSIBILITÉ ET INSAISSABILITÉ

Le législateur a mis à l'abri de la saisie les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets et généralement toutes sommes et tous titres accordés par les sociétés de secours mutuels à leurs membres et il en a également interdit la cession.

Une des limites apportées à la saisie est le but humanitaire, but essentiellement visé par la mutualité; il y avait, dès lors, une conséquence à prononcer l'insaisissabilité.

La loi de 1850 et le décret de 1852 ne faisaient pas mention de cette clause, elle est une heureuse innovation et elle s'explique facilement. Aujourd'hui, le législateur prend un plus grand souci de la fortune et du salaire des petits.

Le 29 juillet 1886, dans la loi sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse, il insérait cet article :
« Les rentes viagères, constituées par la caisse des

retraites, sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs. »

Plus récemment, le 12 janvier 1895, il donnait une loi limitant au dixième les saisies-arrêts opérées sur les salaires et petits traitements des ouvriers et employés.

Un maximum est cependant fixé à l'incessibilité et à l'insaisissabilité, c'est la somme de 360 francs pour les rentes annuelles et de 3000 francs pour les capitaux assurés.

CHAPITRE TREIZIÈME

ACTIONS EN JUSTICE

Les sociétés de secours mutuels peuvent parfois avoir des procès à soutenir. La loi leur reconnaît le droit d'ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, représentées par leur président ou par un mandataire spécial.

Le texte de l'article 13, qui consacre ce droit, a été sujet à de nombreuses fluctuations. Sur une observation présentée dans la discussion on avait ajouté au texte primitif : « Les sociétés de secours mutuels ayant satisfait aux prescriptions des articles précédents » les mots : « *jouissent de la personnalité civile* ». Puis, plus tard, ces mots furent retranchés définitivement.

A-t-on voulu, en supprimant du texte législatif les termes qui affirmaient la personnalité civile des sociétés de secours mutuels, déclarer que ces sociétés ne jouissaient pas de ce droit ? Non.

Une personne civile ne peut être assimilée, à tous les points de vue, à une personne proprement dite,

ses droits sont beaucoup moins nombreux. Elle ne possède que ceux qui lui sont accordés d'une façon précise par la loi. Les droits d'une personne civile sont, par suite, très relatifs, et l'expression : jouir de la personnalité civile, ajoute peu à la clarté d'un texte. C'est ce que faisait remarquer M. Marc Sauzet en combattant cet amendement :

« Pourquoi une allusion de ce genre à la capacité juridique des sociétés de secours mutuels, capacité variable en dehors du droit de plaider, suivant la nature de la société, suivant qu'elle est libre, approuvée ou reconnue d'utilité publique ?

» Pourquoi cette expression de *personnalité civile* qui sera un exemple à peu près unique de rédaction législative ? Je crois, en effet, qu'il est sans précédent qu'un texte de loi dise expressément, d'une association ou d'une institution quelconque, qu'elle constitue une personnalité civile. On peut même affirmer que cette formule par elle-même ne signifie rien, car telle société emprunte le titre de personne civile à l'aptitude que la loi lui reconnaît d'accomplir tels ou tels actes juridiques, dans telles ou telles conditions, alors qu'une autre société, personne civile elle aussi, ne peut accomplir que certains de ces actes à des conditions différentes. Mieux vaut dès lors éviter dans un texte législatif cette expression toute théorique de la *personnalité civile*. Mieux vaut procéder par voie d'énumération en indiquant spécialement et

séparément les actes que telle association a le droit d'accomplir. » (1).

Les sociétés de secours mutuels, alors même que le texte ne le dise pas, font donc acte de personnalité civile, lorsqu'elles viennent ester en justice. C'est là un grand avantage de réalisé sur la législation précédente.

Antérieurement, il fallait distinguer les sociétés reconnues d'utilité publique, les sociétés approuvées et les sociétés autorisées. Les deux premières étaient reconnues personnes civiles, pouvant ester en justice et être valablement représentées par le président dans tous les procès ayant un intérêt direct pour la société ; mais les sociétés autorisées n'avaient pas de personnalité civile, elles n'étaient considérées que comme une réunion d'individus ayant des intérêts et un but commun.

Tous les sociétaires devaient figurer individuellement dans l'action exercée. Le président de la société ne pouvait les représenter, c'eût été contraire à la règle : nul en France ne plaide par procureur.

Les sociétés de secours mutuels peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851 (article 13). Ces conditions sont indiquées dans les articles 8, 9, 10 et 11 de cette loi ; ce sont les formalités à remplir : une requête est

(1) *J. Off.*, 22 mai 1897. Ch. des députés.

adressée sur papier libre au procureur de la République. Celui-ci la transmet au tribunal qui fait une enquête, tant sur l'indigence du requérant que sur le fond de l'affaire. En appel et en cassation cette demande doit être renouvelée. Un extrait du rôle des contributions, constatant que le requérant ne paie pas d'impôts et une déclaration attestant l'indigence et confirmée par le maire, doivent être joints à la demande. Le bureau de l'assistance judiciaire fait, de son côté, une autre enquête.

Ces formalités sont-elles vraiment bien toutes utiles pour les sociétés de secours mutuels ?

Ainsi, à quoi bon ce certificat de percepteur constatant que le plaidant ne paie pas d'impôts ?

« Le certificat d'indigence prescrit par la loi de 1851 est ici d'une production difficile. Telle société, qui possède un capital de 50.000 francs ou de 100.000 francs, et même plus, peut n'être pas dans une situation prospère. Si, par exemple, son avoir est immobilisé pour le service des pensions de retraites qu'elle est tenue de servir à ses ayants-droits, c'est comme si elle n'avait rien. Cependant le bureau d'assistance qui fonctionne près le tribunal, se basant uniquement sur le capital aliéné, ne considérera pas la société à l'état d'indigence au sens propre du mot et il y rejettera sa demande.

» Il importe donc, surtout lorsque la société aura le rôle de défenderesse dans une action judiciaire qui

lui sera indûment intentée, que les préposés à l'examen de sa situation financière puissent se rendre un compte exact de ses disponibilités.

» Par une lettre en date du 20 mai 1899, le ministre de l'Intérieur a appelé sur ce point l'attention du procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine » (1).

Si la société de secours mutuels n'a pas apparemment un caractère d'indigence, en réalité elle est une collectivité d'indigents, et s'il fallait répartir ses ressources entre ses membres, il y aurait peu pour chacun.

Dans ce cas on ne refuserait pas à ces individus le bénéfice de l'assistance judiciaire.

Les sociétés de secours mutuels méritaient bien que la loi leur accordât cette faveur. Remarquons que c'est le même esprit qui a présidé à la création de l'assistance judiciaire et des sociétés de secours mutuels, un esprit humanitaire; il y a donc lieu d'en voir l'application dans les deux cas.

Au lieu de voter, chaque année, des subventions considérables pour les sociétés de secours mutuels, que l'Etat accorde l'assistance judiciaire, ce sera la première subvention donnée.

Et enfin une dernière raison pour qu'au moins ici l'Etat se montre large, les sociétés de secours

(1) Les sociétés de secours mutuels, par J. Barberet.

mutuels vont déjà être frappées dans leurs moyens financiers par la baisse du taux de l'intérêt.

D'ailleurs l'Etat en accordant l'assistance judiciaire ne fait pas toujours un cadeau. M. Marcel Habert a précisé ce point lors du vote de la loi : « Je crois que beaucoup de nos collègues, disait-il, ne se rendent pas un compte exact de ce qu'est l'assistance judiciaire. On paraît s'imaginer que quand on accorde l'assistance judiciaire à quelqu'un on lui fait cadeau des frais de justice. C'est une erreur complète, c'est une simple avance qu'on lui fait.

» Le fisc a toujours le droit de réclamer les frais du procès à celui qui l'a perdu. Si celui qui a obtenu l'assistance a gagné son procès il est évident que le fisc ne lui réclame rien, mais s'il l'a perdu rien n'empêche le fisc de l'inviter à payer les frais ».

» C'est là un point qu'il était, je crois, utile de préciser (1) ».

Les sociétés de secours mutuels devaient-elles avoir, de plein droit, l'assistance judiciaire, ou la faculté de leur accorder devait-elle être laissée à la commission de l'assistance judiciaire ?

Cette seconde solution a prévalu, et à juste titre, il ne faut pas que les sociétés soient portées à faire des procès en redisant : « cela ne nous coûtera rien ».

Or, c'est une tendance générale des sociétés ; les

(1) *J. off.*, 22 mai 1897, Ch. des Députés.

membres du conseil hésitent à prendre une décision contraire qu'on pourrait leur reprocher dans l'avenir, et ils risquent la chance d'un procès. Le refus d'accorder l'assistance judiciaire sera un avertissement et une sorte de sauf-conduit pour les administrateurs de la société.

Terminons la question de l'assistance judiciaire dans les sociétés de secours mutuels en citant l'instruction des domaines et du timbre, du 25 juin 1878, disant : « D'après l'article 13 de la loi, les sociétés de secours mutuels, régulièrement constituées, ont le droit d'ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, et peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851. Il résulte de cette disposition que le droit commun continuera d'être applicable, en matière d'instance, aux sociétés de secours mutuels, sauf dans les contestations où, d'après les termes de la loi, l'immunité d'impôt leur est acquise de plein droit (art. 6, 11, 16 et 30) ».

CHAPITRE QUATORZIÈME

DIVISION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

La division des sociétés de secours mutuels en trois catégories remonte à la législation de 1850 et de 1852. — Avant la loi du 15 juillet 1850, il n'y avait qu'une seule espèce de sociétés de secours mutuels, et elles étaient soumises à l'article 291 du Code pénal. Le gouvernement, soit dans le but de leur donner un nouvel essor, soit plutôt dans la crainte de ces associations, voulut les réglementer, et la loi du 15 juillet 1850 distingua deux sortes de sociétés, les sociétés de secours mutuels autorisées et les sociétés de secours mutuels reconnues d'utilité publique.

Le décret du 26 mars 1852 créa une troisième classe, les sociétés approuvées.

Les sociétés autorisées étaient appelées ainsi, car une simple autorisation de police leur conférait l'existence. Les sociétés reconnues d'utilité publique étaient celles remplissant certaines conditions de

forme et de surveillance, indiquées dans le texte de la loi, et ayant certains droits en échange (1).

Les sociétés approuvées étaient celles qui avaient reçu l'approbation du préfet et du ministre, elles tenaient le milieu entre les sociétés autorisées et les sociétés d'utilité publique.

Dans la préparation de la loi nouvelle, on avait émis un projet partageant les sociétés de secours mutuels en sociétés non homologuées et en sociétés homologuées.

Au fond, rien n'était changé, on avait seulement émis une dénomination bizarre. Les sociétés non homologuées étaient les sociétés autorisées, les sociétés homologuées comprenaient les autres sociétés. Le législateur a sagement renoncé à cette appellation.

Il a rétabli l'ancien état de choses en changeant seulement le nom de sociétés autorisées en celui de sociétés libres.

Pourquoi le législateur a-t-il créé différentes classes de sociétés de secours mutuels ?

A l'origine peut-être, nous l'avons dit, il a pu le faire dans un but politique, dans un but de surveillance ; mais aujourd'hui, où la liberté d'association est une question d'actualité, nous voulons croire que cette pensée n'a pas inspiré ses actes, et qu'il a seulement obéi au désir de favoriser le plus possible les

(1) Voir le texte de la loi du 15 juillet 1850.

œuvres de la mutualité. Plus une société lui offrira de garanties morales et plus l'Etat lui accordera ses faveurs.

L'Etat ne s'ingère nullement dans l'administration des sociétés approuvées, ont dit les mutualistes partisans de la division des sociétés en plusieurs classes, il demande des statuts sous certaines conditions, pour assurer le bon fonctionnement de la société. Dès lors, il est juste que, si l'Etat se montre généreux envers les sociétés de secours mutuels, en leur accordant des dons et des subventions, il soit à même de surveiller ce que deviennent ces sommes d'argent.

Les partisans des sociétés libres ont protesté en demandant pourquoi on accordait tout aux uns et rien aux autres. Les sociétés autorisées, disaient-ils, ont fait leur preuve, elles ont rendu d'éminents services, elles ne méritent pas d'être proscrites : « Pourquoi ces faveurs ? Les diverses sociétés ne sont-elles pas toutes composées des mêmes citoyens qui paient les mêmes impôts et qui visent le même but ? Ne veulent-ils pas tous ensemble s'associer et se cotiser pour venir en aide à chacun de leurs sociétaires malades, vieillards ou infirmes, toutes choses qui, en augmentant le bien-être des travailleurs, les préservent du paupérisme et diminuent les charges de l'assistance publique. » (1)

(1) Les sociétés de secours mutuels, par Villard.

Certains mutualistes ont alors demandé l'unification des sociétés en réduisant les formalités constitutives au minimum, toutes les sociétés devant adopter le même mode.

On peut dire que, jusqu'à un certain point, ils ont obtenu gain de cause près du législateur de 1898, car, si celui-ci a maintenu, dans le texte législatif, la division des sociétés, en fait il a considérablement augmenté le rapprochement des diverses classes des sociétés de secours mutuels. Il s'est efforcé de trouver un *modus vivendi* en attendant la promulgation d'une loi générale sur la liberté d'association établissant le droit commun.

TITRE DEUXIÈME

TITRE DEUXIÈME

DES SOCIÉTÉS LIBRES

Après avoir édicté les dispositions communes à toutes les sociétés, la loi s'occupe des dispositions spéciales à chacune d'elles.

Et d'abord les sociétés libres.

Les sociétés libres, c'est la nouvelle dénomination des sociétés de secours mutuels jadis appelées sociétés autorisées. Il y avait, il est vrai, déjà des sociétés dites sociétés libres. Mais nous n'avons pas à nous en occuper, car ces sociétés étaient purement des associations de fait, sans existence légale et souvent sans état-civil.

Le législateur qui venait d'accroître le domaine des sociétés autorisées et qui avait fortifié leur établissement en supprimant l'arbitraire administratif

créé par l'article 291 du code pénal a voulu les baptiser de ce nouveau nom « *sociétés libres* ».

Est-ce à dire que ces sociétés vont être complètement livrées à elles-mêmes et libres de tous leurs actes ?

Non ; nous le savons déjà par les dispositions communes à toutes les sociétés et nous allons le voir par les dispositions spéciales aux sociétés libres.

Pour bien juger des faveurs accordées aux sociétés libres, il est bon de jeter un coup d'œil sur la législation antérieure et de voir quel était le sort fait aux sociétés autorisées.

Le régime de la *déclaration préalable* qui avait d'abord existé sous la loi de 1850, avait été remplacé par celui de l'*autorisation préalable*, en vertu du décret-loi du 25 mars 1852 remettant en vigueur l'article 291 du code pénal et la loi du 10 avril 1834.

Les sociétés autorisées ne pouvaient jouir des avantages attachés à la personnalité civile, droit de possession, droit de recevoir, etc.

Les sociétés autorisées n'avaient aucune personnalité juridique, par suite, les dispositions entre vifs ou testamentaires en leur faveur étaient nulles et non avenues (1).

(1). Aubry et Rau. Cours de droit civil, 4^e édit. t. VII 649, p. 24. Demolombe, Donat. et Testam. 1 n^o 586.

Le rôle des sociétés autorisées se bornait à celui indiqué par l'article 2 de la loi du 15 juillet 1850 : « Les sociétés ont pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires. Elles ne pourront promettre de pensions de retraites aux sociétaires. »

Elles pouvaient être dissoutes par un simple arrêté préfectoral.

Voilà quelle était la situation des sociétés autorisées !

Aujourd'hui ? — Le législateur leur permet d'ester en justice, d'établir des unions, de contracter des assurances, de constituer des pensions de retraites, etc...

Outre ces faveurs générales accordées à toutes les sociétés, l'article 15 précise les dispositions spéciales aux sociétés libres.

Elles peuvent : recevoir les cotisations des membres honoraires et participants. — Employer ces cotisations. — Faire des actes de simple administration. — Posséder des objets mobiliers. — Prendre des immeubles à bail pour l'installation de leurs divers services. — Recevoir des dons et legs mobiliers avec un arrêté du préfet, si la circonscription de la société ne s'étend pas hors du département ; avec un décret du président de la République, au cas contraire ; ou avec un décret du président de la République rendu en conseil d'état s'il y a réclamation des héritiers du

testateur. Si l'emploi des dons et legs n'est pas indiqué par leur auteur, l'arrêté ou le décret détermine cet emploi, en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

Les sociétés libres peuvent encore acquérir les immeubles nécessaires à leurs services, mais ceux-là seulement, et recevoir des dons et legs immobiliers à charge de les aliéner et d'obtenir l'autorisation déjà exigée pour les dons et legs mobiliers. Si cette formalité n'était pas remplie, les ayants-droit ou le procureur pourraient faire prononcer la nullité de la donation ou du legs.

Pourquoi le législateur n'a-t-il pas accordé aux sociétés libres le droit de posséder à leur gré des immeubles, et les a-t-il mises en demeure d'aliéner ceux donnés ou légués ?

On a justement fait observer que cette contrainte est de nature à paralyser les libéralités immobilières vis à vis des sociétés libres.

Tous les actes qui peuvent être accomplis par les sociétés libres, peuvent l'être par les unions de sociétés libres.

Ainsi le prescrit l'article 15. Il confirme l'article 8 dans les facultés accordées par celui-ci aux unions.

TITRE TROISIÈME

TITRE TROISIÈME

DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES

CHAPITRE PREMIER

DE L'APPROBATION

Semblables aux unions de sociétés libres qui ont les mêmes privilèges que les sociétés libres, les unions de sociétés approuvées se trouvent placées sur le même pied que les sociétés approuvées.

Tout d'abord les sociétés approuvées jouiront de tous les avantages que nous avons reconnus aux sociétés libres. De plus, il y en aura d'autres, ceux dont le texte va traiter.

Dans quelles conditions s'obtient l'approbation ?

La loi du 26 mars 1852 qui, la première, a parlé des sociétés approuvées disait que les statuts de ces sociétés seraient soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur pour le département de la Seine, et du préfet pour les départements.

Le rôle du préfet était alors double. Il avait à examiner si la société de secours mutuels qui demandait l'approbation, ne cachait pas au fond, une association politique, et, d'un autre côté, si la péréquation des recettes et des dépenses était justement établie.

La loi du 1^{er} avril 1898, au premier abord, a une apparence plus libérale, l'approbation ne peut être refusée que dans les deux cas suivants dit-elle :

1^o Pour non conformité des statuts avec les dispositions de la loi.

2^o Si les statuts ne prévoient pas de recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accident.

Il semble qu'il n'y a plus rien là de laissé au pouvoir arbitraire du préfet (1), en réalité il n'y a pas grand'

(1) Après avoir parlé des avantages accordés aux sociétés approuvées et des garanties que la loi leur assure, le président du conseil s'exprime ainsi :

« Ces garanties m'amènent à vous entretenir, M. le Préfet, des changements apportés dans vos attributions et de la mission que le gouvernement entend vous confier.

Les sociétés de secours mutuels ne sont plus placées sous votre

chose de changé : les dispositions de la loi, nous les connaissons pour les avoir étudiées dans le titre premier et nous savons avec quel soin minutieux sont réglés l'administration, la direction et le dépôt des statuts. La péréquation des recettes et des dépenses est, de plus, exigée en termes formels.

autorité, comme l'avait ordonné le décret de 1852, et cette innovation est la conséquence naturelle de l'application des principes sur lesquels repose la nouvelle législation. Dès lors, en effet, qu'on proclamait pour ces sociétés le droit de naître librement et d'exister par la seule volonté de l'initiative privée ; dès lors que la loi réglait elle-même les conditions générales imposées aux sociétés dans l'intérêt public et pour la sauvegarde des participants et que, sous cette réserve, elle leur reconnaissait les droits les plus étendus, le rôle qui vous était assigné par le décret de 1852, n'avait plus d'objet.

Cependant, si le régime inauguré par la loi du 1^{er} avril, implique la suppression de vos anciennes attributions, vous restez néanmoins investi implicitement et d'une manière formelle d'un droit de surveillance sur les sociétés de secours mutuels que vous devez exercer avec vigilance. C'est dans vos bureaux, dans ceux de votre délégué au chef-lieu d'arrondissement que doit être fait le dépôt des statuts des sociétés un mois avant leur fonctionnement : il vous appartient donc d'examiner s'ils sont en conformité avec la loi organique, et, dans le cas contraire, d'inviter les intéressés à les y mettre, et subsidiairement s'il y a lieu de saisir l'autorité judiciaire. C'est vous que l'article 10 charge de prendre un arrêté d'avertissement si une société est détournée de son but de société de secours mutuels d'où il suit que la loi vous confie le soin et vous impose le devoir de surveiller ces associations. Enfin les articles 29 et 31 vous investissent formellement d'un pouvoir de contrôle sur la gestion des sociétés approuvées et sur leur liquidation. Vous voyez par ce qui précède que, si le caractère de vos attributions se trouve transformé, vous n'en restez pas moins chargé d'assurer l'observation de la loi et, dans l'intérêt même des mutualistes, aussi bien que de l'ordre public (Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 29 juillet 1899)».

Il ne faut cependant pas nier tout progrès ; aujourd'hui, l'arrêté ministériel accordant ou non l'approbation, devra être rendu dans les trois mois de la demande, et, en cas de refus d'approbation, l'arrêté sera motivé et susceptible d'un recours devant le Conseil d'Etat. Le recours, dit la loi, sera dispensé de tout droit (1) et il pourra être formé sans ministère d'avocat.

Dans la discussion de la loi du 1^{er} avril 1898, on a soulevé à plusieurs reprises la difficulté de l'établissement de la péréquation des recettes et des dépenses. « Quand une société de secours mutuels voudra se constituer, elle devra indiquer quelle sera, dans les cotisations de ses membres participants, la part affectée aux secours en cas de maladie et celle afférente à la retraite. Vous voyez d'ici toutes les difficultés qui vont se produire. Lorsqu'une épidémie se déclarera, les recettes de la société seront-elles suffisantes ? Certainement non ! Il faudra puiser dans cette caisse spéciale que vous aurez ainsi constituée. Vos statuts sont donc inapplicables à cet égard-là » (2) (Paroles de M. Lechevallier) et, plus tard, M. Ricard s'exprimait ainsi :

(1) En d'autres termes, les actes de la procédure y relatives et les pièces produites sont exemptés de tout impôt ainsi que l'arrêt rendu par le Conseil et la signification de cette décision (Instruction des Domaines et du Timbre du 25 juin 1898).

(2) *J. off.*, 8 mars 1896, Ch. des députés.

« L'article 16, dans son paragraphe 2, dit que l'approbation sera refusée aux sociétés qui ne prévoiront pas de recettes proportionnées aux dépenses pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accidents. Comment voulez-vous que ces sociétés puissent se conformer aux prescriptions de votre loi quand tout ce qui était un peu précis dans le passé disparaît, quand vous leur enlevez toute sécurité du lendemain, et qu'elles ne savent vraiment pas si, lors du renouvellement du conseil supérieur, il n'y aura pas une autre idée générale qui poussera le conseil supérieur à voter les subventions dans tel ou tel sens, alors qu'elles avaient été votées dans un sens tout à fait différent par la commission précédente ? Vous placez ces sociétés dans l'incertitude la plus complète et elles vont se trouver dans l'impossibilité absolue de savoir ce qu'elles peuvent faire et les engagements qu'elles peuvent prendre. » (1)

La loi exigeant que les statuts prévoient les recettes et les dépenses pour la constitution des retraites garanties, on doit en conclure qu'une société de secours mutuels qui ne ferait pas la retraite ne saurait prétendre à l'approbation.

L'obligation établie par la loi pour la constitution des retraites garanties est, comme nous l'avons vu

(1) *J. off.*, 5 juin 1897, Ch. des députés.

pour les sociétés libres, une exception au principe de la non spécialisation appliquée par ailleurs.

Les modifications et changements qui, par la suite, seront apportés aux statuts de la société approuvée, devront être soumis aux formalités de l'approbation telles que nous venons de les indiquer.

CHAPITRE SECOND

DES AVANTAGES DE L'APPROBATION

§ 1. — Dons et legs immobiliers

Un des avantages importants qui différencient les sociétés libres des sociétés approuvées consiste en ce que ces dernières peuvent recevoir des dons et legs immobiliers sans être obligées de les aliéner. La loi exige seulement un décret rendu en Conseil d'Etat, autorisant la société à accepter le don ou le legs immobilier.

Au cas où les sociétés ne seraient pas autorisées à conserver la donation ou le legs, le Conseil d'Etat fixerait dans le décret l'époque et le mode d'aliénation ; s'il y avait nécessité, le jour de l'aliénation pourrait être prorogé.

Cette tutelle du Conseil d'Etat et les obligations qu'elle crée — particulièrement dans le dernier cas — paraissent étranges et s'accroissent peu avec la

disposition de l'article 20 de la présente loi, qui laisse aux sociétés de secours mutuels toute latitude, pour les trois quarts de leur avoir, à acquérir tel bien qu'il leur plaît. Cela semble une inconséquence de la loi.

M. Barberet, rappelant les paroles du ministre de l'Intérieur (1), fait, à propos de ces donations et legs, une remarque pratique qu'il est bon de noter : « Relativement aux donations entre vifs lorsque le donateur se réservera l'usufruit sa vie durant, les sociétés bénéficiaires auront à payer immédiatement en vertu de la loi du 22 frimaire an VII (article 15 remanié par les lois du 21 avril 1832, article 33, et du 15 mai 1850, article 10), le droit de transmission de onze pour cent, comme si elles entraient en jouissance.

Il importe que les donateurs, comme les sociétés intéressées, soient instruits de cette obligation, pour que, si les uns ou les autres n'étaient pas en mesure de la remplir, ils prennent d'autres dispositions. »

Sous la législation de 1852, les dons et legs que pouvait recevoir une société approuvée étaient purement mobiliers et encore étaient-ils limités à une valeur maximum de 5,000 francs.

La loi a, nous le voyons, largement accru de ce côté la capacité civile des sociétés approuvées.

Le Conseil d'Etat aura encore une fois à intervenir

(1) Circulaire ministérielle du 29 juillet 1899.

pour autoriser les sociétés approuvées lorsqu'elles voudront acquérir des immeubles destinés à leurs services d'administration et d'hospitalisation. La loi en édictant cette disposition parle des sociétés approuvées et des unions de sociétés approuvées ; cette mention des unions est superflue étant donné que dans l'article 16 elle déclare que les sociétés approuvées et les unions de sociétés approuvées jouissent de tous les avantages dont il sera traité aux articles suivants.

Les services d'administration, ce sont : les réunions du bureau, les assemblées générales et les créations de sociétés telles que : les cours professionnels, les offices de placements gratuits, etc... Les services d'hospitalisation, ce sont : des hôtelleries pour les vieillards et les infirmes.

Jusqu'à maintenant, les services d'hospitalisation n'ont pas eu, nous le croyons, d'application pratique. Les mutualistes ont beaucoup discuté leur opportunité, dans ces derniers temps (1) et récemment encore on posait la question : à savoir s'il valait mieux créer un fonds de retraites permettant de faire des pensions individuelles aux vieillards pour les garder dans leurs familles ou bien créer un fonds d'hospitalisation.

Outre l'avantage très appréciable de laisser le

(1) Congrès tenu à Reims en 1898.

vieillard au milieu des siens en lui servant une retraite individuelle, il y a, d'après les statistiques, une économie pour la société de secours mutuels.

Le vieillard, placé dans un asile, coûte, au minimum, 600 francs par an, restant dans sa famille une pension de 360 francs (1) pourra lui suffire (2).

Le contrôle de l'Etat imposé aux sociétés approuvées lorsqu'il s'agit de l'acquisition des immeubles nécessaires à leurs services est pleinement justifié. Il est nécessaire que les sociétés ne dépensent pas leurs ressources en frais généraux et qu'elles se contentent du strict nécessaire. Il y avait un danger à ce que les sociétés l'oublient : le Conseil d'Etat leur rappellera dès lors, si c'est nécessaire.

§ 2. — Charges de la commune et du département

Les sociétés approuvées vont encore bénéficier d'autres avantages : les communes sont tenues de

(1) Loi du 29 juillet 1886

(2) « Lors de son voyage à Lyon, l'impératrice Eugénie avait offert une maison aux sociétés de secours mutuels afin d'y créer un asile destiné aux mutualistes, mais les sociétés furent justement effrayées des charges qu'il leur fallait accepter et de l'impossibilité qu'il y aurait pour elles à supporter un prix d'hospitalisation, qui ne pouvait être inférieure à 600 francs par pensionnaire. La propriété acquise par l'impératrice fut remise aux hospices et devint un asile de convalescence commun à tous les malades. » (Paroles de M. Bleton, au congrès de Reims 1898.

fournir aux sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à comptabilité.

Cette double dépense est obligatoire pour la commune, quel que soit le nombre des sociétés approuvées, et ce n'est qu'à défaut de la commune et lorsque ses ressources sont insuffisantes, que cette charge passe au département.

Lorsque la société s'étend sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements cette obligation incombe d'abord à la commune dans laquelle est établi le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune.

Déjà sous la législation de 1852, les sociétés approuvées jouissaient de ces avantages. Ils étaient en somme de peu d'importance et non de nature à effrayer les communes. La salle de la mairie ou de l'école pouvait servir de local nécessaire. Les livrets et registres à fournir étaient : le registre matricule, le journal du trésorier, le registre des procès-verbaux, le livret de sociétaire et la feuille de visite.

Aujourd'hui, il pourrait arriver que cette charge devint plus onéreuse, au cas où une société de secours mutuels, très importante par le nombre de ses membres et par son étendue sur le territoire, viendrait à établir son siège social dans une petite commune.

La remise des deux tiers des droits municipaux sur

les convois funèbres est accordée aux sociétés approuvées dans les villes où il existe une taxe municipale. C'est encore là, un avantage renouvelé de la législation de 1852. Il présente peu d'intérêt, car il ne se rencontre que dans quelques grandes villes. Le droit municipal n'existe en effet, au terme du décret du 23 prairial an XII et du 18 mai 1806, que dans les grandes villes où le service funéraire est fait par l'entreprise des pompes funèbres. Ailleurs, cela regarde la fabrique et par suite, il n'y a pas de taxe municipale.

§ 3. — Exemption des droits de timbre et d'enregistrement

Parlons encore des autres avantages financiers faits aux sociétés approuvées. La loi les exonère des impôts du timbre et d'enregistrement : « Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement ». Ces droits ont été établis par la loi du 22 frimaire an VII, et par la loi du 23 août 1871.

Déjà pareille exemption se trouvait mentionnée dans le décret de 1852 et son application avait donné lieu à certaines distinctions. — Fallait-il comprendre dans le mot *acte*, figurant au texte de la loi, les mutations de propriétés ; la société approuvée en con-

séquence, devait-elle être exempte des droits de mutation ?

La jurisprudence se prononça en termes contraires et un jugement (1) du tribunal de Saint-Dié, du 24 avril 1863, déclara qu'en matière d'enregistrement les droits à percevoir sont de deux sortes : les droits d'actes et les droits de mutation.

Avec la loi du 1^{er} Avril 1898, la difficulté n'existe pas. Le texte dit formellement que les transmissions de biens par actes entre vifs ou par testament, sont à la charge des sociétés. Certains mutualistes regretteront peut-être cette obligation assez lourde pour les sociétés, mais la loi, à notre avis, a sagement agi : que le donateur s'il veut faire bénéficier pleinement de son don la société approuvée, la gratifie en plus des droits de mutation ou que le testateur en charge la succession. Ces droits sont énormes, il est vrai, et il y a lieu de protester, mais là n'est pas la question.

L'instruction des domaines et du timbre sur l'application fiscale du 1^{er} avril 1898, cite parmi les pièces exonérées comprises sous la rubrique : Actes « les expéditions d'actes de l'état civil délivrés aux présidents des sociétés dans l'intérêt des associations, pourvu qu'elles contiennent la mention expresse de leur objet et de leur destination spéciale ; les affiches concernant les sociétés ; les récépissés remis

(1) Dalloz 1863, 3, 71.

par les préposés de la caisse des dépôts et consignations au trésorier des sociétés pour les dépôts effectués pour celles-ci ainsi que les déclarations de versements, que certains trésoriers sont dans l'usage de réclamer en même temps que le récépissé ».

La loi précise l'exemption des droits de timbre en déclarant que les quittances des membres honoraires, les regus des pensions et les registres à souche servant au paiement des journées de maladie ne devront pas être timbrés.

La loi du 23 août 1871, qui avait établi un timbre de quittance de dix centimes, n'avait pas stipulé d'exception en faveur des sociétés de secours mutuels elle leur devenait par suite applicable. L'article 11 du décret de 1852, ne pouvait être invoqué, la nouvelle loi déclarant : « toutes autres dispositions contraires sont abrogées (article 20) ».

Toutefois les quittances et arrérages de rentes viagères touchées par les mutualistes, avaient été momentanément dispensées du timbre par la loi du 26 juillet 1886, relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse jusqu'au jour où la loi budgétaire du 30 mars 1888 annula cette disposition (1).

Le législateur après quelques hésitations crut

(1) Article 8. L'immunité des droits de timbre et d'enregistrement dont les pièces relatives à la caisse des retraites pour la vieillesse jouissent en vertu de l'article 24, de la loi du 20 juillet 1886, ne s'applique pas aux quittances d'arrérages des rentes viagères, qui restent soumises

devoir accorder à nouveau cette faveur aux sociétés de secours mutuels. Un conflit (1) qui surgit alors entre la direction de l'enregistrement et la direction de la caisse des dépôts et consignations, amena le ministre des Finances à proposer l'exemption du droit de timbre aussi bien pour les arrérages des déposants individuels à la caisse nationale des retraites que pour ceux des mutualistes. Cette proposition fut adoptée par la loi de finances du 30 mai 1899 (2).

« Les certificats de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement ». Cette formule que l'on trouve dans les articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 et 24 de la loi du 20 juillet 1886 est reproduite à la fin de l'article 19 de la loi sur les sociétés de secours mutuels. Elle confirme ainsi ces deux lois citées et prend la même règle.

au droit de timbre de 10 centimes édicté par l'article 18 de la loi du 23 août 1871.

(1) Voir les sociétés de secours mutuels, par J. Barberet, p. 79 et suiv.

(2) Article 3. L'immunité des droits de timbre dont les pièces relatives à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse et aux sociétés de secours mutuels, jouissent en vertu des articles 24 de la loi du 20 juillet 1886 et 19 de la loi du 1^{er} avril 1898, s'applique aux quittances délivrées en exécution de ces lois pour remboursement de capitaux réservés et paiement d'arrérages de rentes viagères et de pensions de retraites.

CHAPITRE TROISIÈME

PLACEMENT DES FONDS

A la différence des sociétés libres qui jouissent de toute latitude pour le placement de leurs fonds en valeurs mobilières, les sociétés approuvées sont limitées par la loi. Elles devront s'adresser aux caisses d'épargne et à la caisse des dépôts et consignations. Elles ne pourront posséder que des valeurs de premier ordre et offrant toute sécurité ; telles que les rentes sur l'Etat, ou autres valeurs créées et garanties par l'Etat, les obligations départementales et communales, les obligations du crédit Foncier, des compagnies françaises de chemins de fer ayant une garantie d'intérêts par l'Etat.

Cette énumération est limitative, les sociétés approuvées ne sauraient acquérir d'autres valeurs. Cette restriction est la rançon de leur indépendance.

C'est une sage mesure, car si les sociétés approuvées ont droit aux subventions de l'Etat, les libéralités de l'Etat ne doivent aller qu'aux institutions qui

sont protégées contre tout entraînement ou toute spéculation par des garanties analogues à celles qui entourent les femmes mariées et les mineurs.

Si donc les sociétés recevaient des dons ou legs de valeurs mobilières autres que celles indiquées par la loi, elles seraient tenues de les aliéner pour les convertir.

Avant la législation nouvelle, les sociétés approuvées n'avaient que deux ressources pour le placement de leurs fonds : la caisse des dépôts et consignations et les caisses d'épargne. Et encore, dans ces dernières, le chiffre du dépôt était limité à 1500 francs. (1) Aujourd'hui encore, la caisse des dépôts et consignations continue à jouer un rôle important auprès des sociétés de secours mutuels approuvées puisque nous voyons que la loi leur fait une obligation d'y déposer leurs titres et valeurs au porteur. La caisse, dit la loi, sera chargée de l'encaissement des arrérages, coupons et primes de remboursement de ces titres et en portera le montant au compte de dépôt de chaque société. C'est là un contrôle très précis pour la gestion des finances de la société approuvée.

Nous verrons bientôt les rapports fréquents qui existent entre les sociétés de secours mutuels approuvées et la caisse des dépôts et consignations.

La loi, qui se montre exigeante pour les sociétés

(1) Loi du 15 juillet 1895, art. 4.

approuvées dans l'acquisition des valeurs mobilières, leur laisse toute liberté pour posséder, acquérir, vendre, échanger leurs immeubles. Une seule petite restriction : les sociétés ne pourront placer en valeur immobilière plus des trois quarts de leur avoir. Il ne faut pas, en effet, qu'elles aient les mains liées et qu'elles ne puissent user de leur capital si besoin est.

La limite fixée par la loi semble même être un peu trop reculée et elle s'accorde mal avec la défense sage, mais sévère, relative aux choix des valeurs mobilières. Les sociétés approuvées qui auraient des tentations de faire des spéculations, ne pouvant le faire avec des valeurs de bourse, seront trop à même de le faire avec des immeubles.

Il est vrai que la loi a, en partie, porté remède préventif à cet aléa en obligeant, pour la validité des opérations d'achat, d'échange, de vente, la convocation d'une assemblée générale extraordinaire et le vote favorable des trois quarts des membres, la moitié des associés au moins étant présente ou représentée.

CHAPITRE QUATRIÈME

VERSEMENTS A LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Nous venons de voir de quelle manière étaient faits les placements des sociétés de secours mutuels approuvées, voyons maintenant comment sont effectués leurs versements. La loi l'indique : « Les sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à verser des capitaux à la caisse des dépôts et consignations : 1°, en compte-courant disponible ; 2°, en un compte affecté, pour toute la durée de la société, à la formation et à l'accroissement d'un fonds inaliénable. »

1° En un compte-courant disponible. — C'est-à-dire que la caisse des dépôts et consignations va être comme la banque de la société de secours mutuels ; celle-ci pourra prendre et retirer son argent selon ses besoins et sa volonté. Déjà, sous la législation antérieure, les sociétés de plus de cent membres, possédant 3,000 francs et les sociétés de moins de cent membres, possédant 1,000 francs,

devaient verser l'excédent de ces sommes à la caisse des dépôts et consignations. Aujourd'hui, elles ont cette faculté, sans limite d'aucune sorte.

« Ces deux premiers paragraphes (1^o et 2^o) présentent ce premier avantage, qu'ils ont pour effet de mettre fin à une interprétation de la caisse des dépôts et consignations, qui, aux termes, peut-être mal interprétés, de l'article 13 du décret de 1852, refusait d'accepter les dépôts inférieurs à 3,000 francs ou à 1,000 francs, selon que la société comprenait plus ou moins de cent membres. Dorénavant, il est admis, et le point ne souffre plus la moindre difficulté, que les sociétés de secours mutuels pourront verser tous leurs fonds à la caisse des dépôts et consignations (1) ».

2^o *En un compte affecté pour toute la durée de la société, à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable.* Pour bien saisir la portée de cette disposition ainsi que celle des articles de la loi traitant de la constitution des pensions de retraites, il est utile de rappeler brièvement la législation concernant la caisse des retraites et de voir les rapports qui la rattachent aux sociétés de secours mutuels.

La loi du 18 juin 1850 qui a créé les caisses de

(1) *J. Off.*, 12 février 1898. Discours de M. Barthou, ministre de l'Intérieur.

retraites a trouvé dans les sociétés de secours mutuels l'auxiliaire désirable pour lui servir d'intermédiaire près des petits auxquels elle faisait appel. D'un autre côté, les sociétés de secours mutuels ont trouvé dans la caisse des retraites pour la vieillesse le placement et les garanties nécessaires pour réaliser, facilement et à coup sûr, les retraites qu'elles promettaient à leurs sociétaires. Jusqu'alors, les sociétés avaient bien fait envisager l'espoir d'une retraite à leurs membres, mais ces promesses étaient restées illusoires. Outre qu'il était difficile de constituer un capital, il était encore plus difficile de le placer d'une façon sûre et avantageuse.

La loi actuelle qui régit la caisse des retraites date du 20 juillet 1886. Elle a réformé et réorganisé l'institution. Voici son mécanisme :

La caisse des retraites appelée par la nouvelle loi : Caisse nationale des retraites pour la vieillesse est placée sous la garantie de l'Etat. Elle est gérée par l'administration de la caisse des dépôts et consignations sous la surveillance d'une commission supérieure composée de seize membres.

Les versements (1) sont reçus et liquidés à partir

(1) Des bulletins-retraites délivrés sans frais dans tous les bureaux de poste, permettent de réaliser cette somme au moyen de timbres-postes. On peut donc commencer l'épargne pour la vieillesse avec 5, 10, 15 centimes.

de 1 franc, ils sont faits soit à capital aliéné soit à capital réservé.

Le maximum de la rente viagère est fixé à 4.200 francs.

Mais alors que les versements individuels chaque année ne peuvent dépasser 500 francs (1). Aucune limite n'est fixée pour les versements effectués par les sociétés de secours mutuels avec le fonds de retraite inaliénable.

Le tarif de la rente servie aux retraités est établi d'après trois éléments : 1° L'intérêt composé fixé chaque année par décret du président de la République ; 2° Les chances de mortalité ; 3° La réserve ou l'aliénation du capital.

L'époque d'entrée en jouissance de la rente viagère peut être fixée à un âge quelconque à partir de 50 ans.

Quelle est alors la situation des sociétés de secours mutuels dans leurs rapports avec la caisse des retraites ?

Distinguons les sociétés libres et les sociétés approuvées.

Les sociétés libres peuvent ou servir d'intermédiaires à leurs membres, en se chargeant des formalités à remplir pour leur faciliter les versements directs de leur épargne à la caisse nationale des retraites ; ou

(1) Loi du 26 juillet 1893 article 61.

bien répartir chaque année entre sociétaires au prorata de leurs droits sur des livrets individuels de la caisse nationale des retraites, soit la part affectée dans chaque cotisation à la retraite, soit les économies réalisées par la société. Dans ce dernier cas, la société peut se réserver le capital à la mort du titulaire.

Les sociétés approuvées ont un régime tout de faveur qui leur a été fait par la loi du 26 avril 1856. Comme les sociétés libres, elles peuvent servir d'intermédiaires à leurs membres pour la simplification des formalités de versement, elles peuvent constituer au profit de leurs sociétaires des retraites avec un capital aliéné ou réservé au moyen du livret individuel; de plus et c'est là en quoi consiste leur principal avantage : elles peuvent constituer un fonds commun de retraites inaliénable. La loi du 1^{er} avril 1898 a maintenu cette situation.

Un fonds commun de retraites inaliénable, c'est-à-dire un capital déposé à la caisse des dépôts et consignations et dont les intérêts serviront à payer les pensions de retraites sans que le capital ne puisse jamais être entamé.

Le fonds commun de retraites est composé : 1^o Des versements de la société approuvée ; 2^o Des subventions administratives ; 3^o Des dons et legs ; 4^o De l'intérêt de ces sommes.

L'institution de fonds communs de retraites a soulevé de vives discussions entre mutualistes. Nous en

reparlerons un peu plus tard en étudiant le livret individuel.

La loi du 1^{er} avril 1898 s'occupe de conserver le fonds commun de retraites existant au jour de sa promulgation : le fonds commun existant, dit-elle, sera placé à la caisse des dépôts et consignations. En cela, elle ne fait que confirmer ce qui existait sous la législation précédente. Mais elle innove en permettant que le fonds commun puisse encore être placé soit en valeurs ou immeubles, en se conformant aux articles 17 et 20, soit en versant directement le fonds commun à la caisse des retraites.

Encore ici, nous trouvons trace de cet esprit de liberté de la loi, maintes fois déjà signalé, mais pratiquement, les sociétés profiteront-elles beaucoup de cette liberté ? Quels placements immobiliers pourront rivaliser avec l'intérêt de 4 fr. 50 pour 100 dont nous allons parler, offerts par la caisse des dépôts et consignations ?

Les mêmes facilités de placement existeront désormais pour les futurs fonds communs de retraites des sociétés approuvées. Ces sociétés devront indiquer dans leurs statuts si elles veulent constituer un fonds commun et dans quelles conditions. Comment il sera alimenté ? Notamment, les statuts décideront « si la société devra verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'Etat, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles. »

La loi disant : « en totalité ou en partie », toutes ces ressources n'iront donc pas nécessairement à la caisse des dépôts et consignations.

Les capitaux placés par les sociétés de secours mutuels à la caisse des dépôts et consignations, soit en compte courant, soit en fonds de retraites, vont rapporter un intérêt. Quel sera le taux de cet intérêt ? Cette question qui, à première vue, paraît simple à résoudre, a soulevé dans le sein du parlement et parmi les mutualistes de longues et vives discussions. M. Ricard, en l'abordant à la tribune, la présenta comme « la plus importante » de toute la loi des sociétés de secours mutuels (1)

La loi du 26 mars 1892 avait décidé, dans son article 13, que l'intérêt des sommes déposées à la caisse des dépôts et consignations serait fixé à 4 fr. 50 pour 100 et le décret du 26 avril 1856 stipulait également que les sommes formant le fonds de retraites seraient versées à la caisse des dépôts et consignations aux mêmes conditions.

Aux termes de l'article 5 du même décret, les pensions de retraites sont servies par la caisse générale des retraites pour la vieillesse.

Or, il est arrivé qu'en 1886, la loi nouvelle sur la caisse des retraites a modifié le taux d'intérêt servi par cette caisse ; jusqu'en 1883, il avait été de

(1) *J. off.*, 29 mai 1897, Ch. des députés.

5 francs pour 100, sauf une période intermédiaire, de 1861 à 1873, où ce chiffre avait été abaissé à 4 fr. 50 pour 100.

La loi du 20 juillet 1886 a, nous l'avons vu, adopté un mode tout différent pour la fixation du taux d'intérêt.

Tous les ans, au mois de décembre, le Président de la République, en se basant sur le taux moyen des placements de fonds effectués par la Caisse pendant l'année, rend un décret où il détermine le taux qui sera versé l'année suivante par la caisses des retraites.

Ce taux, depuis 1886, a successivement été ramené à 4 francs pour 100, puis en 1891 à 3 fr. 50 pour 100 ; depuis cette époque il a été maintenu à ce chiffre. Il n'y avait donc plus concordance entre ce taux de 3 fr. 50 pour 100 servi par la Caisse nationale des retraites pour vieillesse et le taux de 4 fr. 50 pour 100 assigné par la loi de 1852 et le décret de 1856 aux fonds déposés à la caisse des dépôts et consignations.

Le rapporteur de la commission sénatoriale exposait ainsi la situation : « Quel parti prendre aujourd'hui ? Maintenir ce taux de 4 fr. 50 pour 100 qui est en réalité un taux de faveur, conformément aux engagements pris par le législateur de 1852 et 1856, ou le supprimer et réduire le taux d'intérêt à 3 fr. 50 pour 100 pour le mettre en équivalence avec celui de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, quitte à chercher une nouvelle compensation dans une

augmentation des subventions annuelles votées par le parlement ? Là est toute la question ? ».

En faveur du maintien à 4 fr. 50 pour 100, on faisait valoir les droits acquis par les sociétés. — L'Etat a pris des engagements formels vis à vis des sociétés en échange de l'aliénation de leur liberté. Les sociétés ont respecté les obligations imposées par l'Etat, alors qu'elles étaient onéreuses ; ainsi, en 1852, quand la loi les forçait à déposer leurs capitaux à la caisse des dépôts et consignations, moyennant un intérêt de 4 fr. 50 pour 100, il leur eût été facile de trouver un placement supérieur. A cette époque le taux normal était de 5 francs pour 100 en matière civile et de 6 francs pour 100 en matière commerciale.

M. Ricard, défenseur opiniâtre du taux de 4 francs 50 p. 100, avait déposé un amendement ainsi conçu : « Le compte courant et le fonds commun portent intérêt au taux de 4 fr. 50 pour 100 par an ».

Il montrait, par un exemple saisissant, la situation faite aux sociétés de secours mutuels appelés désormais à constituer des pensions de retraites au taux de la caisse nationale des retraites : « Le capital est rentré dans le fonds de retraites, il faut payer une autre pension ; mais, de ce capital qui a servi à payer la pension du vieux pensionnaire décédé et qui touchait 100 francs, que va-t-on restituer ? Deux mille francs. Alors pour donner la même pension au pensionnaire qui y a droit, la société va être

tenue ou bien de diminuer la pension du nouveau pensionnaire, parce qu'avec deux mille francs on ne peut plus acheter cent francs de rente, ou bien d'augmenter de 857 francs le capital qui a servi primitivement à acheter les cent francs de rente. Or, si vous augmentez ainsi le capital de 857 francs, vous imposez à la société de secours mutuels une charge qui la mettra dans l'impossibilité de payer ultérieurement ses dettes (1) ».

Les ressources des sociétés de secours mutuels se trouvent en effet diminuées, de cette façon, de 30 francs pour 100.

M. Ricard, montrait encore la contradiction qui existait entre la spécialisation en vue des retraites garanties, et la mobilité du taux de l'intérêt. Il réfutait l'objection faite par le rapporteur de la loi consistant à dire : « Si le taux de 4 fr. 50 pour 100 est maintenu, bientôt on verra les rentiers se constituer en société de secours mutuels pour toucher un intérêt plus élevé et alors il y aura un déficit considérable dans le budget. »

L'article 28, répondait M. Ricard, contient une disposition où il est dit : « Les sociétés de secours mutuels qui accordent à leurs membres, ou à quelques-uns seulement, des indemnités majeures ou supérieures à 5 francs par jour ; des allocations annuelles,

(1) *J. Off.* du 29 Mai 1897, Ch. de députés.

ou des pensions supérieures à 360 francs et des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3,000 francs, ne participent pas aux subventions de l'Etat, et ne bénéficient pas du taux spécial d'intérêt fixé par les décrets du 26 mars 1852 et du 26 avril 1856 ». Les sociétés qui promettent une pension supérieure à 360 francs n'auront donc pas droit à la bonification d'intérêts. D'autre part, si l'on veut se rendre compte de ce qui se passe dans les sociétés de secours mutuels, il y a l'article 5 obligeant les statuts à déterminer l'emploi des cotisations ; il y a l'article 7 qui veut que chaque société rende, tous les ans, un compte exact de ses opérations.

Il y a enfin la disposition pénale de l'article 10.

L'objection des rentiers mutualistes tombe donc d'elle-même.

Les partisans de la réduction du taux d'intérêt de la caisse des dépôts et consignations montraient la nécessité de sauvegarder les finances de l'Etat en ne se lançant pas dans l'inconnu. Ils offraient des subventions.

« Nous ne pouvons donner comme intérêt aux sociétés, pour les fonds déposés par elles, que la représentation exacte de l'intérêt produit par les placements faits en leur nom ; quant aux subventions que vous voulez, que nous voulons leur donner, nous les inscrivons nettement, clairement au budget comme vous l'avez fait pour les subventions existantes

que nous entendons maintenir et, s'il y a lieu, augmenter. » (1)

Les arguments invoqués jadis lors de la réforme apportée par la loi du 20 juillet 1886 à la caisse des retraites et qui avaient motivé la fixation d'un taux mobile, réapparaissaient.

Un nouvel argument était aussi tiré de la différence de situation faite entre les retraites constituées sur le fonds commun et les retraites constituées au moyen du livret individuel.

On favorise les uns sans rien faire pour les autres, et cependant, le système du livret individuel est peut-être supérieur au système du fonds commun. Accorder cette faveur à l'un et à l'autre eut été faire une énorme brèche dans le budget.

Finalement le taux de 4 fr. 50 pour 100 a été adopté et voici comment : la commission et le gouvernement qui s'étaient d'abord refusés à accepter le taux de 4 fr. 50 pour 100 l'admirent pour les dépôts antérieurs, puis cette première concession faite, ils allèrent jusqu'au bout. La rédaction du texte fut différente de l'amendement proposée par M. Ricard, et tout en édictant officiellement le taux de 4 fr. 50 pour 100, le législateur voulut paraître n'accorder qu'une subvention.

(1) *J. Offi.* du 29 mai 1897. Discours de M. Cochery, ministre de finances.

Dans le premier alinéa il est dit : le compte-courant et le fonds commun portent intérêt à un taux égal à celui de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

On croirait dès lors que c'est le taux de 3 fr. 50 pour 100 qui est adopté, mais non, immédiatement la loi ajoute dans un autre paragraphe : « la différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4 fr. 50 pour 100 déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852, et le décret du 26 avril 1856, sera versé à titre de bonification à chaque société de secours mutuels, approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites) au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'intérieur ».

En réalité le taux de 4 fr. 50 pour 100 est donc le taux légal et la loi s'engage à le servir chaque année d'une façon indéfinie. C'est ce que répondait M. Siegfried, président de la commission, à M. Dussausoy qui avait émis un doute sur la partie de cet engagement pour l'avenir : « La commission considère que le texte qu'elle vous propose constitue un engagement formel de la part de l'Etat et que le ministre de l'Intérieur et le ministre des Finances seront tenus d'inscrire, chaque année au budget, la somme nécessaire pour compenser la différence d'intérêt résultant du taux de la caisse des retraites pour la vieillesse et

du taux de 4 fr. 50 pour 100 dont bénéficieront les sociétés de secours mutuels (1) ».

Comment apprécier cette solution législative donnée au taux d'intérêt des comptes courants et des fonds de retraites des sociétés approuvées ? On peut dire qu'elle a beaucoup surpris même ceux qui souhaitaient le plus ardemment le maintien du taux de 4 fr. 50 pour 100. Nous lisons dans un article du *Mutualiste Lyonnais* du 1^{er} décembre 1896, sous la signature de M. Paul Rougier, ces quelques lignes : « Depuis 1887, c'est-à-dire depuis les démarches que nous avons faites avec une délégation du conseil général du Rhône auprès de la Chambre des Députés, nous avons acquis la conviction que jamais le législateur n'accorderait aux sociétés de secours mutuels, quelque intéressantes qu'elles soient un taux de faveur. Et, en effet, comment peut-il accorder un intérêt supérieur à celui que lui rendent ses propres placements.

» Mais les subventions sont appelées à compenser l'insuffisance du rendement de leurs fonds de retraites et à le ramener à un chiffre analogue à celui sur lequel elles ont cru depuis tant d'années pouvoir établir leurs pensions ».

Au Congrès mutualiste tenu à Bordeaux en 1892, la question de la fixité du taux de l'intérêt avait été

(1) *J. off.*, 5 juin 1897, Ch. des Députés.

agitée et les congressistes généralement (1) reconnurent l'impossibilité, pour l'Etat, d'assurer la fixité du taux de l'intérêt. Ils demandaient seulement, étant donné que l'Etat était incapable de tenir un engagement, à avoir la liberté de placement de leurs fonds sans le contrôle de l'Etat. (La loi de 1898 a donné satisfaction aux congressistes de Bordeaux, nous l'avons vu, en accordant la liberté pour le placement des fonds de retraites).

Dans un remarquable rapport, M. Michel Laporte citait l'opinion suivante de M. Audiffred, député : « Les mutualistes qui réclament des bonifications d'intérêts oublient que, pour faciliter la bonne gestion des finances, les pouvoirs publics se sont imposés à eux-mêmes des règles dont ils ne peuvent se départir sans créer une obscurité et une confusion des plus

(1) *M. P. de Laffite*, sur la deuxième question de la fixité du taux de l'intérêt insiste pour déclarer qu'on ne pourra l'obtenir et qu'il vaut mieux garder les sympathies du Parlement pour les demandes qu'il sera possible d'obtenir. Il donne comme exemple l'excellente pétition de M. Brisson, qui se garde bien de commettre la faute de parler de la fixité du taux.

M. Letertre persiste dans la demande de la fixité du taux de l'intérêt sans laquelle aucun calcul n'est possible pour la société.

M. Arboux fait remarquer que le taux de l'intérêt est un phénomène économique indépendant de la bonne volonté du Parlement et que c'est perdre du temps à le demander fixe.

— Lire en faveur du maintien du taux de l'intérêt à 4 fr. 50 pour 100 le rapport de M. Vemoret : Les sociétés de secours mutuels et les pensions de retraites, p. 439.

fâcheuses pour le crédit public. » (1) Les opinions changent avec le temps, car M. Audiffred a été le rapporteur de la commission qui a présenté le texte définitif de cette question dans la loi du 1^{er} avril 1898.

M. Léon Marie, appréciant le taux de 4 fr. 50 pour 100 accordé par la loi, s'exprime ainsi : « Comme contribuable, je blâme la générosité aventureuse du législateur. Comme mutualiste, cette forme de subvention me plaît. C'est une dépense utile ; souvent le législas'engage bien ainsi d'une façon inconnue sur des chapitres moins favorables à la prospérité du pays. Comme actuaire, je dis : au moins on pourra tabler sur des chiffres connus. Les sociétés pourront prendre des engagements à long terme. »

Si, à notre tour, nous voulions formuler un jugement sur cette solution législative, nous dirions que nous regrettons de voir le législateur s'être engagé ainsi d'une façon aveugle pour l'avenir. Ceci est contraire aux règles d'une bonne gestion financière et nous craignons bien que, dans le cas présent, il ne se soit trop laissé influencer et qu'il n'ait voulu sauvegarder l'intérêt d'un certain nombre au dépens de l'intérêt général.

D'autre part, ce taux de faveur exagéré nous semble dénaturer le vrai caractère de prévoyance de la mutualité en en faisant presque une institution de bienfaisance.

Avant de terminer l'étude de l'article 21, il y a encore deux dispositions à signaler.

La première : « Les intérêts qui ne reçoivent pas d'emploi au cours de l'année sont capitalisés tous les ans. » C'est une heureuse innovation, car, précédemment, il y avait là une petite perte pour les sociétés de secours mutuels ignorant que, pour jouir de la capitalisation des intérêts, elles devaient formuler une demande expresse.

La seconde : « La caisse des dépôts et consignations aura la faculté de faire emploi des fonds versés aux comptes ci-dessus désignés dans les mêmes conditions que pour les fonds des caisses d'épargne. »

Il y a lieu de se reporter à la loi du 20 juillet 1895, sur les caisses d'épargne, pour examiner cet emploi.

(1) Congrès de Bordeaux, 1892, p. 425.

CHAPITRE CINQUIÈME

PENSIONS DE RETRAITES

En matière de retraites nous venons de le voir, les faveurs de la loi vont au fonds commun. Elle admet cependant la constitution des pensions de retraites au moyen du livret individuel. « Les pensions de retraites peuvent être constituées soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire, à capital aliéné ou réservé ».

Quel est le meilleur mode de constitution des pensions de retraites ?

Est-ce le mode du fonds commun, est-ce le mode du livret individuel ?

Ici, encore, comme sur bien d'autres points, les mutualistes se partagent en groupes d'opinions différentes ; les uns sont partisans du fonds commun, les autres du livret individuel.

Le législateur a adopté une solution mixte en autorisant les deux systèmes. Cependant ses préférences, nous l'avons vu, vont au fonds commun.

Examinons les différents arguments qui ont été apportés pour ou contre ces deux modes.

On a reproché au fonds de retraites de n'avoir obtenu jusqu'à présent que des résultats assez médiocres. La moyenne des pensions versées aux retraités atteint un chiffre peu élevé et cependant les sociétés et l'Etat ont fait de grands sacrifices pour arriver à constituer ces pensions.

On a signalé le danger qui existait à accroître sans cesse un capital aux mains de l'Etat, alors que ce capital versé au fonds de retraite inaliénable est perdu désormais pour le sociétaire et sa famille.

On a enfin montré le côté défectueux du fonds de retraites, faisant perdre à l'ouvrier forcé par la nécessité et les circonstances de quitter la localité, tout le bénéfice des sommes versées à la société, puisque pour jouir de la pension, il lui faut demeurer jusqu'au jour de la retraite dans le rayon d'action de la société.

Mais comment, aujourd'hui, arriver à faire disparaître ce fonds commun, la loi, elle-même, le reconnaît et le proclame inaliénable. Les sociétés de secours mutuels ne peuvent donc disposer de ce fonds et si, jusqu'à maintenant, les résultats du fonds de retraites ont été assez médiocres, cela ne tenait-il pas à ce que ce fonds était en voie de formation. Désormais ne va-t-on pas être appelé à en recueillir les fruits ?

Avec le fonds de retraites, la pension faite par la société à ses membres subsiste toujours car à la mort du pensionnaire le capital constitutif de sa pension fait retour à la société de secours mutuels qui en dispose en faveur d'un autre de ses membres et ainsi de suite indéfiniment.

L'avantage du fonds de retraites, c'est de créer une union entre tous les pensionnés. C'est continuer dans l'établissement des retraites le principe de la mutualité où les uns et les autres s'entr'aident.

Le livret individuel, au contraire, constitue un relâchement du lien de solidarité. Chaque associé, dans les économies réalisées, a en vue son propre intérêt et non celui de la masse. Ce n'est plus le sentiment de mutualité qui l'inspire, mais il voit là comme une substitution du système de l'assurance au principe mutualiste.

Il est loisible à toutes personnes de posséder un livret individuel, il n'y a pas besoin de faire partie d'une société de secours mutuels pour cela. Eh bien alors, qu'on laisse donc subsister le fonds commun spécial à la société de secours mutuels. Le sociétaire qui, de plus, désirera se constituer un livret individuel, pourra le faire.

On fait un grief au fonds commun de sa stabilité qui ne permet pas aux membres qui ont quitté la société, d'en jouir. Mais le livret individuel tombe dans un excès contraire, car il facilite, outre mesure,

le départ d'un sociétaire. L'attache n'est pas assez forte.

Les partisans du livret individuel voient dans ce système le meilleur mode de constitution de retraite. M. Villard se plaignant de ce que les sociétés libres et les sociétés approuvées ne soient pas également traitées par l'Etat, récrimine : « Pourquoi ces distinctions, quand il s'agit de pensions de retraites ? Est-ce que la bienveillance de l'Etat ne devrait pas s'appliquer également à toutes les sociétés qui épargnent pour améliorer le sort des vieillards, alors, surtout, qu'elle ne lui coûterait aucun sacrifice ?

» En fait, bien qu'on eut la pensée de leur être désagréable, on ne porte pas grand préjudice aux sociétés libres en leur refusant la faculté de constituer un fonds spécial de retraites à la caisse des dépôts, puisqu'on les amène ainsi à se servir du livret individuel ».

Il considère donc comme un bienfait pour les sociétés libres de ne pouvoir posséder un fonds commun de retraites.

Les avantages offerts par le livret individuel, c'est de constituer un droit certain, c'est d'être un stimulant pour le porteur, car plus il augmente le chiffre de ses économies, plus cela lui profite. Il s'assure ainsi une retraite proportionnelle aux sommes versées.

Dans sa circulaire, M. le ministre de l'intérieur

apprécie de la manière suivante le mode des constitutions de retraites : « La législation antérieure contenue dans le décret de 1856 n'avait prévu, en réalité, pour la constitution des retraites par les sociétés de secours mutuels, que le fonds commun. Or, la prospérité de ce fonds n'intéressait pas assez directement les sociétaires qui n'en possédaient aucune parcelle en propre et qui, d'autre part, n'étaient pas assurés d'en retirer un profit certain, si ce n'est celui d'être à une époque donnée, candidat à la pension.

» Avec le livret individuel, au contraire, que prévoit l'article 22, le sociétaire acquiert une certitude absolue de toucher une retraite s'il atteint l'âge déterminé par les statuts.

» De plus, il suit nécessairement le mouvement de son livret, il suppute la répercussion mathématique de chaque versement sur le quantum de sa retraite, dont la formation s'opère pour ainsi dire sous ses yeux. En sorte que, non seulement il fait chaque jour l'apprentissage de la prévoyance, mais encore il est vivement incité à l'épargne.

» La constitution des retraites par voie de livret individuel doit donc être considéré comme un réel progrès dont il est permis d'attendre d'heureux résultats » (1).

(1) Circulaire du ministre de l'intérieur du 29 juillet 1899.

Autre avantage signalé par M. Prosper de Laffite :

« Le livret individuel réalise la péréquation des recettes et des dépenses, et cela sans que la société ait à s'en mêler. Celle-ci ne court plus aucun risque, la caisse des retraites les prenant tous à son compte et les inventaires, en ce qui concerne les retraites, deviennent inutiles » (1).

En un mot, pour résumer les avantages du livret individuel, reproduisons ce que M. Cuvinot disait au Sénat lors de la discussion du projet de loi : « Avec ce livret, sur lequel sont portés au fur et à mesure des versements le montant de ces versements et la portion de rentes viagères qu'ils produisent, le déposant suit, à tout instant, le progrès de son avoir, de son titre de rente ; il a une certitude, s'il s'est imposé des privations, il constate le produit de ses économies. Si les circonstances lui permettent d'augmenter le chiffre de ses cotisations de manière à majorer sa rente, il est libre de le faire. Il est libre aussi de placer son épargne à capital aliéné ou à capital réservé ; il a le droit de fixer l'âge de sa retraite et de proroger l'époque primitivement fixée. Il est libre, enfin, de se mouvoir, de changer de résidence, sans être exposé à rien perdre. Il a la sécurité et la liberté ».

Après avoir étudié les avantages et les inconvé-

(1) Congrès de Paris 1859.

nients du fonds commun de retraites et du livret individuel on comprend que le doute puisse subsister chez les mutualistes et tout en regrettant que le législateur ait ménagé ses principales faveurs pour le fonds de retraites, nous nous rangeons à la solution adoptée par le congrès de Paris 1889 : « Le comité estime que dans l'état actuel des choses, il y a intérêt à maintenir le fonds commun. Mais il considère qu'une cotisation spéciale est absolument indispensable, pour arriver à des résultats sérieux en matière de retraites et qu'en outre les sociétés devraient encourager autant que possible l'usage du livret individuel ».

CHAPITRE SIXIÈME

CONDITIONS DES CONSTITUTIONS DES PENSIONS

DE RETRAITES

§ 1. — Fonds commun

Ayant décidé les deux modes qui peuvent servir à constituer les pensions de retraites, la loi détermine successivement les conditions requises pour la constitution à l'aide du fonds commun et à l'aide du livret individuel.

Et d'abord les pensions constituées à l'aide du fonds commun.

Le capital de ces pensions est réservé au profit de la société. Nous savons en effet, que le fonds commun est inaliénable.

La pension est servie de deux façons : soit par l'intermédiaire de la caisse nationale des retraites

pour la vieillesse ; c'est ce qui était déjà prescrit par l'article 5 du décret du 26 avril 1856. — Soit *directement*, par la société à l'aide des intérêts du fonds commun. C'est une innovation. Jusques alors les intérêts et le fonds se capitalisaient ensemble à la caisse nationale des retraites, ne formant qu'un seul tout pour le service des pensions.

Et cette innovation est avantageuse pour les sociétés, étant donné que l'intérêt du fonds commun est de 4 fr. 50 pour 100. Elles pourront dès lors allouer un plus grand nombre de pensions ou au moins augmenter leur quotité.

M. Barberet fait justement la remarque suivante :

« Le présent paragraphe spécifiant que lesdits intérêts serviront sauf pour les allocations annuelles prescrites par le paragraphe 3 de l'article 25, exclusivement à la liquidation des retraites, l'administration aura à prendre des mesures pour qu'ils ne reçoivent pas d'autres affectations, et le ministre de l'Intérieur estimera sans doute que l'observation de ces termes de la loi nécessitent, comme il est dit à propos de l'article 5 paragraphe 9, son autorisation spéciale auprès de la caisse des dépôts et consignations pour le retrait de ces fonds et que la caisse nationale des retraites n'ayant pas à délivrer de titres de rente dans l'espèce le contrôle le plus pratique de leur emploi consiste dans la délivrance d'un certificat-titre aux pensionnaires ».

Les conditions pour avoir droit à une pension de retraites, sont les suivantes : 1° être âgé de 50 ans ; 2° avoir payé des cotisations pendant 15 années ; 3° se conformer aux statuts. C'est là le minimum des conditions, la retraite est proportionnelle à l'âge du pensionnaire, à la durée de son affiliation à la société. L'article 6 du décret du 26 avril 1856 avait fixé à dix ans la durée du sociétariat pour avoir droit à la retraite.

Ce chiffre de durée se trouve augmenté par la loi nouvelle. Toutefois, cette mesure n'est pas rétroactive et ne prend effet que le jour de la promulgation de la loi.

Les sociétés qui constituent, sur le fonds commun, les retraites garanties, doivent fournir, tous les cinq ans, un inventaire au ministère de l'Intérieur. Cet inventaire comprend la situation des engagements éventuels et liquides (1) des sociétés et les ressources pour y faire face. Un tableau-modèle, donnant les indications nécessaires, est fourni à cet effet par l'administration du ministère de l'intérieur.

Le résultat de cette vérification ministérielle est de mettre, s'il y a lieu, les sociétés dans l'obligation

(1) Pour ces pensions liquidées, il ne s'agit pas de celles qui sont servies par la caisse nationale des retraites, puisque leur capital constitutif est versé, mais seulement des pensions prélevées directement par la société, sur les intérêts du fonds commun. (Circulaire du ministre de l'intérieur du 29 juillet 1899.

de modifier leurs statuts. C'est à la demande de M. Roch (1) que cette obligation quinquennale (2) a été limitée aux sociétés donnant des retraites garanties.

Ces modifications pourront être fréquentes, car il y a un élément du fonds commun qui est sujet à variation ; c'est le produit des donations et legs et des subventions administratives. C'est là un point faible dans la loi.

§ 2. — Livret individuel

Pour établir les pensions de retraites au moyen du livret individuel, la société de secours mutuels fait, au nom de chacun de ses membres, et de la façon dont il est prévu aux statuts, un versement, soit à la caisse nationale des retraites, soit à une caisse autonome. Nous verrons un peu plus loin ce que sont les caisses autonomes.

D'où proviennent ces sommes versées par la société ?

La loi en indique les origines : — « 1° de la cotisation spéciale que le sociétaire a lui-même acquittée en vue de la retraite, ou de la portion de la cotisation unique prélevée en vue de ce service. — 2° de tout

(1) Séance du 1^{er} juin 1896. Ch. des députés.

(2) La vérification quinquennale est exigée par l'article 14 de la loi anglaise du 11 août 1875, par l'article 22 de la loi autrichienne du 16 juillet 1892, et par l'article 38 du décret portugais du 28 février 1891.

ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable, s'il en existe un ; les arrérages du fonds commun dont parle la loi, ce sont les intérêts dont il est question au paragraphe 1 de l'article 23. — 3° des autres ressources dont les statuts autorisent l'emploi en capital au profit des livrets individuels. Donc, trois sources alimentent les pensions constituées au moyen du livret individuel.

La loi reconnaît aux sociétés la faculté de décider, dans leurs statuts, si c'est à capital aliéné ou à capital réservé qu'elles apporteront une part dans ces versements.

M. Léon Say, rapporteur au Sénat en 1883, disait : « Il convient de laisser sur ce point une liberté complète aux sociétés ». Et la loi du 20 juillet 1886 a posé en principe, dans son article 5, que les versements peuvent être faits, soit à capital aliéné, soit à capital réservé.

En pesant les bienfaits de la nouvelle loi, le rapporteur disait au Sénat (1) : « Enfin, par une prescription des plus heureuses, le projet de loi laisse aux sociétés de secours mutuels la faculté d'opérer des versements provenant du fonds commun sur les livrets individuels, à capital aliéné, ou à capital réservé, suivant qu'en disposent les statuts.

» C'est là une mesure de prudence qui a bien son

(1) *J. off.*, 11 février 1898.

importance. En voici la raison : c'est que le fonds commun inaliénable a pris, dans ces derniers temps, un accroissement considérable, et il n'est pas sans inconvénient de le laisser s'accroître d'une façon indéfinie dans l'avenir.

» Ce fonds commun inaliénable n'est, en effet, obtenu que par un prélèvement sur les ressources disponibles.

» Or, les participants de nos sociétés de secours mutuels ont toutes les peines du monde, avec les modestes sacrifices qu'ils peuvent faire, à se constituer des ressources suffisantes pour les garantir complètement contre les risques qu'à prévus la société.

» Leur enlever sur leurs cotisations une certaine quantité de ressources soi-disant disponibles pour augmenter le fonds commun, c'est obliger les générations présentes à faire, en quelque sorte, la charité aux générations futures, qui, très probablement, auront des facultés d'épargne plus grandes que les générations actuelles. »

Lorsque le versement a lieu à capital aliéné, la société ne peut disposer, dans ses statuts, que cette aliénation sera complète et absolue si, dans la somme versée, entrent des subventions de l'Etat. A la mort du pensionnaire, cette portion subventionnelle sera remboursée à l'Etat.

Quant aux versements provenant de la cotisation

spéciale des sociétaires, ils peuvent, à leur choix, être faits à capital aliéné ou à capital réservé au profit de leurs ayants-droit — au profit de leur ayants-droit et non au profit de la société, c'est de toute justice.

Voici comment M. Lourties, dans son rapport au Sénat (1) appréciait ces diverses considérations : « L'article 24, dit-il, vise les pensions de retraites constituées par le livret individuel, à l'aide de la Caisse nationale des retraites, ou d'une caisse autonome. Il précise les ressources destinées à les alimenter.

» Elles émanent, tout d'abord, du sacrifice individuel du participant, soit qu'il verse une cotisation spéciale, soit qu'on opère sur sa cotisation unique un prélèvement statutaire en vue de la retraite.

» La société ajoute à ce versement, fait par l'intéressé, les arrérages du fonds commun répartis entre tous les membres. Elle peut enfin le grossir également à l'aide de différentes ressources dont elle n'aura pas fait d'autre emploi. La société sera libre, pour la part de versements qu'elle a à sa charge, de décider statutairement si la pension sera constituée à capital aliéné ou à capital réservé à son profit.

» Il en sera tout autrement en ce qui concerne les versements opérés par le participant lui-même. Aucune partie de ces cotisations ne saurait être détournée de son véritable but. Le produit ne doit, dans aucun cas,

(1) *J. off.* du 24 décembre 1897.

être placé à capital réservé au profit de la société. C'est à l'intéressé à constituer sa pension à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants-droit, si telle est sa volonté. Mais en réalité, ce dernier système est un système défectueux, car la rente à capital réservé produit seulement la restitution des sommes versées par le rentier jusqu'à son décès. En d'autres termes, le capital remboursé au décès est d'autant plus élevé que le déposant est plus âgé. Or, les besoins de la famille privée de son chef, diminuent au contraire à mesure que la femme vieillit et a moins d'années à vivre ; à mesure que les enfants grandissent et qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes.

» Il est donc plus pratique, selon nous, que le sociétaire constitue sa pension à capital aliéné, mais il est désirable que là où cela est possible, elle soit complétée par une véritable assurance au décès faite au profit de sa femme et de ses enfants mineurs.

» La Commission adopte, sans modifications, l'article 24, étant bien entendu qu'au paragraphe qui vise les versements effectués par la société sur le livret individuel, il s'agit des versements prélevés sur les ressources propres de la société ».

Une deuxième disposition étrangère à la loi des sociétés de secours mutuels et regardant la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse, termine cette étude de la constitution des retraites au moyen du

livret individuel : « Pour la liquidation des pensions de retraites constituées à capital aliéné et à jouissance immédiate par les sociétés de secours mutuels, les tarifs à la Caisse nationale des retraites seront calculés jusqu'à quatre-vingts ans ».

CHAPITRE SEPTIÈME

ALLOCATIONS

La loi a complété le système des retraites en organisant à côté et d'une façon absolument indépendante l'institution des allocations annuelles.

Les allocations annuelles sont prélevées : soit sur les arrérages du fonds commun, soit sur les autres ressources disponibles dont le quantum doit être fixé chaque année par l'assemblée générale.

Ces allocations sont annuelles et non pas viagères. La loi le dit en propres termes. Elle indique par là leur caractère de non fixité. Les allocations annuelles sont de simples recours annuels renouvelables, a dit le rapporteur, établissant par ce mot *recours* une démarcation entre elles et les retraites.

Comme pour les pensions de retraites alimentées par le fonds commun, le titulaire pouvant bénéficier des allocations annuelles doit avoir au moins cinquante ans d'âge et quinze ans de sociétariat. Cette

condition est exigée par la loi ; elle laisse aux statuts le soin de régler les autres dispositions.

La plupart du temps les statuts demanderont un âge plus avancé que celui exigé par la loi pour la jouissance de ces allocations ; plus en effet ils seront exigeants et plus la somme à répartir sera importante.

Un genre d'allocations autre que celui des allocations annuelles est encore créé par la loi dans la disposition finale de l'article 25. « Une indemnité pécuniaire fixée également chaque année en assemblée générale et prélevée sur le fonds de réserve peut-être allouée aux membres participants devenus infirmes ou incurables avant l'âge fixé par les statuts pour être admissibles à la pension viagère de retraite ».

Cette disposition offre une certaine analogie avec celle de l'article 11 de la loi du 20 juillet 1886 (1). Dans l'un et l'autre cas, il y a une exception de faveur faite par la loi pour des malheureux, l'allocation aux participants infirmes est comme l'assistance publique de la société de secours mutuels.

(1) Article 11. Dans le cas de blessures graves ou d'infirmité prématurées régulièrement constatées, conformément au décret du 27 juillet 1861, et entraînant incapacité absolue du travail, la pension peut-être liquidée même avant 50 ans, et en proportions des versements faits avant cette époque. Les portions ainsi liquidés pourront être bonifiées à l'aide d'un crédit ouvert chaque année au budget du ministre de l'Intérieur.

CHAPITRE HUITIÈME

DOTATIONS ET SUBVENTIONS

§ 1. — But

L'Etat désire ardemment prodiguer ses faveurs aux sociétés de secours mutuels; nous en avons un exemple probant dans ce taux privilégié de 4 fr. 50 pour 100, accordés aux capitaux de la caisse des dépôts et consignations, taux qui, en réalité, n'est qu'une subvention déguisée.

L'Etat, cependant, ne lui donne pas ce titre de subvention, il le réserve pour des sommes qu'il inscrit chaque année au budget du ministère de l'Intérieur, au profit des sociétés de secours mutuels.

A côté des subventions, il y a encore les dotations. L'origine du fonds de dotation date du décret du 22 janvier 1852. A cette époque une somme de dix millions fut allouée aux sociétés de secours mutuels et placée à la caisse des dépôts et consignations.

Depuis, le fonds de dotation s'est accru considérablement et au moment du vote de la loi, le revenu annuel des dotations et des subventions s'élevait à environ 2,800,000 francs.

La loi indique les buts auxquels seront employées ces sommes d'argent.

1° A encourager la formation des pensions de retraites, soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide du livret individuel. Nous le savions déjà pour le fonds commun (article 21, § 3).

2° Pour bonifier les pensions liquides à partir du 1^{er} janvier 1895, et dont le montant, y compris la subvention de l'Etat, ne sera pas supérieur à 360 francs.

3° Pour donner, en raison du nombre de leurs membres, des subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites. — Ce dernier alinéa a été ajouté sur la demande de M. Lemire qui fit remarquer que tout en faisant une loi sur les sociétés de secours mutuels, on ne semblait s'occuper que de la question des retraites et que les sociétés proprement dites semblaient exclues de toutes subventions. Il ne fallait pas que, seules, les sociétés faisant la retraite, pussent jouir des gratifications de l'Etat. Les sociétés qui n'accordent pas des pensions de retraites sont généralement les moins riches, elles ont encore plus besoin que d'autres de subventions.

On fit droit à la demande de M. Lemire, mais il

y avait là une innovation, car, jusqu'à ce moment, les dotations et subventions avaient été réservées aux fonds de retraites.

Parmi les subventions accordées aux sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites, il y a lieu de rappeler celle résultant de la disposition de l'article 20 de la loi du 20 juillet 1895. « A partir de la promulgation de la présente loi, les sommes qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 7 mai 1853 étaient placées en rentes, et celles qui étaient attribuées aux caisses d'épargne par le même article, seront prescrites à l'égard des déposants.

» Elles se sont réparties entre les caisses d'épargne, jusqu'à concurrence des deux cinquièmes, et les sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites jusqu'à concurrence des trois cinquièmes. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de la répartition entre les sociétés de secours mutuels approuvées et reconnue d'utilité publique ».

Après avoir indiqué l'emploi des arrérages des dotations et subventions pour les trois buts sus-énoncés, la loi dispose que : pour chacune de ces affectations, la répartition du crédit aura lieu dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil supérieur.

Les sociétés de secours mutuels s'étaient émues

de cette disposition du projet de loi laissant à une commission composée d'influences diverses, la répartition des subventions. Comment se ferait cette répartition ? Les sociétés avaient pris des engagements, des engagements calculés avec l'ancien barème. On avait observé pour la répartition la décision de l'article 3 du décret du 28 novembre 1853 : « Les subventions prélevées sur les intérêts de la dotation seront accordées par le ministre de l'Intérieur sur l'avis de la Commission supérieure instituée par le décret du 26 mars 1852, aux sociétés de secours mutuels approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique. Elles seront délivrées d'après les autorisations du ministre de l'Intérieur entre les mains du trésorier de chaque société dûment accrédité par le Président ».

Par l'organe de M. Ricard, les sociétés posèrent la question au ministre de l'Intérieur demandant si, sauf le cas de nécessité absolue, des modifications seraient apportées aux conditions actuelles : à savoir si les subventions continueraient à être organisées sur les bases suivantes :

1° Le quart du versement de la société ; 2° un franc par membre participant ; 3° un franc par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans sous la réserve que le maximum de la subvention ne pourrait pas dépasser trois mille francs lorsque le nombre des membres participants est égal ou inférieur à

1.000, — et mille francs si ce nombre est supérieur.

Le ministre de l'Intérieur répondit : « Je fais très volontiers la déclaration de principe que me demande l'honorable M. Ricard, sous la réserve qu'il a lui-même indiqué du droit pour le Conseil supérieur d'examiner les cas exceptionnels ». (1)

Le Conseil supérieur dont il s'agit est celui indiqué à l'article 34 de la loi et dont nous nous occuperons plus tard.

§ 2 — Cas d'épidémies ou de force majeure

Parfois il arrive qu'une société de secours mutuels est cruellement atteinte par une épidémie ou par un sinistre imprévu. Les finances se trouvent épuisées entièrement et la société, prospère quelques temps avant, menace de disparaître sans pouvoir satisfaire à ses engagements. La loi a prévu cette hypothèse et elle a édicté à cette intention une disposition spéciale : « Il sera, préalablement, à toute répartition opéré, chaque année, sur les dotations et subventions un prélèvement déterminé par le Conseil supérieur qui ne pourra dépasser 5 pour 100 de l'actif total, pour venir en aide aux sociétés de secours mutuels qui par suite d'épidémies ou de toute autre cause

(1) *J. Off.*, 5 Juin 1897, Ch. des députés.

de force majeure seraient, momentanément, hors d'état de remplir leurs engagements ».

Les demandes de subventions doivent être adressées à la préfecture, qui les transmettra au ministère de l'Intérieur.

§ 3. — Etrangers

Au début de l'étude de la loi du 1^{er} avril 1898, nous avons vu que les étrangers étaient admis, soit à faire partie des sociétés de secours mutuels, soit même à en organiser. La loi continue sa bienveillance vis-à-vis d'eux en leur accordant le droit de bénéficier, comme tout citoyen français, des avantages et des subventions du livret individuel. Cette faveur est subordonnée à la seule condition de la réciprocité de leur pays d'origine à l'égard de nos nationaux, réciprocité garantie par un traité.

Quant aux pensions constituées sur le fonds commun de retraites, il y a peu de différence faite pour leurs services entre les étrangers et les mutualistes ordinaires. La loi contient cependant cette remarque : « Les pensions allouées sur le fonds commun ne pourront être servies aux étrangers que dans le cas où ils résideront en territoire français. »

Mais nous avons dit que, sous peine de déchéance pour son droit à la pension, la présence du mutualiste

dans le rayon d'action de la société était nécessaire jusqu'au jour de l'ouverture de la retraite, pour qu'il puisse en bénéficier.

Ici, il est vrai, il y a une petite différence de plus : l'étranger doit être présent en France, non seulement jusqu'à ce jour, mais pendant toute la durée de la jouissance de sa retraite.

A contrario nous pouvons conclure que cette exigence n'existe nullement pour le titulaire du livret individuel, qui peut conserver, même à l'étranger, le bénéfice des subventions et dotations accordées par l'Etat aux mutualistes.

CHAPITRE NEUVIÈME

CAISSES AUTONOMES

Aux termes de l'article 27 de la loi, un décret portant règlement d'administration publique déterminera les conditions et les garanties exigées pour l'organisation des caisses autonomes.

Ce règlement n'est pas encore paru. (1) Il n'est donc pas possible de savoir ce que seront les caisses autonomes. Il y a cependant certains points sur lesquels le législateur s'est prononcé.

Par qui seront établies les caisses autonomes ? Nous le savons, la loi le dit, elles seront constituées par les sociétés ou par les unions.

De quoi s'occuperont-elles ? La loi répond encore :
1° Elles seront affectées au service des pensions de

(1) Le conseil supérieur, qui s'est réuni pour la première fois le 15 novembre 1899, avait à l'ordre du jour de la séance l'élaboration du règlement d'administration publique relatif à l'application de la loi mutualiste.

retraites ; 2° Elles réaliseront les assurances en cas de vie, de décès ou d'accidents.

Quant aux capitaux que ces caisses auront en dépôt, ils devront être convertis en rentes sur l'Etat, en valeurs créées ou garanties par le Trésor, en obligations des départements et des communes, du Crédit Foncier de France ou des Compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'Etat. Rien que des valeurs mobilières, on le voit.

Pour les fonds formant le compte courant disponible, il appartiendra au règlement d'administration publique de fixer quel doit être leur sort ; ou bien en autorisant les caisses autonomes à verser leurs fonds en compte-courant, à la caisse des dépôts et consignations pour y jouir de la bonification d'intérêts, ou mieux en accordant directement au compte-courant des caisses autonomes le taux de 4 fr. 50 pour 100.

« Nous pensons avec le comité technique de la ligue (1), d'accord en cela avec la pensée du législateur et avec la logique, que le second paragraphe de l'article 27 admet les caisses autonomes, de même que les sociétés de secours mutuels dont elles émanent, à bénéficier pour les fonds qui leur sont confiés par les mutualistes du taux de 4 fr. 50 pour 100 comme la caisse des dépôts et consignations, seule

(1) La Ligue nationale de prévoyance et de mutualité.

condition pour permettre aux caisses autonomes de rendre les services que le législateur attend d'elles et de diminuer l'affluence des capitaux dans la caisse de l'Etat. » (1)

L'importance que peuvent prendre ces caisses justifie le contrôle auquel les a assujetties la loi en les soumettant à la vérification de l'inspecteur des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement :

M. Lourties, rapporteur au Sénat, s'exprimait ainsi :
« Il est nécessaire que les caisses fondées par les sociétés importantes ou par les unions soient solidement organisées, car si la cause des retraites offre de sérieux avantages en mettant au service des sociétaires un organisme présentant toutes les garanties disponibles et se chargeant à leur lieu et place du service des pensions, les caisses autonomes sont appelées elles aussi à faire œuvre éminemment utile, à condition de présenter les garanties nécessaires, tout en déchargeant l'Etat d'une partie de sa responsabilité ».

Au cas où des irrégularités seraient constatées soit par l'un ou l'autre de ces agents, les articles 10 ou 30 de la présente loi pourraient être applicables aux administrateurs de la caisse autonome.

(1) Discours de M. Lourties le 4 juin 1899 à l'assemblée générale de la Ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité.

L'article 27 se termine par une disposition concernant la caisse des dépôts et consignations. La caisse des dépôts et consignations est tenue de fournir aux sociétés de secours mutuels dans les trois premiers mois de l'année, la liste des pensionnaires, qui n'ont pas touché leurs pensions viagères l'année précédente. La loi a porté remède à un inconvénient qui se présentait fréquemment et qui était une cause de perte pour les sociétés. Il arrivait que le retraité porteur de son titre de rente s'éloignait de la société et perdait tout rapport avec elle, son décès survenait et la société n'en était nullement informée, on ne pouvait produire l'acte de décès exigé par la caisse des dépôts et consignations pour retirer le capital constitutif de la pension. Ce capital demeurait alors immobilisé jusqu'à l'époque de la prescription.

Désormais cet inconvénient ne se produira plus, la caisse des dépôts et consignations étant chargée elle-même de prendre les devants en avertissant la société.

La commission supérieure de la caisse nationale des retraites, par une décision récente, a été encore plus loin.

L'acte de décès, lorsque sa production est difficile, n'est plus même exigé. Il suffit à la société, qui veut retirer le capital de la pension, de prendre l'engagement de ne pas disposer du capital ni de ses intérêts représentant cinq années de rente, jusqu'à ce qu'il se

soit écoulé plus de trente ans depuis la disparition
du pensionnaire ou cent ans depuis le jour de sa
naissance.

CHAPITRE DIXIÈME

SOCIÉTÉS RICHES. — SOCIÉTAIRES RICHES

La loi ne devait pas accorder le même concours financier aux sociétés riches et aux sociétés pauvres. Il eût été injuste que ces subventions, prélevées sur le budget public aillent enrichir des mutualités n'en ayant nul besoin.

Aussi, pour prévenir des abus, la loi a distingué trois cas :

1° La moyenne des indemnités accordées par les sociétés à leurs membres ou à quelques-uns d'entre eux, dépasse le chiffre de 5 francs par jour.

2° Les allocations annuelles ou les pensions de retraites sont supérieures à 360 francs.

3° Les sommes assurées, en cas de vie ou de décès, sont supérieures à 3,000 francs.

Dans ces trois cas, la société de secours mutuels n'a à compter sur l'Etat, ni pour la participation aux subventions, ni pour la bonification du taux d'intérêt accordée par l'article 21 de la loi, ni, enfin, pour la

remise des droits d'enregistrement et des frais de justice.

Les sociétés actuelles, auxquelles ces prescriptions sont applicables, sont peu nombreuses, il est vrai. M. Barberet fait remarquer que les sociétés menacées de passer sous un autre régime, si elles ne se conforment pas à la loi, conservent toujours l'avantage du taux de l'intérêt à 4 fr. 50 pour 100.

« L'article 21 dit que le fonds commun de retraites existant au jour de la promulgation de la loi ne peut être supprimé.

» Conséquemment, puisque ce fonds demeure en tout état de cause à la caisse des dépôts et consignations, il va de soi que le taux de 4 fr. 50 pour 100 doit lui être continué. D'abord, en vertu du principe de la non rétroactivité, ensuite, aux termes mêmes de la loi.

Nous ne savons pas jusqu'à quel point les sociétés clairsemées qui accordent plus de 360 francs de rente à leurs pensionnaires, ne pourraient maintenir le surplus sous forme d'assurances au décès et sur la vie (1). »

Les restrictions que nous venons de signaler sont contenues dans le premier paragraphe de l'article 28. Dans le second, se trouve une disposition insérée au dernier moment par le Sénat, et votée par la Chambre

(1) J. Barberet, op. cit. pg. 268.

pour ne pas retarder de nouveau la promulgation de la loi. Mais aussitôt parue, cette disposition a soulevé de vives réclamations de la part de tous les mutualistes. Pour ne citer qu'un exemple : Au congrès de Reims, tenu en août 1898, onze vœux ont demandé la suppression de cette seconde partie de l'article.

Voyons quelle elle est : « Les sociétaires qui s'affilieraient à plusieurs sociétés, en vue de constituer une pension supérieure à 360 francs, ou des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3,000 francs, seront exclus des sociétés de secours mutuels dont ils font partie, sous peine, par la société, de perdre les avantages concédés par la présente loi.

Tant à l'égard du sociétaire qu'à l'égard de la société, cette disposition est critiquable.

A l'égard du sociétaire. — Il n'est pas permis à celui-ci d'obtenir une pension supérieure à 360 francs en s'affiliant à plusieurs sociétés de secours mutuels. Pourquoi cela ? La loi a craint de voir des individus, dans le but unique de la spéculation, s'affilier à plusieurs sociétés de secours mutuels pour jouir des avantages privilégiés qui leur ont été concédés par la loi. Cette crainte semble chimérique, car il est bien à croire qu'il n'y aura pas de nombreux spéculateurs à immobiliser leur capitaux pour ce résultat assez modeste pendant les longues années qui précèdent la retraite.

Le but que se proposait le législateur n'est donc

pas atteint, et il obtient un effet bien différent : il empêche le mutualiste économe d'augmenter le chiffre insuffisant de 360 francs de pension, et, si par hasard le mutualiste l'a trompé en dépassant ce chiffre, il lui supprime impitoyablement le fruit de ses économies.

A l'égard de la société. — La situation est encore plus pénible. La société s'expose à voir son approbation retirée, si elle possède un membre affilié à plusieurs sociétés de secours mutuels. Elle doit l'exclure.

D'autre part, il peut arriver que les finances de la société prospèrent, et que les chiffres servis par elle dépassent le maximum de 360 francs, et de 3.000 francs. Le directeur de l'enregistrement, dans l'instruction des domaines et du timbre du 25 juin 1898, a répondu à ces objections : « Les agents qui auront acquis au moyen d'actes ou de pièces régulièrement parvenu à leur connaissance la preuve que des membres de sociétés de secours mutuels approuvées se sont affiliés à plusieurs sociétés pour se constituer soit une pension supérieure à 360 francs, soit des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3.000 francs, devront en informer leur directeur, qui s'empressera de porter le fait à la connaissance du préfet, afin que l'autorité compétente puisse inviter les sociétés à prononcer l'exclusion de ces sociétaires. Ce n'est que dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie

d'effet que les sociétés cesseraient, dans la mesure ci-dessus indiquée, de jouir des immunités fiscales que la loi leur confère.

» Il importe d'observer à ce sujet que le dernier paragraphe de l'article 28 de la loi n'attache aucune sanction à l'affiliation d'un sociétaire à plusieurs sociétés, qu'autant que le sociétaire y recourt en vue de constituer une pension de plus de 360 francs ou un capital de plus de 3.000 francs. — Quand cette intention n'existe pas, la disposition précitée est sans application. Elle ne régit donc pas notamment le cas d'un sociétaire appelé à jouir d'une pension supérieure au chiffre sus-indiqué sans l'avoir cherché uniquement parceque les ressources des sociétés, dont il est membre, se sont accrues depuis qu'il en fait partie ».

Quant aux sociétaires, leur situation n'est pas changée, des vœux ont été émis pour que la faculté de porter jusqu'à 600 francs le chiffre de pension, en s'affiliant à plusieurs sociétés, leur soit accordée.

CHAPITRE ONZIÈME

SURVEILLANCE DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES

Comme les sociétés libres, les sociétés approuvées sont tenues de fournir, dans les trois premiers mois de chaque année, une statistique de leur effectif, de signaler le nombre et la nature des cas de maladie qui se produisent parmi leurs membres.

Indépendamment de cette obligation, commune à toutes les sociétés, elles en ont une autre spéciale : celle d'adresser au ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire du préfet, le compte rendu de leur situation morale et financière. Ce n'est qu'une répétition de l'article 20 du décret du 26 mars 1852.

Le préfet, ici comme lorsqu'il s'agit d'une dissolution de la société, est investi formellement d'un pouvoir de contrôle sur la gestion de la société. Les sociétés approuvées sont tenues de lui communiquer leurs livrets, leurs registres, leurs cahiers de procès-verbaux, leurs pièces comptables de toute nature, à lui, préfet, ou au sous-préfet, ou à leur délégué. Le

préfet peut même ordonner, si c'est nécessaire, par un arrêté, le déplacement de ces différentes pièces.

L'article 6 du décret du 14 juin 1851 avait, le premier, mis cette obligation à la charge des sociétés de secours mutuels. Et l'article 15 du décret du 26 mars 1852 donnait au préfet le droit de prononcer la dissolution de la société.

Dans la loi de 1898, la dissolution, nous l'avons vu, est prononcée par le tribunal civil de l'arrondissement ; mais, si le préfet n'a plus le pouvoir de dissolution, il peut, au cas où la communication des écritures de la société lui serait refusée, traduire les administrateurs et directeurs de la société devant les tribunaux correctionnels et les faire condamner à une amende de seize à cinq cents francs.

Cette peine est la même que celle appliquée dans l'article 10 *in fine*, aux administrateurs et directeurs ayant fait de fausses déclarations. Il y a, en effet, une certaine analogie entre les deux situations. On est autorisé à croire à quelques fraudes de la part de ceux qui refusent obstinément les communications prescrites par la loi.

CHAPITRE DOUZIÈME

RETRAIT D'APPROBATION

L'approbation est une faveur accordée aux sociétés de secours mutuels. Il est tout naturel que si les sociétés viennent à démériter, cette faveur leur soit retranchée.

Les sociétés démériteraient en n'exécutant pas leurs statuts ; en violant la loi.

En n'exécutant pas leurs statuts. Nous avons dit au commencement de ce titre que la non conformité des statuts avec les dispositions de la loi était une cause de non approbation. Si la société a des statuts en règle, mais si elle ne les observe pas, il est facile de comprendre que l'approbation lui soit retirée.

En violant la loi. Non seulement dans des cas comme celui spécifié dans l'article 28 *in fine* et que nous indiquions tout-à-l'heure, mais continuellement en ne se conformant pas à ses dispositions.

L'approbation est alors retirée par un décret rendu en Conseil d'Etat sur la proposition motivée du

ministre de l'Intérieur et après avoir pris l'avis de la commission supérieure.

La loi dit : « Sur la proposition motivée du ministre de l'Intérieur ». C'est lui qui, par un arrêté, a accordé l'approbation, ce sera à lui de prendre l'initiative du retrait d'approbation. Il remplira près du Conseil d'Etat un rôle analogue à celui d'un ministère public.

Comme pour le refus d'approbation, le retrait d'approbation est susceptible d'un recours devant le Conseil d'Etat. Ce recours étant dispensé de tout droit et pouvant être formé sans ministère d'avocat.

Les sociétés auxquelles l'approbation aura été retirée seront réduites aux mêmes conditions que les sociétés libres.

CHAPITRE TREIZIÈME

DISSOLUTION

Comme pour les sociétés libres, deux sortes de dissolutions : la dissolution volontaire votée en assemblée générale et la dissolution judiciaire prononcée par les tribunaux.

Dans un cas comme dans l'autre la liquidation a lieu sous la surveillance du préfet. Le rôle du préfet, nous en avons fait la remarque, n'est plus aussi prépondérant qu'en 1852 où il devait approuver la dissolution.

Une fois la dissolution prononcée, on procède par ordre à la liquidation : 1° les tiers créanciers ; 2° les sociétaires ; 3° les donateurs.

L'actif comprend l'avoir de la société et le fonds commun de retraites inaliénable déposé à la caisse des dépôts et consignations.

En premier lieu viennent les tiers qui ont traité avec la société. Il est de toute justice qu'ils soient comme privilégiés.

Secondement les sociétaires qui comme membres participants versant leurs cotisations sont créanciers vis-à-vis de la société d'engagements tels que des pensions viagères, des assurances en cas de vie, en cas de décès, ou en cas d'accidents : « On peut regretter, dit M. Pérullaz, que les membres participants créanciers éventuels de la société soient sacrifiés, alors que leurs cotisations ont contribué à grossir le fonds de retraite déposé à la caisse des dépôts et consignations, mais un pareil sacrifice est presque nécessaire. Il serait bien difficile en effet d'évaluer exactement les droits de chaque sociétaire, le législateur croit ne devoir tenir compte que des droits acquis. Peut-on l'en blâmer ? »

« Avec le système du livret individuel l'inconvénient que nous signalons ne se présenterait pas ».

Troisièmement les donateurs qui ont fait des gratifications à titre inaliénable à la société reprennent leur bien, la loi les divise en trois classes : 1° l'Etat. Il a droit à une somme représentant les secours et subventions qu'il a accordés depuis l'origine de la société. Cette somme doit être versée au fonds de dotation des sociétés de secours mutuels. 2° Les départements et les communes. Ils ont les mêmes droits que l'Etat, mais leurs reprises, au lieu d'aller au fonds de dotation, font retour à leurs caisses. 3° Les donateurs et les testateurs. S'ils ont prévu le cas de la liquidation de la société et fixé un emploi des fonds, on se rend à

leur désir ; si non l'argent est versé au fonds de dotation.

Au cas où il n'y aurait pas suffisamment d'actif pour le plein des prélèvements prévus à ce troisièmement, ils auront lieu au marc le franc. Au cas contraire, le surplus de l'actif est réparti entre les sociétaires actuels ne jouissant pas d'une pension ou d'une indemnité annuelle au prorata de leurs versements respectifs, sans toutefois que cette somme puisse dépasser leur contribution personnelle.

Le reliquat sera attribué au fonds de dotation. Par cette disposition finale, la loi coupe court à toute tentative de spéculation de la part des sociétaires, qui alors qu'ils seraient en petit nombre, provoqueraient la dissolution de la société pour se partager l'avoir social et réaliser un bénéfice sur l'épargne des générations précédentes.

TITRE QUATRIÈME

TITRE QUATRIÈME

DES SOCIÉTÉS RECONNUES COMME ÉTABLISSEMENTS

D'UTILITÉ PUBLIQUE

La troisième division des sociétés de secours mutuels comprend les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Leur fondation est antérieure à celle des sociétés approuvées. Elle remonte à la loi du 15 juillet 1850.

Leur organisation, qui avait été établie par cette loi, par le règlement d'administration publique du 14 juin 1851, par la circulaire ministérielle du 6 septembre 1851, et modifiée légèrement par le décret du 26 mars 1852, a été maintenue presque intégralement par la nouvelle loi.

Comme par le passé les sociétés de secours mutuels sont reconnues comme établissements d'utilité publique par un décret rendu dans la forme d'un règlement d'administration publique. A cette intention il leur faut adresser une demande au ministre de l'Intérieur par l'intermédiaire du préfet, et y joindre les pièces suivantes :

- 1° Un état nominatif des adhérents.
- 2° Trois exemplaires des statuts.
- 3° Trois exemplaires du règlement intérieur.

Il n'y a là rien de bien nouveau dans les formalités concernant les pièces à fournir. A part les exemplaires du règlement intérieur, les autres sont déjà exigées pour toutes les sociétés (article 4). Par règlement intérieur il faut entendre certaines dispositions d'ordre secondaire qui ne figurent pas aux statuts.

Les sociétés ainsi reconnues, jouiront de tous les avantages accordés aux sociétés libres et aux sociétés approuvées, et de plus elles auront encore certains droits. Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique sont donc les sociétés aux prérogatives les plus complètes, mais en revanche, ce sont celles soumises à la surveillance la plus étroite et à la direction la plus rigide.

Ces droits nouveaux sont les facultés de posséder, d'acquérir, de vendre et d'échanger des immeubles en se conformant aux prescriptions du décret de déclaration d'utilité publique. Au moins, en principe, il n'y

a pas de limites comme il en existe pour les sociétés approuvées.

Pour la dissolution des sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, la loi décide qu'elles seront soumises aux obligations de l'article 11, article qui, comme nous l'avons vu, règle la dissolution volontaire, et la dissolution judiciaire des sociétés. — Nous nous bornons à y renvoyer.

Une innovation de la loi du 1^{er} avril 1898 concernant ce titre consiste à ne pas s'occuper seulement des sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique, mais aussi des unions de sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique. Elle les assimile et les traite de la même façon : tout ce que nous venons de dire concernant les sociétés s'appliquera donc aux unions.

TITRE CINQUIÈME

TITRE CINQUIÈME

CONSEIL SUPÉRIEUR. — RAPPORTS ANNUELS

TABLES STATISTIQUES

CHAPITRE PREMIER

CONSEIL SUPÉRIEUR

§ 1. — Conseil supérieur

Le législateur s'est préoccupé de consolider l'œuvre qu'il avait faite en promulguant la loi sur les sociétés de secours mutuels. Il a voulu lui donner un appui, et, dans ce but, il a établi le conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

D'un autre côté, comme déjà nous en avons fait la remarque, les sociétés de secours mutuels, bien qu'elles aient, dès à présent, fait un grand pas en avant depuis leur naissance, sont loin d'avoir atteint la perfection. Elles sont même toujours dans la

période de formation ; le conseil supérieur leur sera un précieux auxiliaire pour les encourager et leur indiquer la marche à suivre.

Les rapports annuels, les statistiques aideront, elles aussi, à parachever l'œuvre de la mutualité de cette science expérimentale.

Déjà, le décret du 26 mars 1852 avait établi un conseil supérieur chargé d'encourager et de surveiller les sociétés de secours mutuels. Il avait aussi pour mission de préparer les instructions et les règlements nécessaires à l'application du décret.

Ce conseil était composé de dix membres nommés par le Président de la République.

La loi du 1^{er} avril 1898 renouvelle ce conseil et accroît le nombre de ses membres en le portant à trente-six. La nomination au conseil n'est plus la même. Voici ce que dit la loi : « Ce conseil est composé de trente-six membres, savoir : — Deux sénateurs élus par leurs collègues. — Deux députés élus par leurs collègues. — Deux conseillers d'Etat élus par leurs collègues. — Un délégué du ministre de l'Intérieur. — Un délégué du ministre de l'Agriculture. — Un délégué du ministre du Commerce. — Un membre de l'Académie des Sciences morales et politiques désigné par l'Académie. — Un membre du Conseil supérieur du travail nommé par ses collègues. — Deux membres agrégés de l'Institut des actuaires français désignés par le ministre de l'Intérieur. —

Le directeur-général de la comptabilité au ministère des Finances. — Le directeur du mouvement général des fonds au même ministère. — Le directeur-général de la caisse des dépôts et consignations. — Un membre de l'Académie de Médecine désigné par l'Académie. — Un représentant des syndicats médicaux désigné par les délégués de ces syndicats dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique (1). — Dix-huit représentants des sociétés de secours mutuels dont six appartenant aux sociétés libres » et douze aux sociétés approuvées.

La loi dit que les représentants des sociétés libres seront élus par les délégués des sociétés de secours mutuels, dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique (2). Quant aux sociétés approuvées, un règlement d'administration publique (3) classera les départements en groupe, contenant un nombre à peu près égal de mutualistes. Ces groupes nommeront un collègue chargé à son tour de désigner les douze représentants.

(1) *Décret du 13 juin 1899*, concernant l'élection du représentant des syndicats médicaux au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. — Sirey, 1900, I. 949.

(2) et (3) *Décret du 2 mai 1899*, portant règlement d'administration publique sur l'élection des représentants des sociétés de secours mutuels au conseil supérieur, institué par la loi du 1^{er} avril 1898.

Art. 1^{er}. — Les représentants au conseil supérieur des sociétés de secours mutuels doivent être français, âgés de 30 ans au moins, non

Une proposition avait été faite par un député, M. Gauthier de Clagny, pour établir un conseil départemental intermédiaire entre les sociétés et le conseil supérieur.

Voici quel était son projet : « Il sera créé, dans chaque département, un conseil départemental de la mutualité. Ce conseil sera composé : 1° du préfet ; 2° de membres du conseil général élus par l'assemblée départementale, à raison de un par arrondissement ; 3° de conseillers d'arrondissement élus par leurs collègues, à raison de un par conseil d'arrondissement ; 4° de délégués des sociétés de secours

déchus de leurs droits civils et civiques. Les femmes mariées doivent être pourvues des autorisations de droit commun. Ils doivent, en outre, avoir été pendant 5 ans au moins, membres du conseil d'administration d'une société de secours mutuels.

Art. 2. — Les collèges appelés à élire les 12 représentants des sociétés approuvées, sont constitués ainsi qu'il suit : (Suit cette répartition).

Art. 3. — Les collèges appelés à élire les 6 représentants des sociétés libres sont constitués ainsi qu'il suit : (Suit cette répartition),

Art. 4. — Le nombre des délégués, membres du collège électoral est calculé sur le chiffre total des membres honoraires et participants des sociétés et dans les proportions suivantes : Jusqu'à 100 membres, 1 délégué ; de 101 à 300 membres, 2 délégués ; de 301 à 600 membres, 3 délégués ; de 601 à 1000 membres, 4 délégués ; de 1 001 à 2 000, 5 délégués. Au-dessus de 2,000 membres, le nombre de 5 délégués est augmenté de 1 par 2,000.

Art. 5. — Les délégués sont désignés par le conseil d'administration de la société.

Art. 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, s'occupent des élections du représentant au conseil supérieur. Voir Sirey, 1900, 1, 949.

mutuels élus dans chaque département par les membres des sociétés de mutualité, à raison de trois par arrondissement. Le conseil départemental de la mutualité est chargé de provoquer les mesures nécessaires à la création de société mutuelles nouvelles, à la formation d'unions entre les sociétés et au développement de l'idée mutualiste ».

Ce projet ne fut pas adopté. En limitant au département le champ d'action de la société, il eut peut-être créé des rivalités entre départements et eut été contraire à l'esprit de liberté de la loi qui n'assigne pas un territoire spécial à chaque société de secours mutuels.

La loi donne encore d'autres explications sur l'organisation du conseil supérieur : « Tous les membres sont nommés pour quatre ans, leurs pouvoirs sont renouvelables ; leurs fonctions sont gratuites. Le ministre de l'Intérieur est président de droit du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Le conseil choisit parmi ses membres ses deux vice-présidents et son secrétaire. Il est convoqué par le ministre compétent au moins une fois tous les six mois et toutes les fois que cela lui paraîtra nécessaire ».

« Il reçoit communication des états statistiques et des compte-rendus de la situation financière fournie par les sociétés de secours mutuels, ainsi que des inventaires au moins quinquennaux et des autres

documents fournis par les sociétés de secours mutuels en exécution des articles 8, 23 et 29 ci-dessus. — Il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des sociétés de secours mutuels et notamment sur le mode de répartition des subventions et secours qui seront attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels ».

L'établissement du conseil supérieur nous semble une mesure très heureuse et parfaitement justifiée, par la grande liberté accordée par la loi nouvelle aux sociétés de secours mutuels.

§ 2. — Section permanente

Le conseil supérieur, venons nous de dire, est convoqué au moins une fois tous les six mois, il ne siège donc pas d'une façon continue et même ses réunions sont assez distantes; aussi le législateur a jugé bon de lui adjoindre, comme il l'a fait dans un autre ordre d'idées pour les conseils généraux, une section permanente.

Cette section permanente, composée de sept membres désignés par le ministre et choisis trois parmi les fonctionnaires et quatre parmi les représentants

élus, étudie les questions qui lui sont soumises, soit par le ministre de l'Intérieur, soit par le conseil supérieur et elle donne son avis.

La section permanente n'existait pas sous le régime du décret du 26 mars 1852, ou plutôt la commission supérieure créée par ce décret n'était autre que notre commission permanente, car elle était peu nombreuse et il n'y avait pas d'époque fixée par le décret pour la durée de ses réunions.

CHAPITRE SECOND

RAPPORTS ANNUELS

Chaque année le ministre de l'Intérieur doit soumettre un rapport au Président de la République sur les opérations des sociétés de secours mutuels et du conseil supérieur. Ce rapport doit être présenté au Parlement. Par cette disposition, le législateur montre, encore une fois, tout l'intérêt qu'il porte à la mutualité. Non seulement il a réglementé minutieusement les sociétés de secours mutuels, non seulement il a établi un conseil supérieur pour les surveiller, mais, de plus, il veut encore savoir ce qu'elles font, ce qu'elles deviennent.

CHAPITRE TROISIÈME

TABLES STATISTIQUES

La loi sur les sociétés de secours mutuels se termine par une promesse du législateur : d'ici deux ans, les ministres de l'Intérieur et du Commerce feront établir des tables de mortalité et de malidité, applicables aux sociétés de secours mutuels.

Il y a bientôt un demi-siècle, le 26 mars 1852, le législateur avait fait la même promesse et l'on a vainement attendu. Cette fois encore, hélas, nous voyons bien que les bonnes intentions n'ont pas suffi ; deux ans sont passés à l'heure où nous écrivons ces lignes, depuis la promulgation de la loi du 1^{er} avril 1898, et les fameuses tables n'ont pas encore fait leur apparition.

Elles ont pourtant une grande importance, et l'Etat, qui n'hésite pas à accorder de larges subventions aux sociétés de secours mutuels, doit comprendre que, fournir aux sociétés des règles précises pour leur comptabilité et pour l'établissement de leur bilan,

serait leur rendre un service encore beaucoup plus efficace.

Malheureusement, la confection de ces tables rencontre beaucoup de difficultés ; déjà, des essais nombreux avaient été tentés avant la prescription de la loi de 1898, mais la difficulté est d'avoir des données justes pour établir la base.

En France, comme tables de mortalité, signalons : la table la plus ancienne, celle de Deparcieux, datant de 1746, et qui, cependant, a encore été utilisée le 20 juillet 1886, par la loi relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. — La table de Duvillard, de 1806. — La table de Montferrand, de 1838, etc...

Comme table de malidité, il faut noter : la table de Mourgue, de 1809, la table de Debouteiller, de 1844, la table de G. Hubbard, de 1852. Cette dernière est ce que la mutualité française a encore de plus récent. M. Hubbard avait fait appel aux sociétés de secours mutuels existantes pour lui fournir les données nécessaires. Mais, sur 150 sociétés consultées, 25 répondirent et 3 seulement d'une manière complète. Le calcul de probabilité que fit M. Hubbard, en établissant la table de morbidité, manquait de généralité, il n'était pas fait sur une assez grande échelle.

Depuis, M. Prosper de Laffitte a aussi révisé cette table.

Nous ne parlerons pas des tables statistiques à

l'étranger ; pas plus qu'en France, elles n'ont atteint le degré de perfection désiré. Notons seulement qu'en Angleterre les Friendl'y societies ont fait de grands efforts et de nombreux travaux pour y arriver. (1)

Table de Carlisle, 1815. — Table de Neison, 1846. — Table d'Oli-
phand, 1820. — Table de Finlaison, 1827. — Table d'Answell,
1835. — Table de Tidd-Pratt, 1860, etc...

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

CHAPITRE PREMIER

DÉLAI DE DEUX ANS

La loi a accordé un délai de deux ans aux sociétés autorisées et aux sociétés approuvées pour se conformer à ses prescriptions. Aucune sanction de nature fiscale n'est prononcée contre les sociétés autorisées qui n'auront pas rempli les formalités demandées, c'est-à-dire déposé leurs statuts à la préfecture ou à la sous-préfecture. Ces sociétés, si la dissolution n'est pas prononcée, continueront, par conséquent, à jouir des exemptions d'impôt dont les sociétés libres sont appelées à bénéficier.

Quant aux sociétés approuvées qui n'auront pas demandé ou obtenu une nouvelle approbation, le

bénéfice de l'approbation accordée jadis leur sera retiré, et elles deviendront des sociétés libres suivant la disposition de l'article 30 de la loi. Elles pourront ainsi se voir appliquer la sanction de l'article 10 : « Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les administrateurs et directeurs, d'une amende de 1 à 15 francs inclusivement. Si une société est détournée de son but de société de secours mutuels et si, trois mois après un avertissement donné par arrêté du préfet du département, cette société persiste à ne pas se conformer aux prescriptions de la présente loi ou aux dispositions de ses statuts la dissolution pourra être prononcée par le tribunal civil de l'arrondissement ».

Bien que devenues sociétés libres, elles auront, dans ce cas, l'obligation de placer leur fonds commun en valeurs nominatives indiquées à l'article 20 de la loi (rentes sur l'Etat, bons du Trésor, valeurs créées ou garanties par l'Etat, obligations du département, des communes, du Crédit Foncier de France ou des compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'Etat), et de déposer leurs titres à la caisse des dépôts et consignations.

Ces obligations existent, nous le voyons, comme si ces sociétés bénéficiaient de l'approbation. Cela tient à ce que fait la fortune de ces sociétés ne vient pas seulement de leurs cotisations. L'Etat y a contribué pour une large part avec ses subventions. La société

devenant libre n'avait plus régulièrement à subir le contrôle de l'Etat. Dès lors, l'Etat avait le droit de l'obliger à mettre en sûreté l'actif social.

Au moment du vote de la loi, ce délai de deux ans accordé aux sociétés, pour se conformer aux nouvelles prescriptions, a été critiqué. M. Roch, député, a reproché au législateur de donner à la loi un effet rétroactif, de porter atteinte à des droits acquis.

Citant l'opinion de juriseconsultes et de M. Laurent : « Les droits qui résultent d'un contrat entrent dans notre patrimoine, ni le législateur, ni le juge ne peuvent nous en dépouiller. » Il a conclu que la nécessité, pour le législateur, de respecter les droits étaient ici d'autant plus obligatoire que l'Etat avait déjà donné sa sanction aux statuts des sociétés de secours mutuels, puisqu'il les avait autorisées ou approuvées ; qu'il avait été partie au contrat. M. Roch justifiait aussi son raisonnement par les deux exceptions faites par le législateur, exceptions dont nous allons parler.

Le rapporteur de la loi répondit : « Il y a deux sortes de sociétés, les sociétés libres et les sociétés approuvées. Les sociétés que nous qualifions de libres, sont celles qui vivent actuellement sous l'autorisation ministérielle et qui n'ont, comme le reconnaît notre honorable collègue, qu'une existence tout à fait précaire.

« De par la loi, nous leur donnons le droit absolu

d'exister à la seule condition de se conformer aux dispositions très simples que vous avez votées. Pourquoi voulez-vous que ces sociétés soient dispensées d'exécuter la loi ? qu'est-ce que la liberté ? C'est le droit de faire tout ce que la loi permet ; parce que nous déclarons que ces sociétés seront libres à l'avenir, il ne peut pas s'en suivre qu'elles ne seront réglées par aucune loi (1).

Pour les sociétés approuvées le rapporteur de la loi montra que le nouveau régime leur était beaucoup plus favorable et facile que les précédents, et que par conséquent, rien ne pouvait justifier une hésitation de leur part.

La loi, avons-nous dit, a fait deux exceptions : 1^o Elle dispense d'une nouvelle approbation les sociétés qui font exclusivement l'assurance contre la maladie ; 2^o elle dispose, que le ministre de l'Intérieur après avis du Conseil supérieur, déterminera dans quelle mesure, il pourra être fait exception pour le passé aux prescriptions de l'article 2, en faveur des sociétés de secours mutuels qui, établies en vue de l'assurance contre la maladie, auront accordé certains avantages à ceux de leurs membres entrés dans la société à un âge relativement avancé et n'ayant pu arriver à la liquidation de leur pension en satisfaisant aux conditions normales de stage.

(1) *J. off.*, 5 juin 1897, Ch. des députés.

° Pour la première exception : « Nous décidons, a dit le rapporteur de la loi, que les sociétés approuvées n'auront pas à demander une nouvelle approbation. Pourquoi ? Parce que ces sociétés vivent au jour le jour, et que si elles n'ont pas les ressources que la loi juge nécessaires à leur fonctionnement, elles seront immédiatement arrêtées dans leur marche. Il n'y a donc aucun inconvénient en ce qui les concerne à dire qu'elles n'auront pas d'approbation nouvelle à demander (1).

Quant à la deuxième exception, il s'agissait de cas spéciaux. C'est sur les réclamations de certaines sociétés dont nous avons déjà parlé en étudiant l'article 2 de la loi qu'elle a été faite. Ces sociétés ne font pas en effet de retraites proprement dites.

On avait ajouté à l'article 37 un dernier paragraphe concernant quelques sociétés comme les Prévoyants de l'Avenir, le Grain de Blé, etc. Ce paragraphe a été écarté comme traitant de sociétés n'étant pas de véritables sociétés de secours mutuels, puisqu'elles promettent à leurs membres une part des revenus du capital social. Nous avons déjà traité cette question à l'article 2 et nous avons montré que pareille disposition eut été contradictoire avec la loi elle-même.

(1) *J. off.*, 5 juin 1897.

CHAPITRE SECOND

LA LOI SUR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET LA
LOI SUR LES CAISSES DE SECOURS DES OUVRIERS
MINEURS.

L'article 20 de la loi du 29 juin 1894 disposait que les sociétés d'ouvriers mineurs bénéficieraient des lois sur les sociétés de secours mutuels et seraient soumises aux obligations découlant de ces lois. L'article 38 de la loi nouvelle limite ce droit aux bénéfices des articles 13, 18, 19 et 21 de la loi du 1^{er} avril, c'est-à-dire au droit d'ester en justice, et d'obtenir l'assistance judiciaire, au droit d'être fourni des locaux nécessaires et des livrets de comptabilité par la commune, à l'exception des droits de timbre et d'enregistrement et enfin à la faculté de faire des versements à la Caisse des dépôts et consignations en compte courant. L'article 21 ne s'applique pas en ce qui concerne le fonds commun.

CHAPITRE TROISIÈME

PORT DES MÉDAILLES DES SOCIÉTÉS

DE SECOURS MUTUELS

Dans ses dispositions générales le décret loi du 26 mars 1852, avait chargé la commission supérieure de proposer des mentions honorables, des médailles d'honneur, et d'autres distinctions honorifiques, en faveur des membres honoraires ou participants les plus dignes.

Le 27 mars 1898 un décret autorisait le port des médailles aux lieux et aux temps des réunions des sociétés de secours mutuels.

Le législateur du 1^{er} avril 1898 a abrogé ce décret pour se montrer encore plus libéral. Il a autorisé le port public de ces récompenses et, le 22 mars 1899, après une délibération de la commission parlementaire d'assurance et de prévoyance sociale de la Chambre des Députés, le ministre de l'Intérieur a

rendu un arrêté pour distinguer les différentes médailles par un signe apparent.

Le port du ruban sans la médaille avait été décidé par une délibération de la susdite commission, du 15 novembre 1899.

CHAPITRE QUATRIÈME

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS DANS LES

SYNDICATS PROFESSIONNELS

L'article 6 de la loi du 21 mars 1884, relatif à la création des syndicats professionnels, contenait une disposition ainsi conçue : « Ils (les syndicats professionnels) pourront sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites ».

Les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats professionnels se trouvaient donc dispensées de toute autorisation.

La loi sur les sociétés de secours mutuels est plus exigeante, elle veut que les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs adhérents, se conforment aux pres-

criptions de la loi du 1^{er} avril 1898, s'ils veulent bénéficier de ses avantages.

Désormais il faudra donc que les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats obtiennent l'autorisation.

Ici, comme tout à l'heure, lorsque nous étudions la disposition de l'article 37 obligeant les sociétés déjà existantes à mettre leurs statuts en rapport avec la loi nouvelle, la loi a un effet rétroactif.

On a voulu protester contre cette obligation qui allait imposer aux syndicats constitués légalement ayant établi une société de secours mutuels d'après les termes du décret-loi de 1852 ou de 1856 comme un troisième état civil. Mais le rapporteur de la loi défendant le texte de la commission répondit : « Les raisons qui ont déterminé le rejet de l'amendement de M. Roch pour les sociétés de secours mutuels doivent vous déterminer à le rejeter en ce qui concerne les syndicats. Que dit l'article 40 ? Il dit en substance que lorsque les syndicats professionnels voudront, dans leur sein, créer des sociétés de secours mutuels, ils se conformeront à la loi. La loi ce sont les quarante articles que vous avez votés. Dans le passé lorsque les syndicats professionnels voulaient créer une société de secours mutuels, ils étaient obligés d'une part de demander l'approbation et ensuite de se soumettre au contrôle incessant du ministère de l'Intérieur.

» Nous supprimons complètement cette tutelle et ce contrôle ; la tutelle sera remplacée par l'obligation de l'observation de la loi. Et vous voulez que, supprimant la tutelle, nous supprimions encore les articles ? Mais alors ce serait l'état primitif. Evidemment : qu'est-ce que la liberté. C'est le droit de faire tout ce que la loi permet en se conformant à ses prescriptions. Messieurs, je vous adjure de penser un peu aux braves gens, aux sociétaires dont le patrimoine devra être administré. Vous avez institué des règles pour éviter les dilapidations, pour protéger l'actif social ; vous avez déterminé dans quelles conditions s'administreraient ces sociétés. Et on vient vous dire point de tutelles, point de règles, car c'est le sens de l'amendement. Eh bien ! nous disons nous : les syndicats professionnels, tout comme les sociétés de secours mutuels pourront constituer des sociétés mais dans les conditions déterminées par la loi, et nous supprimons la tutelle administrative ».

CHAPITRE CINQUIÈME

LOIS ABROGÉES

Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées. Cette clause, qui se trouve insérée dans le texte des lois qui viennent de modifier ou de changer une réglementation déjà existante, est la clause finale de la nouvelle loi.

Au contraire on doit conclure que tout ce qui n'est pas prévu par la loi nouvelle sera réglé comme par le passé. Le décret-loi du 26 mars 1852, les décrets du 26 avril 1856 et du 18 juin 1864, la loi du 11 juillet 1868 relative aux assurances collectives, les décrets du 13 août 1897 et du 28 novembre 1890 sur le même objet, conservent donc leur plein effet pour tout ce qui n'est pas en contradiction avec la loi nouvelle (1).

(1) Circulaire du ministre de l'Intérieur du 29 juillet 1899.

CONCLUSION

CONCLUSION

Nous avons signalé, au cours de cette étude, les avantages offerts par la nouvelle loi sur les sociétés de secours mutuels : l'existence légale des sociétés libres, une plus grande indépendance accordée aux sociétés approuvées, un concours plus important de la part de l'Etat, le droit de créer des unions, l'élargissement du cadre de la mutualité. En un mot, le législateur a manifesté le désir de paraître libéral et il a fait de réels efforts pour atteindre ce but.

Est-il arrivé à la perfection ? Non, nous l'avons dit, et tous les mutualistes sont d'accord avec nous pour le reconnaître. Peut-être même, pendant la longue période où nous avons attendu le vote du projet de loi, avons-nous eu parfois un texte plus satisfaisant que celui voté définitivement.

La pratique, l'expérience et l'étude révéleront au législateur de l'avenir, les perfectionnements à apporter.

C'est la pensée qui inspirait le rapporteur de la loi au Sénat, M. Lourties, lorsqu'au lendemain du vote de la loi nouvelle sur la mutualité il s'exprimait ainsi :

« L'Etat, les pouvoirs publics, nous ont donné ce que nous leur demandions, la législation libérale si impatiemment attendue depuis une quinzaine d'années par le monde mutualiste. Elle n'est pas parfaite, je suis le premier à le reconnaître, moi qui en ai été le rapporteur au Sénat. Rien n'est parfait en ce monde, mais elle n'en constitue pas moins un progrès considérable par rapport à la législation antérieure.

» D'ailleurs, comme toutes les lois d'intérêt social, c'est une loi d'expérience; l'avenir seul nous dira pour elle, comme pour toutes les lois qui ne peuvent être solidement construites qu'après avoir subi les longues épreuves de la science expérimentale, quelles sont les améliorations qu'elle comporte (1) ».

(1) Discours prononcé par M. Lourties, président à la neuvième assemblée générale de la Ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité.

LOI

SUR LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

(1^{er} Avril 1898)

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES LES SOCIÉTÉS

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

ART. 2. — Ne sont pas considérées comme sociétés de

secours mutuels les associations qui, tout en organisant, sous un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, créent, au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres, des avantages particuliers. Les sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

ART. 3. — Les sociétés de secours mutuels peuvent se composer de membres participants et de membres honoraires ; les membres honoraires payent la cotisation fixée ou font des dons à l'association sans prendre part aux bénéfices attribués aux membres participants, mais les statuts peuvent contenir des dispositions spéciales pour faciliter leur admission au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune.

Les femmes peuvent faire partie des sociétés et en créer : les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari ; les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal.

L'administration et la direction des sociétés de secours mutuels ne peuvent être confiées qu'à des Français majeurs, de l'un ou l'autre sexe, non déchus de leurs droits civils et civiques, sous réserve, pour les femmes mariées, des autorisations de droit commun.

Les sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. Par exception, elles peuvent choisir leurs administrateurs parmi leurs membres.

Les membres du conseil d'administration et du bureau des sociétés de secours mutuels seront nommés par le vote au bulletin secret.

Les administrateurs et directeurs ne pourront être choisis que parmi les membres participants et honoraires de la société.

ART. 4. — Un mois avant le fonctionnement d'une société de secours mutuels, ses fondateurs devront déposer en double exemplaire : 1^o les statuts de ladite association ; 2^o la liste des noms et adresses de toutes les personnes qui, sous un titre quelconque, seront chargées à l'origine de l'administration ou de la direction.

Le dépôt a lieu, contre récépissé, à la sous-préfecture de l'arrondissement où la société a son siège social, ou à la préfecture du département.

Le maire de la commune en est informé immédiatement par les soins du préfet ou du sous-préfet.

Un extrait des statuts sera inséré dans le Recueil des actes de la préfecture.

Tout changement dans les statuts ou dans la direction sera notifié et publié selon les formes indiquées ci-dessus.

ART 5. — Les statuts déterminent :

1^o Le siège social, qui ne peut être situé ailleurs qu'en territoire français ;

2^o Les conditions et les modes d'admission et d'exclusion, tant des membres participants que des membres honoraires ;

3^o La composition du bureau et du conseil d'administration, le mode d'élection de leurs membres, la nature et la durée de leurs pouvoirs ; les conditions du vote de l'assemblée générale et du droit pour les sociétaires de s'y faire représenter ;

4^o Les obligations et les avantages des membres participants ;

5^o Le montant et l'emploi des cotisations des membres,

soit honoraires, soit participants, les modes de placement et de retrait des fonds ;

6° Les conditions de la dissolution volontaire de la société ;

7° Les bases de la liquidation à intervenir si la dissolution a lieu ;

8° Le mode de conservation des documents intéressant la société ;

9° Le mode de constitution des retraites pour lesquelles il n'a pas été pris d'engagement ferme et dont l'importance est subordonnée aux ressources de la société ;

10° L'organisation des retraites garanties, et spécialement la fixation de leur quotité et de l'âge de l'entrée en jouissance ;

11° Les prélèvements à opérer sur les cotisations pour le service spécial des retraites, lorsque, conformément à la clause précédente, les cotisations des membres honoraires ou participants devront être affectées pour partie à la constitution de retraites garanties, que ce soit au moyen d'un fonds commun ou de livrets individuels ouverts au nom des sociétaires.

ART. 6 — Lorsque l'assemblée générale sera convoquée, les pouvoirs dont les sociétaires seront porteurs, si les statuts autorisent le vote par procuration, pourront être donnés sous seing privé et seront affranchis de tous droits de timbre et d'enregistrement ; ils seront déposés au siège social.

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans le délai de quinze jours à dater de l'élection, devant le juge de paix de la société. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe.

Le juge de paix statue, dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la cour de cassation. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix et dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la cour et jugé d'urgence sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation. La chambre civile de cette cour statue directement sur le pourvoi.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 7. — Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels doivent adresser, par l'intermédiaire des préfets, au ministre de l'Intérieur, et dans les formes qui seront déterminées par lui, la statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892.

ART. 8. — Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des unions, ayant pour objet notamment :

a) L'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article premier, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière ;

b) L'admission des membres participants qui ont changé de résidence ;

c) Le règlement de leurs pensions viagères de retraite ;

d) L'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagés à pourvoir, no-

tamment la création de caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée ;

e) Le service des placements gratuits.

ART. 9. — Les sociétés de secours mutuels sont admises à contracter des assurances, soit en cas de décès, soit en cas d'accidents, aux caisses d'assurances instituées par la loi du 11 juillet 1868, en se conformant aux prescriptions des articles 7 et 15 de ladite loi.

Ces assurances peuvent se cumuler avec les assurances individuelles.

ART. 10. — Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les administrateurs ou les directeurs et punies d'une amende de 1 à 15 fr. inclusivement.

Si une société est détournée de son but de société de secours mutuels, et si, trois mois après un avertissement donné par arrêté du préfet du département, cette société persiste à ne pas se conformer aux prescriptions de la présente loi ou aux dispositions de ses statuts, la dissolution pourra en être prononcée par le tribunal civil de l'arrondissement.

Le ministère public introduira l'action en dissolution par un mémoire présenté au président du tribunal, énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives ; ce mémoire sera notifié au président de la société avec assignation à jour fixe.

Le tribunal jugera en audience publique, sur les réquisitions du procureur de la République, le président de la société entendu ou régulièrement appelé.

Le jugement sera susceptible d'appel.

L'assistance de l'avoué ne sera obligatoire ni en première instance ni en appel.

En cas de fausse déclaration faite de mauvaise foi ou de

toutes autres manœuvres tendant à dissimuler, sous le nom de sociétés de secours mutuels, des associations ayant un autre objet, les juges de répression auront la faculté de prononcer la dissolution à la requête du ministère public. Les administrateurs et directeurs seront passibles d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 11. — La dissolution volontaire d'une société de secours mutuels ne peut être prononcée que dans une assemblée convoquée à cet effet par un avis indiquant l'objet de la réunion et à la condition de réunir à la fois une majorité des deux tiers des membres présents et la majorité des membres inscrits.

En cas de dissolution par les tribunaux, le jugement désigne un administrateur chargé de procéder à la liquidation définitive.

Aucun encaissement de cotisations autres que celles échues au jour de la liquidation ne peut plus être effectué.

Communication sera faite à l'administrateur des livres, registres, procès-verbaux et pièces de toute nature : la communication aura lieu sans déplacement, sauf le cas où le tribunal en aurait ordonné autrement.

La liquidation s'opérera conformément aux statuts : elle sera homologuée sans frais par le tribunal, à la diligence du procureur de la République.

ART. 12. — Les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets, et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants, sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs par an pour les rentes et de 3.000 francs pour les capitaux assurés.

ART. 13. — Les sociétés de secours mutuels ayant satisfait aux prescriptions des articles précédents ont le droit

d'ester en justice, tant en demandant qu'en défendant, par le président ou par le délégué ayant mandat spécial à cet effet, et peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851.

ART. 14. — Les sociétés de secours mutuels se divisent en trois catégories :

1^o Les sociétés libres ;

2^o Les sociétés approuvées ;

3^o Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

TITRE II

DES SOCIÉTÉS LIBRES

ART. 15. — Les sociétés libres et unions de sociétés libres peuvent recevoir et employer les sommes provenant des cotisations des membres honoraires et participants, et généralement faire des actes de simple administration ; elles peuvent posséder des objets mobiliers, prendre des immeubles à bail pour l'installation de leurs divers services.

Elles peuvent, avec l'autorisation du préfet, recevoir des dons et legs mobiliers.

Toutefois, si la libéralité est faite à une société dont la circonscription comprend des communes situées dans des départements différents, il est statué par un décret. S'il y a réclamation des héritiers du testateur, il est statué par un décret du président de la République, le conseil d'État entendu.

Lorsque l'emploi des dons et legs n'est pas déterminé par le donateur ou testateur, cet emploi sera prescrit par l'arrêté ou le décret d'autorisation, en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

Les sociétés libres ne peuvent acquérir des immeubles, sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité, sauf les immeubles exclusivement affectés à leurs services. Elles ne peuvent, à peine de nullité, recevoir des dons ou legs immobiliers qu'à la charge de les aliéner et d'obtenir l'autorisation mentionnée au § 3 ci-dessus. La nullité sera prononcée en justice, soit sur la demande des parties intéressées, soit d'office, sur les réquisitions du ministère public.

TITRE III

DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES

ART. 16. — Les sociétés de secours mutuels et les unions de sociétés prévues à l'article 8 qui auront fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel, auront tous les droits accordés aux sociétés libres et unions de sociétés libres et jouiront des avantages concédés par les articles suivants.

L'approbation ne peut être refusée que dans les deux cas suivants :

1^o Pour non-conformité des statuts avec les dispositions de la loi ;

2^o Si les statuts ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accident.

L'approbation ou le refus d'approbation doit avoir lieu dans le délai de trois mois. Le refus d'approbation doit être motivé par une infraction aux lois et notamment aux dispositions du § 4 du présent article.

En cas de refus d'approbation, un recours peut être formé devant le conseil d'Etat. Ce recours sera dispensé de tout droit ; il pourra être formé sans ministère d'avocat.

Tout changement dans les statuts d'une société approuvée doit être l'objet d'une nouvelle demande d'approbation, et aucune modification statutaire ne peut être mise à exécution si elle n'a pas été préalablement approuvée.

Il sera procédé, pour les changements dans les statuts, comme en matière de statuts primitifs, pour tout ce qui concerne les dépôts, les délais et les recours.

ART. 17. — Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront, sous réserve de l'autorisation du conseil d'Etat, recevoir des dons et legs immobiliers.

Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire, que les sociétés n'aient pas été autorisées à conserver, seront aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret qui en autorise l'acceptation ; le délai pourra, en cas de nécessité, être prorogé.

Les sociétés de secours mutuels et les unions approuvées prévues à l'article 8 peuvent être autorisées, par décret rendu en conseil d'Etat, à acquérir les immeubles nécessaires soit à leurs services d'administration, soit à leur service d'hospitalisation.

ART. 18. — Les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité. En cas d'insuffisance des ressources des communes, cette dépense est mise à la charge des départements. Dans le cas où la société s'étend sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements, cette obligation incombe d'abord à la commune dans laquelle est établi le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune.

Dans les villes où il existe une taxe municipale sur les convois, il est accordé aux sociétés approuvées remise des deux

tiers des droits sur les convois dont elle peut avoir à supporter les frais, aux termes de leurs statuts.

ART. 19. — Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Sont également exempts du droit de timbre de quittance les reçus de cotisations des membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnaires, ainsi que les registres à souches qui servent au paiement des journées de maladies.

Cette disposition n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès.

Conformément aux articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 et 24 de la loi du 20 juillet 1886, les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution des lois précitées et de la présente loi seront délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 20. — Les placements des sociétés de secours mutuels approuvées doivent être effectués en dépôt aux caisses d'épargne, à la caisse des dépôts et consignations, en rentes sur l'Etat, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat, en obligations des départements et des communes, du crédit foncier de France ou des compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'Etat.

Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront, en outre, posséder et acquérir des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir, les vendre et les échanger.

Pour être valables, ces opérations devront être votées à la majorité des trois quarts des voix par une assemblée générale extraordinaire composée au moins de la moitié des membres de la société, présents ou représentés.

Les titres et valeurs au porteur appartenant aux sociétés de secours mutuels approuvées seront déposés à la caisse des dépôts et consignations, qui sera chargée de l'encaissement des arrérages, coupons et primes de remboursement de ces titres, et en portera le montant au compte de dépôt de chaque société.

ART. 21. — Les sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à verser des capitaux à la caisse des dépôts et consignations :

1^o En compte-courant disponible ;

2^o En un compte affecté pour toute la durée de la société à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable.

Le fonds commun de retraites existant au jour de la promulgation de la loi ne peut être supprimé.

Il peut être placé soit à la caisse des dépôts et consignations, soit en valeurs ou immeubles, conformément aux articles 17 et 20, soit à la caisse des retraites.

Pour l'avenir, les statuts de chaque société déterminent si elle entend user de cette faculté de constituer un fonds commun et dans quelles conditions ; ils règlent les moyens de l'alimenter, qu'il s'agisse d'un fonds commun conservé ou d'un fonds commun à créer. Ils décident notamment si la société devra verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'Etat, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles.

Le compte courant et le fonds commun portent intérêt à un taux égal à celui de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

La différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4 1/2 p. 100, déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856, sera versée,

à titre de bonification, à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites), au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'intérieur.

Les intérêts qui ne reçoivent pas d'emploi au cours de l'année sont capitalisés tous les ans.

La caisse des dépôts et consignations aura la faculté de faire emploi des fonds versés aux comptes ci-dessus désignés, dans les mêmes conditions que pour les fonds des caisses d'épargne.

ART. 22. — Les pensions de retraites peuvent être constituées soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire, à capital aliéné ou réservé.

ART. 23. — Les pensions de retraites alimentées par le fonds commun sont constituées à capital réservé au profit de la société. Elles sont servies directement par la société à l'aide des intérêts de ce fonds, ou par l'intermédiaire de la caisse nationale des retraites.

Pour bénéficier de ces pensions, les membres participants doivent être âgés d'au moins cinquante ans, avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze ans au moins et remplir les conditions statutaires fixées pour l'obtention de la pension.

Les sociétés qui constituent sur le fonds commun des pensions de retraites garanties sont tenues de produire, tous les cinq ans au moins, au ministre de l'intérieur, la situation de leurs engagements, éventuels ou liquides, et des ressources correspondantes, en se conformant aux modèles qui leur sont fournis par l'administration compétente. Elles devront modifier, s'il y a lieu, leurs statuts d'après les résultats de ces inventaires au moins quinquennaux.

ART. 24. — Les pensions de retraites constituées par le livret individuel, à l'aide de la caisse nationale des retraites ou d'une caisse autonome, sont formées, en conformité des statuts, au moyen de versements effectués par la société au compte de chacun de ses membres participants.

Ces versements proviennent :

1^o De la cotisation spéciale que le sociétaire a lui-même acquittée en vue de la retraite, ou de la portion de la cotisation unique prélevée en vue de ce service ;

2^o De tout ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable, s'il en exisie un ;

3^o Des autres ressources dont les statuts autorisent l'emploi en capital au profit des livrets individuels.

Les versements effectués par la société sur le livret individuel le sont à capital aliéné ou à capital réservé, au profit de la société, suivant que les statuts en auront décidé.

Quant aux versements qui proviennent des cotisations du membre participant, ils peuvent être, au choix de ce membre, faits à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit.

Pour la liquidation des pensions de retraites constituées à capital aliéné et à jouissance immédiate par les sociétés de secours mutuels, les tarifs à la caisse nationale des retraites seront calculés jusqu'à quatre-vingts ans.

ART. 25. — En dehors des retraites garanties ou non garanties, constituées, soit à l'aide des fonds communs, soit au moyen du livret individuel, dans les conditions prévues aux articles 23 et 24, les sociétés peuvent accorder à leurs membres des allocations, non pas viagères, mais annuelles, prises sur les ressources disponibles. Le montant en sera fixé chaque année par l'assemblée générale. Les titulaires sont désignés par elle, parmi les membres âgés de plus de

cinquante ans et ayant acquitté la cotisation sociale au moins pendant quinze ans.

Les statuts déterminent les autres conditions que doivent remplir les bénéficiaires.

Le service de ces allocations annuelles s'effectue à l'aide des arrérages du fonds commun inaliénable ou des autres ressources disponibles.

Une indemnité pécuniaire, fixée également chaque année en assemblée générale et prélevée sur les fonds de réserve, peut être allouée aux membres participants devenus infirmes ou incurables avant l'âge fixé par les statuts pour être admissibles à la pension viagère de retraite.

ART. 26. — A partir de la promulgation de la présente loi, les arrérages des dotations et les subventions annuellement inscrites au budget du ministère de l'intérieur au profit des sociétés de secours mutuels seront employés à accorder à ces sociétés des allocations : 1^o pour encourager la formation des pensions de retraites à l'aide du fonds commun ou du livret individuel ; 2^o pour bonifier les pensions liquidées à partir du 1^{er} janvier 1895 et dont le montant, y compris la subvention de l'Etat, ne sera pas supérieur à 360 fr. ; 3^o pour donner, en raison du nombre de leurs membres, des subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.

Pour chacune de ces affectations, la répartition du crédit aura lieu dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le ministre de l'intérieur, après avis du conseil supérieur.

Il sera, préalablement à toute répartition, opéré chaque année, sur les dotations et subventions, un prélèvement déterminé par le conseil supérieur, qui ne pourra dépasser 5 p. 100 de l'actif total, pour venir en aide aux sociétés de secours mutuels qui, par suite d'épidémies ou de toute autre

cause de force majeure, serait momentanément hors d'état de remplir leurs engagements.

Les subventions de l'État en vue de la retraite par livret individuel profiteront aux étrangers, lorsque leur pays d'origine aura garanti par un traité des avantages équivalents à nos nationaux.

Les pensions allouées sur le fonds commun ne pourront être servies aux étrangers que dans le cas où ils résideront en territoire français.

ART. 27. — Un règlement d'administration publique détermine les conditions et les garanties à exiger pour l'organisation des caisses autonomes que les sociétés ou les unions pourront constituer, soit pour servir des pensions de retraites, soit pour réaliser l'assurance en cas de vie, de décès ou d'accident et, d'une manière générale, toutes les mesures d'application destinées à assurer l'exécution de la loi.

Les fonds versés dans ces caisses devront être employés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou en valeurs énumérées au § 1^{er} de l'article 20.

La gestion de ces caisses sera soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

La caisse des dépôts et consignations est tenue d'envoyer, dans le courant du premier trimestre de chaque année, aux présidents des sociétés de secours mutuels ayant constitué des pensions de retraites en faveur de leurs membres participants, la liste des retraités qui, dans l'année précédente, n'auront pas touché leurs arrérages.

ART. 28. — Les sociétés de secours mutuels qui accordent à leurs membres ou à quelques-uns seulement des indemnités moyennes ou supérieures à 5 francs par jour, des allocations

annuelles ou des pensions supérieures à 360 francs et des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3.000 francs ne participent pas aux subventions de l'État et ne bénéficient ni du taux spécial d'intérêt fixé par les décrets des 26 mars 1852, 26 avril 1856, ni des avantages accordés par la présente loi sous forme de remise de droits d'enregistrement et de frais de justice.

Les sociétaires qui s'affilieront à plusieurs sociétés en vue de se constituer une pension supérieure à 360 francs ou des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3.000 francs, seront exclus des sociétés de secours mutuels dont ils font partie, sous peine, pour la société, de perdre les avantages concédés par la présente loi.

ART. 29. — Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels approuvées doivent adresser au ministre de l'intérieur, par l'intermédiaire des préfets et dans les formes prescrites, indépendamment de la statistique exigée par l'article 7, le compte rendu de leur situation morale et financière.

Elles sont tenues de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature aux préfets, sous-préfets ou à leurs délégués. Cette communication a lieu sans déplacement, sauf le cas où il en serait autrement ordonné par arrêté du préfet.

Les infractions aux prescriptions du § 2 du présent article seront punies d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 30. — Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la présente loi, l'approbation peut être retirée par un décret rendu en conseil d'État sur la proposition motivée du ministre de l'intérieur et après avis du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, lequel sera convoqué dans le plus bref délai.

La décision portant retrait d'approbation sera susceptible d'un recours au contentieux devant le conseil d'Etat, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits.

Art. 31. — Lorsque la dissolution d'une société approuvée est votée par l'assemblée générale conformément aux statuts, ou ordonnée par le tribunal, la liquidation est poursuivie sous la surveillance du préfet ou de son délégué.

Il est prélevé sur l'actif social, y compris le fonds commun inaliénable de retraites déposé à la caisse des dépôts et consignations et dans l'ordre suivant :

1° Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers ;

2° Les sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès, de vie ou d'accident ;

3° a) Une somme égale au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par l'Etat, à titre inaliénable, sur les fonds de la dotation ou autres, pour être, ladite somme, versée au compte de la dotation des sociétés de secours mutuels ;

b) Des sommes égales au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par les départements et les communes, à titre inaliénable, pour être, lesdites sommes, réintégrées dans leurs caisses ;

c) Des sommes égales au montant des dons et legs faits à titre inaliénable, pour être employées conformément aux volontés des donateurs et testateurs, s'ils ont prévu le cas de liquidation, ou, si leur volonté n'a pas été exprimée, pour être ajoutées au compte de dotation des sociétés de secours mutuels.

Si, après le payement des engagements contractés vis-à-

vis des tiers et des sociétaires, il ne reste pas de fonds suffisants pour le plein des prélèvements prévus au § 3 ci-dessus, ces prélèvements auront lieu au marc le franc des versements faits respectivement par l'Etat, les départements, les communes, les particuliers.

Le surplus de l'actif social sera, s'il y a lieu, réparti entre les membres participants appartenant à la société au jour de la dissolution et non pourvus d'une pension ou indemnité annuelle, au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société, sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle. Le reliquat sera attribué au fonds de dotation.

TITRE IV

DES SOCIÉTÉS RECONNUES COMME ÉTABLISSEMENTS D'UTILITÉ PUBLIQUE

ART. 32. — Les sociétés de secours mutuels et les unions sont reconnues comme établissements d'utilité publique par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La demande est adressée au préfet avec les pièces suivantes : la liste nominative des personnes qui y ont adhéré et trois exemplaires des projets de statuts et du règlement intérieur.

ART. 33. — Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique jouissent des avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles, dans les conditions déterminées par le décret déclarant l'utilité publique.

Elles sont soumises aux obligations de l'article 11 qui précède.

TITRE V

CONSEIL SUPÉRIEUR. — RAPPORTS ANNUELS, TABLES STATISTIQUES

ART. 34. — Il est institué près le ministère de l'intérieur un conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Ce conseil est composé de trente-six membres, savoir :

Deux sénateurs élus par leurs collègues ;

Deux députés élus par leurs collègues ;

Deux conseillers d'Etat élus par leurs collègues ;

Un délégué du ministre de l'intérieur ;

Un délégué du ministre de l'agriculture ;

Un délégué du ministre du commerce ;

Un membre de l'académie des sciences morales et politiques, désigné par l'académie ;

Un membre du conseil supérieur du travail, nommé par ses collègues ;

Deux membres agrégés de l'institut des actuaires français, désignés par le ministre de l'intérieur ;

Le directeur général de la comptabilité au ministère des finances ;

Le directeur du mouvement général des fonds au même ministère ;

Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ;

Un membre de l'académie de médecine, désigné par l'académie, et un représentant des syndicats médicaux, élu par les délégués de ces syndicats dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique ;

Dix-huit représentants de sociétés de secours mutuels, dont six appartenant aux sociétés libres, élus par les délégués des

sociétés dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Chaque représentant des sociétés approuvées sera élu par un collège comprenant un certain nombre de départements.

Cette division sera faite par le règlement d'administration publique à intervenir, de telle sorte que chaque collège comprenne un nombre à peu près égal de mutualistes.

Tous les membres sont nommés pour quatre ans ; leurs pouvoirs sont renouvelables ; leurs fonctions sont gratuites.

Le ministre de l'intérieur est président de droit du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

Le conseil choisit parmi ses membres ses deux vice-présidents et son secrétaire. Il est convoqué par le ministre compétent au moins une fois tous les six mois et toutes les fois que cela lui paraîtra nécessaire.

Il reçoit communication des états statistiques et des comptes rendus de la situation financière fournis par les sociétés de secours mutuels, ainsi que des inventaires au moins quinquennaux et des autres documents fournis par les sociétés de secours mutuels, en exécution des articles 8, 23 et 29 ci-dessus.

Il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des sociétés de secours mutuels et notamment sur le mode de répartition des subventions et secours qui seront attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels.

ART. 33. — Sept membres nommés par le ministre, dont quatre pris parmi ceux qui procèdent de l'élection, constituent une section permanente.

La section permanente a pour fonction de donner son avis

sur toutes les questions qui lui sont renvoyées soit par le conseil supérieur, soit par le ministre.

Le ministre de l'intérieur soumet chaque année, au président de la République, un rapport, qui est présenté au Sénat et à la chambre des députés, sur les opérations des sociétés de secours mutuels et sur les travaux du conseil supérieur.

ART. 36. — Dans un délai de deux ans après la promulgation de la présente loi, les ministres de l'intérieur et du commerce feront établir les tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels.

ART. 37. — Les sociétés de secours mutuels antérieurement autorisées ou approuvées sont tenues, dans le délai de deux ans, de se conformer aux prescriptions de la présente loi.

Jusqu'à l'expiration de ce délai, elles continueront à s'administrer conformément à leurs statuts.

Les sociétés approuvées qui ne solliciteront pas dans ce délai, ou n'obtiendront pas l'approbation de leurs statuts, devront placer leurs fonds communs en valeurs nominatives, conformément à l'article 20 ci-dessus, et déposer leurs titres à la caisse des dépôts et consignations. L'inexécution de ces dispositions entraînera l'application des articles 10 et 30 de la présente loi.

Toutefois, les sociétés qui assurent leurs membres exclusivement contre la maladie sont dispensées de solliciter de nouveau cette approbation.

Le ministre de l'intérieur, après avis du conseil supérieur, prévu à l'article 34, déterminera dans quelle mesure il pourra être fait exception pour le passé aux prescriptions de l'article 2 en faveur des sociétés de secours mutuels qui, établies en vue de l'assurance contre la maladie, auront accordé certains avantages à ceux de leurs membres entrés dans la société à un âge relativement avancé et n'ayant pu

arriver à la liquidation de leur pension en satisfaisant aux conditions normales de stage.

ART. 38. — Les articles 13, 18, 19 et 21 de la présente loi, à l'exception, pour ce dernier, de ce qui concerne le fonds commun, s'appliquent aux sociétés régulièrement constituées, en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894 dont l'article 20 est abrogé.

ART. 39. — Le décret-loi du 27 mars 1858 est ainsi modifié :

« Les personnes auxquelles le gouvernement de la République aura accordé des médailles d'honneur en leur qualité de membres d'une société de secours mutuels, libre ou approuvée, pourront porter publiquement ces récompenses. »

ART. 40. — Les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions.

ART. 41. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 1^{er} avril 1898.

Vu : *Le Professeur, Président de la Thèse,*

JULES CABOUAT.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

EDMOND VILLEY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Caen,

E. ZÉVORT.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
-------------------	---

TITRE PREMIER

Dispositions communes à toutes les Sociétés

CHAPITRE PREMIER : Buts des sociétés de secours mutuels.....	I
CHAPITRE SECOND : Limites légales des sociétés de secours mutuels	8
CHAPITRE TROISIÈME : Composition. Administration. Elections.	11
§ 1. Membres participants. Membres honoraires.....	11
§ 2. Femmes.....	14
§ 3. Mineurs.....	18
§ 4. Etrangers.....	19
§ 5. Direction et administration	20
§ 6. Elections.....	21
CHAPITRE QUATRIÈME : Formalités constitutives	24
CHAPITRE CINQUIÈME : Dispositions des statuts.....	26
§ 1. Siège social.....	26
§ 2. Conditions et modes d'admission et d'exclusion.....	26
§ 3. Bureau. Conseil d'administration. Vote.....	28
§ 4. Obligations et avantages des membres participants ..	30
§ 5. Cotisations. Placement des fonds.....	32
§ 6. Dissolution.....	34
§ 7. Bases de la liquidation.....	34

§ 8. Documents.....	35
§ 9. Retraites non garanties.....	35
§ 10. Retraites garanties.....	36
§ 11. Spécialisation.....	38
CHAPITRE SIXIÈME : Vote par procuration. Juridictions élec- torales.....	39
§ 1. Vote par procuration.....	39
§ 2. Juridictions électorales.....	40
CHAPITRE SEPTIÈME : Statistiques.....	42
CHAPITRE HUITIÈME : Les unions.....	46
§ 1. Secours à bon compte.....	51
§ 2. Admission des membres participants qui ont changé de résidence.....	55
§ 3. Règlement des pensions. Organisation des assurances mutuelles.....	57
§ 4. Placements gratuits.....	60
CHAPITRE NEUVIÈME : Assurances en cas de décès ou d'acci- dents.....	62
CHAPITRE DIXIÈME : Sanctions pénales.....	68
CHAPITRE ONZIÈME : Dissolution.....	73
§ 1. Dissolution volontaire.....	73
§ 2. Dissolution judiciaire.....	74
CHAPITRE DOUZIÈME : Incessibilité et insaisissabilité.....	76
CHAPITRE TREIZIÈME : Actions en justice.....	78
CHAPITRE QUATORZIÈME : Division des sociétés de secours mutuels.....	85

TITRE DEUXIÈME

Des Sociétés libres.....	91
--------------------------	----

TITRE TROISIÈME

Des Sociétés approuvées

CHAPITRE PREMIER : De l'approbation.....	97
--	----

CHAPITRE SECOND : Des avantages de l'approbation.....	103
§ 1. Dons et legs immobiliers.....	103
§ 2. Charges des départements et de la commune.....	106
§ 3. Exemption des droits de timbre et d'enregistrement..	108
CHAPITRE TROISIÈME : Placement des fonds.....	112
CHAPITRE QUATRIÈME : Versements à la caisse des dépôts et consignations.....	115
CHAPITRE CINQUIÈME : Pensions de retraites.....	132
CHAPITRE SIXIÈME : Conditions des constitutions des pensions de retraites.....	139
§ 1. Fonds commun.....	139
§ 2. Livret individuel.....	142
CHAPITRE SEPTIÈME : Allocations.....	148
CHAPITRE HUITIÈME : Dotations et subventions.....	150
§ 1. But.....	150
§ 2. Cas d'épidémies ou de force majeure.....	154
§ 3. Etrangers.....	155
CHAPITRE NEUVIÈME : Caisses autonomes... ..	157
CHAPITRE DIXIÈME : Sociétés riches. — Sociétaires riches....	162
CHAPITRE ONZIÈME : Surveillance.....	167
CHAPITRE DOUZIÈME : Retrait d'approbation.....	169
CHAPITRE TREIZIÈME : Dissolution.....	171

TITRE QUATRIÈME

Des sociétés reconnues comme établissements
d'utilité publique..... 177

TITRE CINQUIÈME

**Conseil supérieur. — Rapports annuels. — Tables
statistiques**

CHAPITRE PREMIER : Conseil supérieur..... 183

§ 1. Conseil supérieur.....	183
§ 2. Section permanente.....	188
CHAPITRE SECOND : Rapports annuels.....	190
CHAPITRE TROISIÈME : Tables statistiques.....	191

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

CHAPITRE PREMIER : Délai de deux ans.....	197
CHAPITRE SECOND : La loi sur les sociétés de secours mutuels et la loi sur les caisses de secours des ouvriers mineurs.....	202
CHAPITRE TROISIÈME : Port des médailles des sociétés de secours mutuels.....	203
CHAPITRE QUATRIÈME : Les sociétés de secours mutuels dans les syndicats professionnels.....	205
CHAPITRE CINQUIÈME : Lois abrogées.....	208
CONCLUSION.....	211
Texte législatif de la loi du 1^{er} Avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels.....	213
Table des matières.....	236

BIBLIOGRAPHIE



Journal officiel.

Congrès mutualiste tenu à Lyon en 1883.

Congrès mutualiste tenu à Marseille en 1886.

Congrès mutualiste tenu à Paris en 1889.

Congrès mutualiste tenu à Bordeaux en 1892.

Congrès mutualiste tenu à Saint-Etienne en 1895.

Congrès mutualiste tenu à Reims en 1898.

Code civil. — Code de commerce.

Lois usuelles. — Décrets. — Instructions. — Circulaires ministérielles.

Revue de la prévoyance et de la mutualité.

DALLOZ : Recueil périodique.

SIREY : Recueil général des lois et arrêts.

AUBRY et RAU : Cours de droit civil.

DEMOLOMBE : Donations et testaments.

DESCHANEL (Discours).

BARBERET : Les sociétés de secours mutuels.

SÉRULLAZ : Les sociétés de secours mutuels.

VILLARD : Les sociétés de secours mutuels.

Léon MARIE : Critique de la loi du 1^{er} avril 1858.

Enile LAURENT : Le paupérisme et les associations de prévoyance.

CHEYSSON : L'imprévoyance dans les institutions de prévoyance.



